

824 250593

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,  
DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DU 3<sup>e</sup> PROJET URBAIN  
" AMELIORATION DES CONDITIONS  
DE VIE URBAINES "

*Lirette*  
*URB. SAN.*

UNICEF  
GRE/AO

*Library*  
IRC International Water  
and Sanitation Centre  
Tel: +31 70 30 689 60  
Fax: +31 70 35 899 64

**PROJET PILOTE DE PARTICIPATION  
COMMUNAUTAIRE A L'AMELIORATION  
DE L'ASSAINISSEMENT**

OUAGADOUGOU - SECTEUR 7

RAPPORT D'AVANCEMENT N° 2

Octobre 1993

~~J. Dumany-Jakob~~  
Consultante UNICEF  
et l'équipe du Projet.

824 - BFou93-14593

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,  
DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

UNICEF  
GREA/AO

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DU 3<sup>e</sup> PROJET URBAIN  
" AMELIORATION DES CONDITIONS  
DE VIE URBAINES "

**PROJET PILOTE DE PARTICIPATION  
COMMUNAUTAIRE A L'AMELIORATION  
DE L'ASSAINISSEMENT**

OUAGADOUGOU - SECTEUR 7

RAPPORT D'AVANCEMENT N° 2

Octobre 1993

LIBRARY IRC  
PO Box 93190, 2509 AD THE HAGUE  
Tel.: +31 70 30 689 80  
Fax: +31 70 35 899 64

BARCODE:  
LQ:

14593  
824 BFOU93

**J. Durany-Jakob**  
Consultante UNICEF  
et l'équipe du Projet.

## TABLE DES MATIERES

### 1. INTRODUCTION

1. Contenu du rapport
2. Résumé des principales actions

### 2. DIAGNOSTIC DE LA SITUATION

1. Introduction
  2. Données socio-démographiques
    - 2.1 Evaluation de la population du Secteur
    - 2.2 Mode d'occupation des parcelles et statut d'occupation des logements
    - 2.3 Taille des ménages
    - 2.4 Ancienneté de résidence dans le Secteur
    - 2.5 Homogénéité ethnique
    - 2.6 Prédominance religieuse
    - 2.7 Niveau d'instruction
    - 2.8 Moyens d'information
    - 2.9 Activités économiques
  3. Situation de l'assainissement
    - 3.1 Etat du bâti
    - 3.2 Equipement en eau
    - 3.3 Raccordement à l'électricité
    - 3.4 Evacuation des excreta
    - 3.5 Evacuation des eaux usées
    - 3.6 Drainage des eaux pluviales
    - 3.7 Ordures ménagères
- Annexe: Dossier photos

### 3. L'IMPLICATION DE LA POPULATION

1. Introduction
  2. Synthèse des obstacles à la communication
  3. Les groupes de travail
  4. La participation en question
- Annexe: dossier photos

### 4. SUPPORTS DIDACTIQUES

- Le théâtre-forum  
Annexes: scénario et photos

### 5. ACTION ENFANTS

- Activités réalisées  
Annexes: Fiche projet  
Dossier photos  
Rédactions et dessins d'élèves  
Scénario émission "espace-enfants"

### 6. ASSAINISSEMENT DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS

- Fiches projet  
Annexe: dossier photos

### 7. REHABILITATION DU MARCHE DE NAB-RAAGA

- Bilan des premières actions  
Annexe: dossier photos

## Introduction

## INTRODUCTION

### 1. Contenu du rapport

Ce rapport rend compte des activités entreprises par l'équipe du projet du 1er juin au 10 septembre 1993. Il fait suite au premier rapport de ce projet, établi par C. Wolfrom-Nigg (juin 1993).

Il comprend deux parties:

1. Diagnostic de la situation: résultats des enquêtes ménage juillet 1993. Ces enquêtes complètent, par des données quantitatives, l'étude de milieu effectuée en avril-mai (voir rapport de C. Wolfrom Nigg);

2. Un bilan des actions effectuées du 1er juin au 10 septembre 1993:

- constitution des groupes de travail
- supports didactiques
- "action enfants"
- réhabilitation du marché de Nab-Raaga
- assainissement des équipements collectifs.

En ce qui concerne les systèmes de collecte des ordures ménagères, envisagés par le projet en tenant compte de la diversité des situations socio-économiques prévalant dans le Secteur (service porte-à-porte par l'entreprise ECOFA dans les zones 1 et 2, enlèvement de bacs dans les autres zones), les discussions avec les services techniques et avec les représentants de la population commençaient seulement à être engagées au 10 septembre. Ce volet figurera donc dans le prochain rapport d'avancement.

Bien que le drainage des eaux pluviales constitue un problème prioritaire dans de nombreux points du Secteur, il était risqué de faire des propositions concrètes sans avoir les résultats des études techniques de cette composante du 3e Projet Urbain. Dans le cadre des travaux de terrain programmés pour ses étudiants, ETSHER a fait exécuter, au mois de mai, une étude sur les techniques appropriées d'infiltration des eaux pluviales au niveau de quelques concessions du Secteur identifiées par l'équipe du projet. On attend ses conclusions.

Le rapport est accompagné de nombreuses planches-photo. Il s'agissait non seulement de donner plus de poids aux commentaires écrits, mais surtout d'améliorer la qualité de l'étude du milieu. Le souci de donner une image représentative des différentes situations existant dans le Secteur a permis en effet à l'équipe du projet d'approfondir la connaissance du terrain.

### 2. Résumé des principales actions

#### - L'implication de la population

Il a fallu une longue période de "mise en observation de l'équipe" pour arriver à gagner la confiance des habitants et former des groupes de travail représentant effectivement la population, groupes qui seront les

premiers interlocuteurs face aux différents partenaires du projet: population, leaders du quartier, équipe du projet, entreprises privées, services techniques, Administration...

Au niveau des cinq zones que comporte le Secteur, quatre groupes ont ainsi été formés, les zones 1 et 2 ayant constitué un groupe commun. Un autre groupe a été constitué au marché de Nab-Raaga. Si nécessaire, d'autres groupes pourront se former dans la durée du projet suivant les actions à exécuter. La cellule de suivi que le projet souhaitait mettre en place pour coordonner l'ensemble des actions pendant la durée du projet tarde à voir le jour, peut-être en raison de problèmes politiques que sa constitution pourrait soulever.

La formation de ces groupes a demandé environ deux mois (mi-juin/mi-septembre) pour éviter une récupération à d'autres fins et une déviation des objectifs du projet.

Les premières expériences avec le groupe de la zone 4 (journée de salubrité organisée à son initiative en collaboration avec la Division Economique), et avec le groupe du marché (dialogues avec les services techniques, la Commune, le Haut Commissariat et les autorités coutumières, engagement dans la préparation du projet de réhabilitation du marché) sont concluantes: elles montrent que la concertation entre tous les partenaires peut être effective et que son impact est très important sur la qualité de la participation de la population. Il faut cependant veiller à garantir la permanence de cette concertation en mettant en oeuvre toutes les conditions nécessaires pour permettre aux groupes de travail et aux habitants de suivre réellement toutes les étapes du projet aussi bien dans ses aspects techniques que ses aspects organisationnels, ce qui implique une assistance, soutenue sans être trop directive, de l'équipe du projet, mais aussi l'élaboration de supports lisibles par tous: qu'il s'agisse de conventions, plans, maquettes...

Une fois ces groupes formés, il est nécessaire d'entreprendre tout de suite des actions concrètes pour sauvegarder la crédibilité du projet et ne pas faire tomber les motivations de la population à s'impliquer. Comme dans tout projet participatif, la concordance avec le volet technique constitue un point essentiel et difficile à assurer: il faut informer et organiser les communautés avant de les faire participer à toutes les étapes du projet, mais, par la suite, les conditions nécessaires avant d'en arriver à l'exécution des travaux sont souvent longues à réunir. Dans le présent projet, on espère que ces contre-temps seront en partie évités grâce aux opérations que l'on pourra lancer rapidement: assainissement des équipements collectifs et collecte des ordures ménagères.

#### - Action enfants

Les premières actions entreprises avec les quelque 2000 élèves des quatre écoles primaires du Secteur (concours de dessins et de rédactions, émission télévisée "espace enfants" sur l'assainissement dans le Secteur, ateliers de peinture et de théâtre, avec le concours de l'Association Feeren), ainsi que la participation des enfants au théâtre-forum, ont montré le capital de connaissances qu'ils possèdent sur la situation de l'environnement et les risques encourus pour la santé. Ces actions ont

également confirmé le rôle que peuvent jouer les enfants dans la transmission des messages de sensibilisation.

Des activités ont été programmées en milieu scolaire pour l'année 93-94 ("Programme Enfant pour l'enfant") et doivent être définies en milieu extra-scolaire avec le concours des deux assistantes sociales intégrées à temps partiel dans l'équipe du projet.

#### - Réhabilitation du marché

Le lancement de cette opération a permis de tester la qualité de concertation entre les différents partenaires. Tout semble réuni pour arriver à faire un "projet participatif", avec la restriction cependant que les modalités de participation ont été déterminées d'avance par le projet. Il faut rappeler à cet effet que le prêt consenti par la Banque Mondiale pour ce projet pilote est assorti de conditions ne pouvant être modifiées, quelles que soient les propositions avancées par les bénéficiaires. L'un des objectifs principaux de ce projet pilote est de tester les procédures définies par la Banque Mondiale pour les opérations à réaliser avec l'agence Faso Baara: seule une participation financière des bénéficiaires est acceptée.

#### - Assainissement des eaux usées et excreta

Ce volet sera en fait une extension du projet de démonstration de l'ONEA, opérationnel dans les secteurs 2 et 16. Toutes les actions (formation des artisans, promotion) se feront donc avec l'appui de l'ONEA ou (et) en concertation avec cette institution. Bien que le projet de démonstration se rapporte essentiellement aux latrines et puisards d'eaux usées individuels, les premières opérations concerneront l'amélioration des latrines collectives (marché, écoles, dispensaire) identifiée par les Associations des Parents d'Elèves, les Bureaux de Marché et la Direction du Dispensaire comme des actions prioritaires. Ce projet se prêtant mal aux procédures exigées par la Banque Mondiale, l'UNICEF a accepté d'en supporter le financement, la contrepartie des bénéficiaires se rapportant à la fouille et à l'apport en matériaux (sable et gravier).

Les artisans du Secteur ont déjà été recensés en collaboration avec les groupes de travail et leur formation doit se faire au courant du mois d'octobre.

#### - Supports didactiques

Au 10 septembre, les supports suivants ont été réalisés:

- une pièce de théâtre sur l'assainissement (théâtre-forum dont le principe est de dialoguer avec le public) réalisée, avec la participation des jeunes du Secteur 7, par une animatrice expérimentée dans le théâtre. L'impact de ce support a été très important: non seulement dans la motivation de la population à assister aux réunions organisées par le projet, mais aussi dans la sensibilisation de toutes les catégories de public sur les problèmes d'assainissement. Ce support est en effet compris et apprécié de tous: hommes/femmes, jeunes/vieux, lettrés/illettrés.

- une émission télévisée "Espace-Enfants" sur l'assainissement du Secteur 7, réalisée par l'association Feeren (voir chapitre "action enfants").

Les supports préparés avec l'assistance de Mme N. Bamba (expert du GREA) ne sont pas finalisés:

- le montage de la cassette sur le projet (enregistrement d'une réunion qui rassemblait au 3e Projet Urbain tous les partenaires du projet, le 7 juillet) n'était pas terminé le 10 septembre. Ce délai, dû aussi bien à des problèmes techniques que de disponibilité des techniciens de l'UNICEF chargés de cette tâche, compromet l'impact de ce support: diffusion de l'information et des méthodes d'approche, la cassette devant être dupliquée en plusieurs exemplaires destinés aux habitants du Secteur 7;
- l'élaboration d'un film sur la situation de l'assainissement en est à ses débuts: élaboration du scénario par les techniciens de l'UNICEF, l'équipe du projet, et des habitants du Secteur identifiés par l'équipe et prêts à collaborer.

A cette étape du projet, le contenu des supports doit essentiellement être orienté sur les solutions techniques possibles, qu'il s'agisse d'eaux usées, d'ordures ménagères, d'eaux pluviales ou d'opérations spécifiques comme la réhabilitation du marché de Nab-Raaga.

- En ce qui concerne les excreta et les eaux usées (latrines et puisards améliorés), le projet pilote pourra bénéficier de l'expérience du projet de démonstration de l'ONEA et faire fonctionner le même type de supports (en particulier les maquettes des types d'assainissement individuel proposés);
- Des vignettes sont en cours d'élaboration pour servir de support à l'explication des différents systèmes de collecte d'ordures ménagères;
- Les alternatives proposées pour la réhabilitation du marché devraient être présentées aux intéressés sous forme de maquettes;
- En ce qui concerne les eaux pluviales, il faudra sans doute exécuter quelques projets de démonstration dans le Secteur. Dans ce sous-secteur de l'assainissement, il faut noter que les messages de sensibilisation élaborés par l'agence Faso Baara (en particulier sur l'entretien des caniveaux) apportent déjà un soutien au projet.

Dans le cadre du programme de sensibilisation que l'on souhaite introduire dans les écoles, l'Association burkinabé Enfant pour l'enfant possède déjà un matériel didactique que l'on pourrait dupliquer, mais les enfants seront appelés à confectionner eux-mêmes les différents types de support (dessins, chants, saynètes...).

Compte tenu de l'aptitude des animatrices à utiliser l'outil de la photo (elles ont réalisé la quasi-totalité des planches-photos présentées dans ce rapport), il faut continuer cette activité en la réorientant sur des diaporama qui pourront être présentés au cours des réunions avec les habitants



# Diagnostic de la situation

Résultats des enquêtes - juillet 1993

## TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION	1
2. DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES	
2.1 Evaluation de la population du Secteur	3
2.2 Mode d'occupation des parcelles et statut d'occupation des logements	4
2.3 Taille des ménages	5
2.4 Ancienneté de résidence dans le Secteur	6
2.5 Homogénéité ethnique	7
2.6 Prédominance religieuse	7
2.7 Niveau d'instruction	8
2.8 Moyens d'information	9
2.9 Activités économiques	10
3. SITUATION DE L'ASSAINISSEMENT	
3.1 Etat du bâti	13
3.2 Equipement en eau	13
3.3 Raccordement à l'électricité	14
3.4 Evacuation des excreta	14
3.5 Evacuation des eaux usées	16
3.6 Drainage des eaux pluviales	19
3.7 Ordures ménagères	22

ANNEXE: Dossier Photos

**DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ACTUELLE**  
**Résultats de l'enquête ménage juillet 1993**

**1. INTRODUCTION**

**- Objectifs de l'enquête**

Deux principaux objectifs ont justifié la réalisation de cette enquête:

i) compléter par des résultats quantitatifs l'étude du milieu et les entretiens approfondis réalisés par l'équipe du projet en avril-mai 1993\*, en particulier en ce qui concerne les données socio-démographiques, l'équipement des parcelles en installations sanitaires et les principaux problèmes en matière d'assainissement;

ii) fournir les données nécessaires pour évaluer, en fin de projet, l'impact des actions d'animation.

**- Le questionnaire**

Le questionnaire (voir annexe) a été conçu en collaboration avec les responsables de l'enquête similaire conduite à l'échelle de la ville de Ouagadougou (composante Participation Communautaire du 3e Projet de Développement Urbain).

Pour les besoins du projet pilote, certaines questions qui n'apparaissent pas dans le formulaire d'enquête Ouagadougou ont été introduites:

- au niveau des chefs de ménage et de leurs épouses: moyens d'information, niveau d'instruction, adhésion à des associations;

- au niveau des enfants de 6 à 13 ans, taux de scolarisation par sexe.

Cette enquête était aussi l'occasion d'effectuer un premier test sur l'impact des premières réunions d'information et d'évaluer le taux de ménages ayant connaissance du projet pilote.

Enfin, la pratique du terrain ayant montré que le découpage administratif du Secteur en 5 Sous-Secteurs (ou Zones) ne paraissait pas correspondre à une réalité vécue par les habitants, il a été demandé aux personnes interviewées d'indiquer quel était leur Sous-Secteur ou leur quartier.

**- Echantillonnage**

i. La première unité d'échantillonnage est la concession.

Suivant le plan parcellaire établi par la Direction de l'Urbanisme en 1982, le Secteur 7 compterait 2495 concessions (non compris les parcelles occupées par des équipements collectifs figurant sur le plan). Bien que ce chiffre ne représente pas fidèlement la situation en raison des

\* Voir rapport de C. WOLFROM NIGG - Projet Pilote de Participation Communautaire. Sélection d'un quartier pilote. Etude de milieu. Juin 1993.

morcellements opérés au fur et à mesure de la densification du Secteur, en particulier dans les parties les plus anciennes de Samandin, c'est cet effectif qui a été retenu pour tirer un échantillon systématique: une concession sur 12.

Une première partie du questionnaire (principales informations socio-démographiques concernant tous les ménages résidant dans ces concessions, équipement en installations sanitaires) se rapporte à cette unité d'échantillonnage.

ii. La seconde unité d'échantillonnage est le ménage.

Dans les cours multi-familiales, a été choisi systématiquement pour répondre aux autres parties du questionnaire le ménage résidant dans le premier logement situé à la droite de l'entrée de la parcelle.

Taux de sondage:

concession: 8%  
ménages (caractéristiques socio-démographiques): 8%  
ménages (attitudes et comportements en matière d'assainissement, moyens d'information...): 5%

Effectifs de concessions enquêtées par zone:

zones 1 et 2:	55
zones 3 et 4:	88
zone 5:	44
ensemble:	187

#### - Tableaux de résultats

Le Secteur 7 peut se sub-diviser en deux parties très différenciées par rapport aux niveaux de vie des ménages, à la qualité du bâti et aux équipements des parcelles en eau, électricité et système d'assainissement individuel:

- les zones 1 et 2, l'ancien quartier de Samandin, où prédomine une population relativement aisée;
- les zones 3, 4 et 5 où prédominent des classes socio-économiques plus modestes ou pauvres.

Les tableaux de résultats sont donc généralement ventilés suivant ces deux catégories de situation: zones 1 et 2 d'une part, zones 3, 4 et 5 d'autre part.

## 2. DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

### 2.1 Evaluation de la population du secteur

Sur l'échantillon de 209 concessions, 10,5% sont inhabitées. Les parcelles qui ne sont pas encore mises en valeur sont particulièrement nombreuses dans les zones 3, 4 et 5, les deux premières zones étant d'occupation plus ancienne:

#### 1. Densité d'occupation des parcelles:

Zones	Concessions inhabitées †	Nb ménages/ conc. habitées	Nb personnes/ conc. habitées
1 et 2	3,5	1,8	10,2
3 et 4	9,3	1,5	8,2
5	16,4	1,5	7,8
Ensemble	10,5	1,6	8,7

En extrapolant ces résultats, on peut estimer la population à environ 20 000 habitants, évaluation qu'il faudrait revoir à la hausse en tenant compte d'un effectif de parcelles sous-évalué pour les raisons signalées plus haut.

#### 2. Evaluation de la population par zone

Zones	Nb de concessions	Concessions habitées	Population
1,2	694	670	6834
3	328	298	2444
4	889	806	6609
5	631	528	4118
Ensemble	2542	2302	20005

#### 3. Ventilation des concessions suivant le nombre d'habitants et par zone (en pourcentage de concessions)

Population	1,2	3,4	5	Ensemble
- 5	16	20	25	22
5-9	35	48	45	42
10-14	27	22	23	23
15-19	15	7	2	8
20 et +	7	3	5	5
Ensemble	100	100	100	100

## 2.2 Mode d'occupation des parcelles et statut d'occupation des logements

Le mode d'occupation des parcelles et le statut d'occupation des logements sont des facteurs importants à connaître pour ce type de projet parce que:

- la densité d'occupation des parcelles et leur mode d'occupation sont des données plus utiles que la taille des ménages: dans de nombreux cas, les équipements d'assainissement individuel sont en effet partagés par les ménages habitant la même parcelle;

- le statut d'occupation influe sur la volonté à participer à l'amélioration de l'assainissement et à l'intérieur de la parcelle et dans les espaces publics: les locataires hésiteront à investir dans des équipements dont ils risquent de ne pas bénéficier longtemps, compte tenu de la mobilité résidentielle qui caractérise cette catégorie de ménages.

Au Secteur 7, la co-habitation de plusieurs ménages dans la même concession est assez faible: on compte en moyenne 1,7 ménages par parcelle; les deux-tiers sont occupées par un seul ménage.

### 4. Ventilation des parcelles suivant le nombre de ménages (en pourcentage de parcelles)

Nb de ménages	1,2	3,4,5	Ensemble
1	61	69	66
2	23	21	22
3	4	5	5
4	4	3	3
5	4	1	
+ 5	4	1	2
ensemble	100	100	100

46% des ménages sont propriétaires de leur logement. Le phénomène locatif serait plus développé dans la partie la plus ancienne du Secteur: 45% des ménages résidant dans les zones 1 et 2 louent leur logement et 17% des concessions sont occupées uniquement par des locataires. Dans toutes les zones, la plupart des ménages hébergés à titre gratuit sont apparentés au propriétaire.

### 5. Statut d'occupation des logements (en pourcentage de ménages)

Statut d'occupation.	1,2	3,4,5	Ensemble
Propriétaire	40	49	46
Locataire	45	25	31
Héb.gratuit.,parent	15	26	23
Ensemble	100	100	100

Le taux d'absentéisme des propriétaires est élevé: 26% de parcelles ne sont pas occupées par leur propriétaire. Dans 10% des cas, il s'agit de parcelles locatives, dans les autres cas ce sont des personnes apparentées au propriétaire qui y résident. Il est évident que dans ces concessions les travaux d'amélioration de l'assainissement sont plus difficiles à engager. Même lorsqu'il devient nécessaire d'effectuer la vidange des latrines, l'absence du propriétaire entraîne souvent des retards, les locataires estimant que la charge en revient à ce dernier.

**6. Taux d'absentéisme des propriétaires**  
(propriétaires ne résidant pas sur la parcelle):

Zones 1,2:	30%
Zones 3,4,5:	25%
Ensemble:	26%

**7. Concessions occupées uniquement par des locataires:**

Zones 1,2:	17%
Zones 3,4,5:	9%
Ensemble:	10%

**2.3 Taille des ménages**

Le ménage moyen est composé de 5,6 personnes, mais les écarts sont considérables suivant les statuts d'occupation.

**8. Taille moyenne des ménages suivant les statuts d'occupation**

Statut d'occup.	1,2	3,4,5	ensemble
propriétaire	8,9	7,8	8,1
locat., héb. grat	3,8	3,0	3,2
ensemble	5,9	5,5	5,6

Le taux de "ménages célibataires" (composés d'une seule personne) est élevé, surtout parmi les locataires.

**9. Taux de ménages célibataires suivant le statut d'occupation**  
(en pourcentage de ménages)

st. occup.	1,2	3,4,5	ensemble
propriét.	2	1	1
loc. et héb.	25	22	23
ensemble	16	11	12

Sans les ménages célibataires, la taille moyenne des ménages s'élève à 6,3 personnes (8,2 chez les propriétaires et 3,9 chez les locataires).

## 2.4 Ancienneté de résidence dans le Secteur

Le Secteur 7, et surtout l'ancien quartier de Samandin, est caractérisé par l'importance sociale attachée à l'appartenance au quartier, définie par l'ancienneté de résidence: être né à Samandin ou être apparenté à une famille originaire du quartier constitue un facteur qui permet de se démarquer des autres, considérés comme "étrangers" même s'ils sont de la même ethnie.

Comme dans toutes les villes, les propriétaires se distinguent des locataires, bien plus mobiles et donc peu ancrés au quartier où ils habitent:

81% des chefs de ménage propriétaires, et seulement 23% des locataires ou hébergés gratuits, sont nés dans le Secteur ou y résident depuis au moins dix ans.

L'ancienneté de résidence des chefs de ménage propriétaires, ventilée suivant les zones confirme la spécificité des zones 1 et 2 (ancien Samandin) par rapport aux autres zones d'occupation plus récente: 30% des propriétaires résidant à Samandin sont nés dans ce quartier contre 7% dans les autres zones.

### 10. Ancienneté de résidence des propriétaires suivant les zones (en pourcentage de chefs de ménage)

Ancienneté (secteur)	1,2	3,4,5	Ensemble
moins 1 an	2	3	3
1 à 3		6	4
4 à 5	2	4	3
6 à 9	2	12	9
10 et +	64	68	67
né ici	30	7	14
Ensemble	100	100	100

La quasi-totalité des chefs de ménage propriétaires sont des citoyens de longue date: 95% d'entre eux sont nés à Ouagadougou ou y résident depuis au moins 10 ans, contre 46% des chefs de ménage locataires. Mais la provenance des locataires, à l'arrivée à Ouagadougou, est plus souvent urbaine que chez les propriétaires.

### 11. Ancienneté de résidence à Ouagadougou suivant les statuts d'occupation (en pourcentage de chefs de ménage)

Ancienneté(Ouaga)	Propriétaire	loc+héb. grat	Ensemble
5 ans ou <5	4	27	16
6 à 9	1	18	10
10 et +	74	30	50
né à Ouaga	21	16	19
non déterminé		9	5
Ensemble	100	100	100



12. Provenance d'un milieu urbain ou rural suivant les statuts d'occupation  
(en pourcentage de chefs de ménage)

Origine	propriétaire	loc et héb. grat.	Ensemble
urbaine	26	40	34
rurale	74	60	66
ensemble	100	100	100

2.5 Homogénéité ethnique:

Le Secteur 7 est caractérisé par une forte prédominance de Mossi (82% des chefs de ménages: 94% parmi les propriétaires et 70% parmi les locataires)

Mossi:	82%	
Gourounsi:	3%	
Bissa:	3%	
Bobo:	2%	
Gurmantche:	1%	
autres:	5%	
Etrangers:	4%	(essentiellement des locataires)

2.6 Prédominance religieuse

Les deux religions principales, musulmane et catholique, regroupent respectivement 55 et 41% des chefs de ménage. Mais dans l'ancien quartier de Samandin il existe une prédominance de catholiques: 57% des chefs de ménage, tandis que dans les autres zones les deux tiers sont de confession musulmane.

13. Religion des chefs de ménages suivant les zones  
(en pourcentage de chefs de ménage)

Religion	1,2	3,4,5	Ensemble
musulmans	40	64	57
catholiques	57	31	38
protestants	1	2	2
animistes	-	1	1
sans religion	2		1
ND*	-	1	1
ensemble	100	100	100

\* non déterminé

## 2.7 Niveau d'instruction

Le niveau d'instruction des adultes a été saisi pour les seuls chefs de ménage et leurs épouses. Les résultats montrent une grande disparité entre les zones: 27% des personnes interrogées sont illettrées dans les zones 1 et 2 contre 71% dans le reste du Secteur. Dans cette dernière partie du Secteur, seules 11% des personnes ont dépassé le niveau de l'enseignement primaire contre 47% dans l'ancien quartier de Samandin.

Par contre les différences entre sexes sont relativement peu prononcées: 53% des hommes et 62% des femmes sont illettrés.

### 14. Niveau d'instruction des chefs de ménage et de leurs épouses suivant les zones

(en pourcentage de personnes interrogées)

Niveau instruc.	1,2	3,4,5	Ensemble
illettré	27	71	58
alphabétisé	7	1	3
primaire	17	15	16
secondaire	36	8	16
universitaire	11	3	5
coranique	2	2	2
ensemble	100	100	100

### 15. Niveau d'instruction suivant les sexes

(en pourcentage de personnes interrogées)

Niv. instruc.	Hommes	Femmes	Ensemble
illettré	53	62	58
alphabétisé	1	4	3
primaire	17	16	16
secondaire	18	15	16
universitaire	7	2	5
coranique	4	1	2
Ensemble	100	100	100

En ce qui concerne les enfants, près des deux tiers de ceux âgés de 6 à 13 ans sont scolarisés dans le primaire et les différences entre sexes sont peu prononcées.

### 16. Taux de scolarisation des enfants de 6 à 13 ans

garçons: 66%  
filles: 62%  
ensemble: 64%

## 2.8 Moyens d'information

Le canal d'information le plus souvent cité par les chefs de ménage et leurs épouses reste l'information de bouche à oreilles entre amis (60%); la radio regroupe 52% des réponses, et les lieux de culte (église et mosquée) 33%.

Les différences entre niveaux d'instruction et niveau de vie expliquent la disparité des résultats suivant les zones en ce qui concerne la presse et la télévision. Des messages de sensibilisation qui s'appuieraient sur la télévision auraient ainsi peu d'impact dans les zones 3, 4 et 5, où seuls 10% des personnes interrogées utilisent ce moyen d'information, contre 46% dans les zones 1 et 2.

### 17. Moyens d'information utilisés par les chefs de ménage et leurs épouses suivant les zones (en pourcentage de personnes interrogées\*)

Moyens info.	1,2	3,4,5	Ensemble
presse	30	5	12
radio	61	48	52
TV	46	10	20
amis	55	62	60
mosquée	19	16	17
église	46	6	18
associations	3	2	2
marché	1	3	2
rien	-	2	1

\* pourcentages totaux supérieurs à 100 en raison de la multiplicité des moyens d'information

### 18. Moyens d'information suivant les sexes (en pourcentage de personnes interrogées\*)

Moyens info.	hommes	femmes	ensemble
presse	22	7	12
radio	65	41	52
TV	25	21	20
amis	58	61	60
mosquée	25	10	17
église	18	23	18
association	2	3	2
marché	3	2	2
aucun	-	2	1

\* pourcentages totaux supérieurs à 100 en raison de la multiplicité des moyens d'information

L'impact à attendre de la télévision comme support des messages est confirmé par les résultats sur l'audience des spots publicitaires présentés sur les latrines améliorées (projet de démonstration ONEA).

Dans les zones 3, 4 et 5, seuls 22% des personnes interrogées ont vu le spot publicitaire TV contre 78% dans les zones 1 et 2. Par contre 66% des personnes dans les zones 3, 4 et 5 ont entendu les spots radio contre 38% dans les zones 1 et 2.

**19. Audience des spots publicitaires par zone et suivant les mass media**  
(en pourcentage de personnes interrogées)

Mass media	1,2	3,4,5	Ensemble
radio (spot)	38	66	58
radio (émission FM)	9	11	10
TV	78	22	38

**2.9 Activités des chefs de ménage**

La structure de l'emploi (tableau 20) se caractérise par l'absence de prédominance marquée d'une branche d'activités, malgré une concentration de 26% des emplois dans le commerce. L'agriculture reste importante pour un milieu urbain (particulièrement dans les zones 3, 4 et 5).

Les emplois salariés occupent 29% des chefs de ménage, fonction publique et secteur privé confondus. Suivant les résultats des enquêtes, les fonctionnaires semblent également répartis géographiquement bien que leur influence sur la vie du quartier semble davantage marquée dans les zones 1 et 2, comme l'ont montré les réunions tenues par l'équipe du projet.

Il faut signaler que le nombre élevé de chefs de ménage ayant déclaré ne pas avoir d'occupation dans les zones 1 et 2 s'explique par le taux important de femmes chefs de ménage (veuves ou ayant des maris affectés dans une autre région).

Suivant les déclarations des personnes interrogées, 42% des épouses des chefs de ménage exerceraient des activités génératrices de revenus (tableau 21). Il s'agit surtout de petit commerce, de vente de plats cuisinés et de beignets ou de préparation de dolo. Les zones 1 et 2 se distinguent par le nombre relativement élevé d'épouses employées dans la fonction publique.

**20. Activités des chefs de ménage suivant les zones**

Activité	1,2	3,4,5	ensemble
agriculteurs	4	12	10
artisans	17	11	12
entrepreneur	2		1
commerce	14	25	21
petit commerce	3	6	5
transport	3	4	4
ouvrier	1	1	1
sal. privé	16	13	14
sal. public	16	14	15
étudiant	3	1	2
retraité	8	3	4
sans travail	13	7	9
ND		3	2
ensemble	100	100	100

**21. Activité des épouses des chefs de ménage suivant les zones**  
(en pourcentage de femmes)

Activité	1 et 2	3 et 4	ensemble
agriculture		1	1
artisanat	2	7	6
petit commerce	25	30	28
commerce	3		1
sal. privé	3		1
sal. public	13	1	4
étudiante	2		1
sans travail	52	61	58
ensemble	100	100	100

Des activités artisanales ou de commerce ont été recensées dans 37% des concessions (tableau 22). Elles sont plus fréquentes dans la zone 1 et 2 (48%) que dans le reste du Secteur.

Certaines de ces activités demanderaient que l'on y porte une attention particulière afin de pallier les risques qu'elles présentent parfois au niveau de la pollution de l'environnement: il s'agit en particulier de la restauration, de la fabrication du dolo et des garages, recensés dans 17% des concessions.

**22. Activités exercées dans la concession (ou sur sa devanture)**  
(en pourcentage de concessions)

Activités	1,2	3,4,5	Ensemble
oui	48	33	37
restauration	7	15	13
dolo	5		2
commerce	24	13	16
couture	9	2	4
combustible	2	2	2
mécanicien	5	1	2
non	52	67	63
ensemble	100	100	100

Posséder du bétail permet d'apporter un complément de revenus parfois non négligeables en particulier quand il s'agit des porcs et des moutons. Ces derniers posent aussi un problème d'environnement, en particulier les porcs, souvent présents dans les concessions où se fabrique le dolo, car on peut les nourrir avec les produits résiduels de cette fabrication, créent des nuisances dont se plaignent de nombreux habitants. Lorsqu'ils divaguent dans les rues pour se nourrir des ordures ménagères et se vautrer dans les eaux usées, ils causent parfois des accidents dont sont victimes les motocyclistes.

"Dans certaines concessions, on ne peut pas respirer parce qu'il y a des gens qui vivent avec les animaux. Les déchets des cochons et ceux des moutons, ce n'est pas la même chose" (réunion de groupe, zones 4 et 5)

**23. Présence d'animaux dans la cour**  
(en pourcentage de concessions)

Animaux	1,2	3,4,5	5	Ensemble
oui:	58	23	20	33
porcs	2	3	5	3
moutons	15	9	9	11
ânes	4			1
boeufs	2			1
volaille	45	15	9	22
non	42	77	80	67
Ensemble	100	100	100	100

### 3. SITUATION DE L'ASSAINISSEMENT

L'état du bâti et le niveau de confort des logements sont très différents suivant les deux grandes parties du Secteur: zones 1 et 2 d'une part, 3, 4 et 5 d'autre part.

#### 3.1 Etat du bâti

Dans l'ancien quartier de Samandin, aucun bâtiment en banco non crépi n'a été recensé dans les concessions enquêtées (contre 48% dans les zones 3 et 4, et 27% dans la zone 5); 74% des bâtiments principaux sont construits en parpaings de ciment contre 31 à 33% dans les zones 3, 4 et 5.

##### 1. Etat du bâti suivant les zones (logement principal) (en pourcentage de logements)

Bâti	1 et 2	3 et 4	5	Ensemble
banco		48	27	29
semi-dur	26	21	40	27
ciment	74	31	33	44
ensemble	100	100	100	100

#### 3.2 Equipement en eau

35% des concessions sont branchées au réseau d'eau potable, mais 75% dans les zones 1 et 2, et seulement 19% dans les autres zones. Dans ces dernières, le problème d'alimentation en eau est souvent ressenti comme un problème plus important que celui de l'assainissement.

"On manque de points d'eau. On peut compter le nombre de bornes-fontaines par le bout des doigts. On ne sait pas si on nous prend pour des bourgeois"

"Il n'y a pas assez de points d'eau dans le Secteur. En cas de coupure, on paie la barrique à 500F"

##### 2. Equipement en eau suivant les zones (en pourcentage de concessions)

Equipement en eau	1 et 2	3 et 4	5	Ensemble
BD* (1 robinet)	43	15	12	22
BD (2 robinets)	26	2	7	10
BD + puits	5	2		3
BD coupé	6			2
puits	12	17	33	19
sans équipt	7	56	48	44
ensemble	100	100	100	100

\* branchement domestique

### 3.3 Raccordement à l'électricité

Les disparités entre les deux grandes parties du Secteur sont également sensibles au niveau du raccordement à l'électricité:

#### 3. Raccordement à l'électricité (en pourcentage de concessions)

Zones 1 et 2:	67%
Zones 3 et 4:	36%
Zone 5:	22%
Ensemble:	38%

### 3.4 Evacuation des excreta

A l'exception des zones 1 et 2, le nombre de concessions dépourvues de latrines est élevé: 13 à 14%. De plus, à part les WC intérieurs rencontrés essentiellement dans l'ancien quartier de Samandin, les modèles existants sont généralement dépourvus de toiture et de système de ventilation.

#### 4. Equipement en WC suivant les zones (en pourcentage de concessions\*)

Equipement	1 et 2	3 et 4	5	ensemble
WC intérieur	24	1	5	9
latrines cour	98	86	86	90
pas de latrines	2**	13	14	10
en construction		1		0,5

\* pourcentages supérieurs à 100 parce que certaines concessions sont équipées à la fois en latrines traditionnelles dans la cour et en WC à l'intérieur du logement.

\*\* fosse récemment écroulée

Les ménages ne possédant pas de latrines utilisent celles de leurs voisins ou bien défèquent la nuit dans les caniveaux ou dans les terrains vagues. Certains riverains du marché déposeraient leurs excreta dans le bac. Au cours des entretiens individuels ou de groupe, de nombreuses personnes ont déploré la pratique des enfants (surtout ceux de moins de cinq ans) de déféquer dans la rue.

" La majorité des enfants défèquent le long des clôtures. Mais ce problème ne concerne pas que les enfants. Beaucoup de familles n'ont pas de latrines et leur lieu privilégié pour se soulager est le caniveau. Ainsi en saison des pluies, tous ces excreta sont emportés par l'eau jusque dans les concessions" (réunion avec des femmes de la zone 5).

"Les gens qui habitent au marché n'ont pas de latrine, c'est le bac qui leur sert de latrines. La latrine du marché est fermée la nuit" (femmes de la zone 1).

Suivant les résultats des enquêtes, 50% des latrines n'auraient pas encore été vidangées. Cependant, dans les quartiers d'occupation plus ancienne, et plus denses (zones 1 et 2), ce taux se réduit à 22%.



Le recours aux camions-vidangeurs serait relativement fréquent (et peut-être sur-évalué par les personnes interrogées). Le coût actuel d'une vidange motorisée s'élève entre 6000 et 8000 F. La vidange manuelle (généralement exécutée par des puisatiers peul) ne coûterait que 2500 F; les ménages les moins aisés évitent cette dépense en faisant eux-mêmes cette opération. Les jeunes sont souvent mis à contribution pour cette opération (voir chapitre "action-enfants").

#### 5. Modes de vidange (en pourcentage de concessions)

Vidange	1 et 2	3 et 4	5	Ensemble
trou bouché	-	8	3	4
manuelle	25	6	8	12
camion	53	29	16	34
pas vidangé	22	57	73	50
ensemble	100	100	100	100

#### Problèmes posés par les vidanges

En dehors du coût qui n'est pas à la portée des ménages les plus modestes, les principaux problèmes signalés par les ménages sont les suivants:

- problème de paiement du service dans les cours locatives:  
" La fosse est pleine, mais personne ne veut prendre le coût en charge. On attend le propriétaire"
- problème d'accès aux camions-vidangeurs:  
"La latrine est située dans un coin où le véhicule ne peut venir"
- dépôt des déchets:  
Le produit des vidanges est parfois déposé près des tas d'ordures dans les terrains vagues ou dans les caniveaux en particulier pendant la saison des pluies. Plus d'une fois, des habitants sont venus se plaindre auprès de l'équipe du projet des nuisances causées par ces pratiques.

#### Attitude envers la situation existante

12% des ménages interrogés ont déclaré que le principal problème d'assainissement dans leur cour était l'absence de latrines ou leur mauvais état: 16% dans les zones 3 et 4, 20% dans la zone 5. Il faut cependant signaler qu'aucun ménage résidant dans les zones 1 et 2 n'a cité ce problème comme prioritaire comparé aux autres problèmes d'assainissement: néanmoins 77% des personnes interrogées dans ces deux zones souhaiteraient installer une latrine améliorée.

Les conditions semblent remplies pour étendre avec succès au Secteur 7 le projet de démonstration ONEA, actuellement opérationnel dans les Secteurs 2 et 16, si les mêmes conditions sont accordées aux bénéficiaires (fourniture de dalle et de tuyaux de ventilation). De nombreux ménages sont informés de l'existence de ce projet (voir paragraphe 2) et, au cours des réunions de l'équipe d'animation

avec des groupes d'habitants, certains participants y ont fait référence comme solution possible aux problèmes d'évacuation des excréta et des eaux usées.

Suivant les résultats des enquêtes ménage, 82% des personnes interrogées ont manifesté le désir d'installer une latrine améliorée, mais environ 40% n'étaient pas sûrs de disposer des moyens nécessaires et 12% ne le feront pas parce qu'ils sont locataires de leur logement.

**6. Souhait d'acquérir une latrine à fosse ventilée**  
(en pourcentage de personnes interrogées)

Souhait	1,2	3,4,5	Ensemble
oui	31	28	29
oui, si moyens	33	44	41
oui, mais locataire	13	11	12
non	23	12	15
NR*		5	3
ensemble	100	100	100

\* non réponse

**3.5 Evacuation des eaux usées**

**1. Eaux des douches**

Dans 50% des concessions, les douches sont installées dans la cour à côté des WC et dans 35%, l'espace douche est partagé avec l'espace WC. Il s'agit le plus souvent de murets en banco, parpaings de ciment ou autres matériaux, et sans toiture.

L'équipement en douches à l'intérieur du logement se rencontre surtout dans les zones 1 et 2 (28% des concessions en sont pourvues).

**7. Equipement en douches**  
(en pourcentage de concessions\*)

Equipement	1 et 2	3 et 4	5	ensemble
D. intérieure	28	2	7	9
cour: commune WC	26	44	26	35
cour: mitoyenne WC	67	41	51	50
cour: loin des WC	7	4	16	8
pas de douche		11	7	7

\* pourcentages supérieurs à 100 parce que certaines concessions sont équipées à la fois de douches dans la cour et à l'intérieur du logement.

## Mode d'évacuation des eaux de douche

Lorsque les douches sont installées dans le logement, les eaux de toilette sont le plus souvent rejetées dans la même fosse que les WC (63% des cas). Ce mode d'évacuation est souvent pratiqué lorsque la douche se fait dans le même espace que celui des WC. Sinon, le système le plus répandu reste celui des puisards (62%)

### 8.1. Evacuation des eaux de douche (Douches intérieures au logement) (en pourcentage de concessions)

- fosse des WC: 63%
- puisard dans la cour: 31%
- caniveau de la rue: 6%

### 8.2 Evacuation des eaux de douche: douches situées dans la cour

Evacuation	1 et 2	3 et 4	5	ensemble
puisard rue	38	38	43	39
puisard cour	29	18	25	23
fosse WC	27	27	15	24
rigole rue	4	12	3	8
jetée dans la rue	2		3	1
caniveau		5	11	5
Ensemble	100	100	100	100

Près des deux tiers des puisards sont situés dans la rue. Il s'agit souvent de trous sommaires, soumis à l'érosion et sans couverture:

"Il n'y a pas de puisard. Les gens prétendent qu'ils font des puisards alors que ce sont des poches d'eau pour les cochons. Ces puisards ne sont jamais couverts et les enfants sont tentés d'aller jouer là-dedans" (groupe de femmes, zone 5)

Suivant les entretiens menés en avril-mai, plusieurs explications ont été données pour justifier l'emplacement du puisard à l'extérieur de la concession:

"On creuse le puisard dans la rue pour faciliter la vidange" ...  
"...pour que l'odeur ne revienne pas dans la cour".  
"C'est la santé qu'on cherche en mettant le puisard dehors..."  
"Dans la cour, ça amène des saletés"

5% des personnes interrogées ont déclaré rejeter les eaux de douche dans les caniveaux et 8% aménagent des rigoles en terre pour les évacuer dans la rue. Ces pratiques ont été dénoncées au cours des réunions de groupe: certaines personnes, notamment les "personnes ressources" déplorent que trop d'habitants ignorent que les caniveaux servent uniquement à évacuer les eaux pluviales:

"Il y a des gens qui ont fait de telle sorte que les eaux de douche coulent directement dans les caniveaux"

"Les eaux sales restent dans les caniveaux et pourrissent, ce qui entretient les moustiques" (entretien avec un groupe d'habitants des zones 1 et 2).

#### - Evacuation des eaux de vaisselle et de lessive

Les eaux de vaisselle et de lessive sont rarement évacuées dans les puisards d'eaux usées (respectivement 10% et 7%) car ces derniers seraient trop vite remplis. Elles sont plus généralement jetées dans la rue.

#### 9. Evacuation des eaux de vaisselle (en pourcentage de personnes interrogées)

Evacuation	1 et 2	3 et 4	5	Ensemble
jetées dans la rue	56	60	58	58
jetées dans la cour	11	28	19	21
puisard rue	7	1	2	3
puisard cour	16	2	5	7
caniveau	6	9	14	9
rigole	4			1
fosse WC			2	1
Ensemble	100	100	100	100

#### 10. Evacuation des eaux de lessive (en pourcentage de personnes interrogées)

Evacuation	1 et 2	3 et 4	5	Ensemble
jetées dans la rue	62	60	58	60
jetées dans la cour	15	28	19	23
puisard rue		1	2	1
puisard cour	15	2	5	6
caniveau	4	9	14	8
rigole	4			1
fosse WC			2	1
Ensemble	100	100	100	100

De manière générale, les habitants tendent à protéger au maximum leur concession des problèmes de pollution créés par les eaux usées. Ces comportements expliquent que les nuisances causées par l'évacuation inadéquate des eaux usées soient ressenties par 15% des ménages comme le principal problème d'assainissement au niveau du quartier, tandis que seuls 3% l'ont signalé comme le problème le plus important au niveau de leur cour.

La pratique de vidanger les puisards la nuit est également une cause de disputes entre voisins.

## - Solutions envisagées

Certaines personnes pensent encore que la solution se trouve dans l'aménagement de caniveaux et il faudra encore beaucoup d'actions d'information et de sensibilisation pour changer les comportements. Cependant beaucoup de personnes sont conscientes de la nécessité d'améliorer les puisards d'eaux usées. Le manque de moyens est souvent invoqué comme le principal obstacle à l'aménagement de puisards fonctionnels et comme excuse à la pratique de "vidanges sauvages". Cependant les "personnes ressources" sont convaincues que c'est également un problème de méconnaissances techniques et réclament des conseils à ce niveau.

### 3.6 Evacuation des eaux pluviales

Plus de la moitié des personnes interrogées vivent la saison des pluies dans la crainte, ou bien de subir des dégâts dans leur cour: inondations, effondrement des constructions en banco... (17%), ou bien de voir les rues (ainsi que le marché) se transformer en borbier impraticable (19%), ou encore d'être gênées à la fois dans leur cour et dans la rue (19%). Une partie des bâtiments de l'école primaire publique Samandin C, ainsi que la clôture, construits sur des voies d'eau sans aucun aménagement pour drainer les voies d'eau, sont menacées.

"Quand il pleut, ma cour est remplie d'eau. Si c'est la nuit, je ne sais pas où dormir".

"On a loti sans se préoccuper du problème des eaux pluviales. Ma concession est dans un trou. J'ai tout fait mais je suis toujours envahi par les eaux" (zone 4).

Les discussions avec des groupes d'habitants, les rédactions et dessins réalisés par les enfants des écoles primaires (voir chapitre action-enfants) font état de la situation: la saison des pluies occasionne des dégâts physiques, des contraintes pour la circulation, une paralysie temporaire des activités de commerce, mais aussi des risques graves pour la santé: les habitants profitent généralement des pluies pour vidanger les puisards et les fosses des latrines et évacuer les ordures ménagères.

"Les caniveaux servent de dépotoirs pour les ordures, les animaux morts..."

"...Certains vident le contenu de leurs latrines..."

"...Les caniveaux sont très sales, les eaux de pluie ne passent pas à cause des ordures ménagères..."

"...Ils ne savent pas que les ordures ménagères sont ensuite entraînées vers le barrage..."

Tout le monde déplore le sous-équipement du Secteur en ouvrages de drainage et, lorsqu'ils existent, leurs défauts techniques. Les caniveaux réalisés par les habitants eux-mêmes ne sont pas adéquats et les efforts exécutés n'ont pas permis d'améliorer la situation.

"Les caniveaux faits par la population elle-même ne sont pas maçonnés. Aujourd'hui ils sont totalement bouchés par les grandes pluies. Ici le sol n'est pas dur, c'est un bas fond, les caniveaux en terre ne résistent pas aux pluies..." (Zone 5)

Au cours des réunions de groupe, certains ont signalé l'aggravation des inondations dans leur quartier dus aux aménagements réalisés sur l'avenue Bassawarga:

"La rue Bassawarga est faite, c'est bien. Mais pour notre Secteur, c'est grave. Notre quartier est un vrai déversoir, l'aménagement de la rue n'en a pas tenu compte" (réunion zone 1)

"Quand il pleut à la Cité An II, même s'il n'y a pas une goutte d'eau dans le Secteur, on va recevoir toute l'eau"

"Il y a un fossé qui quitte Bassawarga mais qui est bouché par les ordures ménagères: quand il pleut on se retrouve dans une mare. L'an passé, l'Ecole Samandin A a failli être emportée par les eaux"

Suivant les résultats des enquêtes il faut noter que les habitants des zones 1 et 2 se plaignent davantage de l'état des rues en saison des pluies (55% des personnes interrogées) que les habitants des autres zones (31%). Au niveau des inconvénients à l'intérieur des concessions, les différences entre les deux parties du quartier sont moins prononcées (30% des personnes interrogées dans les zones 1 et 2, contre 38% dans les autres zones).

#### 11. Problèmes d'eaux pluviales (en pourcentage de ménages)

Pb eaux pluviales	1,2	3,4,5	ensemble
dans la cour	5	22	17
dans la rue	30	15	19
dans la cour et la rue	25	16	19
pas de problème	40	47	45
ensemble	100	100	100

La plupart des ménages essayent de limiter les problèmes d'inondation en creusant des rigoles en terre vers la rue et (ou) en faisant déverser dans le mur de clôture pour laisser passage à l'eau (tableau 12). Peu de personnes ont signalé remblayer la cour avec de la terre, du sable ou du gravier, pratique qui semblerait cependant courante, compte tenu du nombre de gens (surtout des enfants) qui ramassent ces matériaux dans la rue ou les emportent pendant la saison des pluies, dans l'objectif de le vendre ou de remblayer la cour familiale.

Un nombre limité de ménages ont déclaré recueillir l'eau pluviale: 18% (tableau 13). Dans les zones 3, 4 et 5, où peu de concessions sont branchées au réseau de distribution d'eau, cette pratique ne serait pas plus fréquente que dans les zones 1 et 2 mieux desservies.

Seules 10% des concessions ont une cour cimentée, complètement ou partiellement: ce taux est plus élevé dans les zones 1 et 2 où les ménages disposent de revenus plus élevés: 16%, contre 7% dans les autres zones (tableau 14).

**12. Dispositions prises par les ménages**  
(en pourcentage de ménages)

- sur-élévation devant l'entrée: 5%
- rigole vers la rue: 53%
- trou dans le mur: 35%
- gravier: 5%
- terre: 4%
- évacuation vers la cour voisine: 3%
- aucune disposition: 21%

**13. Récupération des eaux pluviales**  
(en pourcentage de ménages)

Récupération	1,2	3,4,5	Ensemble
oui	20	17	18
non	80	82	81
NR		1	1
Ensemble	100	100	100

**14. Cour cimentée**  
(en pourcentage de concessions)

cour cimentée	1,2	3,4,5	ensemble
complètement	11	7	8
en partie	5		2
non cimentée	84	93	90
ensemble	100	100	100

**- Solutions**

Au cours des enquêtes, comme des réunions, il n'existe qu'une solution: l'aménagement par l'Etat de caniveaux, la population s'engageant à les entretenir et à veiller à ce que les ordures ménagères et les eaux usées n'y soient plus déversées.

Certains seraient prêts cependant à participer aux travaux:

"Si vous nous donnez du ciment aujourd'hui, nous creusons demain les fossés" (réunion avec des femmes de la zone 5)

### 3.7 Ordures ménagères

La situation est sensiblement différente suivant les zones (tableaux 15 et 16):

- dans l'ancien quartier de Samandin, près du tiers des ménages vont déposer leurs ordures dans les bacs (celui du Marché Nab Raaga, l'unique bac du Secteur 7, et celui du "Mogho Naba" situé sur l'avenue Ouezzin Coulibaly, dans le Secteur 2, et 20% ont recours à des charretiers;

- dans les autres zones, 55% des ménages déposent leurs ordures dans les "espaces verts" ou les bas-fonds.

15. Lieu de dépôt des ordures ménagères  
(en pourcentage de ménages)

Dépôt	1,2	3,4,5	Ensemble
espace vert	2	44	32
bas-fond	17	11	13
cour	23	18	19
rue	17	20	19
bac Mogho N.	15		4
bac Marché	17	1	6
jardin	2		1
vieux puits	2		1
barrique rue	2	2	2
décharge	3		1
fossé		2	1
parcelle vide		2	1
ensemble	100	100	100

16. Evacuation des ordures ménagères  
(en pourcentage de ménages)

Evacuation	1,2	3,4,5	Ensemble
ECOFA	2	1	1
SAB		1	1
ONASENE	5	3	4
charretier	20	2	7
brûlées dans la cour	7	3	4
brûlées dans la rue	11	9	10
Ensemble	45	19	27



30% des personnes interrogées estiment que l'évacuation des ordures ménagères constitue le problème d'assainissement le plus important du quartier.

"Tous les jours, on balaie nos cours mais on ne sait pas où jeter les ordures (zone 4)

"Les gens profitent de la nuit pour évacuer les ordures devant les concessions des autres" (zones 1 et 2)

"Les domestiques, en l'absence de leurs patrons, mettent les ordures dans les caniveaux au lieu d'aller jusqu'au bac" (zones 1 et 2)

Actuellement 11% des ménages paient l'enlèvement de leurs ordures: 2% sont abonnés à des entreprises privées qui assurent la collecte "porte-à-porte" (1000F/mois) et 7% s'adressent à des charretiers (50F à 100F/semaine). Les comportements varient sensiblement suivant les niveaux de vie: 27% des ménages dans les zones 1 et 2, contre 5 à 6% dans les autres, paient un service de collecte.

Seuls 4% des ménages, essentiellement dans les zones 1 et 2, ont déclaré effectuer un tri de leurs ordures. Il s'agit essentiellement de séparer boîtes de conserve et bouteilles cassées présentant un risque pour les enfants. Ces déchets sont évacués dans la fosse des WC. Il faut cependant signaler que les agriculteurs possédant des champs dans la périphérie, et quelques ménages faisant du maraîchage dans leur parcelle ou dans les bas-fonds, utilisent les ordures ménagères comme compost. L'ONG CEFISE se sert essentiellement des déchets animaux (fumier acheté aux Peul) pour les cultures maraîchères entreprises avec de jeunes sourd-muets dans le Secteur 7.

#### - Les solutions envisagées:

Les enquêtes par questionnaire, comme les entretiens, montrent que la quasi-totalité des ménages réclament des bacs dont l'enlèvement soit régulièrement assuré par les soins de l'Etat. Seules quelques personnes appartenant aux classes les plus aisées des zones 1 et 2 voient dans l'abonnement à des services privés la solution au problème.

"Il y a déjà un véhicule qui vient dans le quartier pour enlever les ordures. Faisons un effort pour nous abonner" (intervention d'une personne participant à une réunion d'habitants des zones 1 et 2)

Il existe une forte pression pour obtenir des bacs même dans ces deux zones:

" Si vous nous mettez des bacs, même s'ils sont loin et s'il faut chercher des charrettes et payer 10 à 15 F pour que les ordures atteignent le bac, nous allons le faire. On fera tout notre possible pour que vous sachiez que nous tenons au bac, que le bac est utile. Mais il ne faudrait pas qu'il déborde sans être vidé".(réunion de femmes, zone 1)

Les ménages moins favorisés des autres zones montrent une forte réticence à consentir un effort financier pour l'évacuation de leurs ordures alors que les besoins essentiels de la famille sont mal assurés:

"Il y a des gens qui se sont promenés et ont donné des papiers pour des abonnements, mais c'est 1000 F par mois. Pour nous, le problème c'est

qu'on peut faire un mois sans avoir 250F. "(femmes catholiques de la chapelle de Bangre).

"Même si on nous propose 200F pour l'enlèvement des ordures, nous préférons nous déplacer pour aller jeter dans les bas-fonds. Ici il y a beaucoup de cultivateurs. Une fois la récolte faite, on ne peut plus revendre les céréales pour payer les enlèvements. Mais pour les fonctionnaires, il n'y aura pas de problèmes." (femmes de la zone 5).

TABLEAUX RECAPITULATIFS DES PROBLEMES D'ASSAINISSEMENT

17. Principal problème d'assainissement au niveau de la cour  
(en pourcentage de ménages)

Pb assainisst	1, 2	3,4,5	Ensemble
inondations	33	34	34
latrines	-	16	11
puisards	-	4	3
ordures	-	14	10
pas de problème	67	32	42
ensemble	100	100	100

18. Principal problème d'assainissement au niveau du quartier  
(en pourcentage de ménages)

Pb assainisst	1,2	3,4,5	Ensemble
inondations	38	29	32
ordures	26	35	32
eaux usées	-	21	15
voirie	-	2	1
pas de problème	36	12	19
nsp		1	1
ensemble	100	100	100

ENQUÊTEUR:.....

SOUS-SECTEUR:...

DATE:.....

QUARTIER:.....

CONCESSION N°:.....

Avez-vous déjà entendu parler du projet pilote de participation communautaire à l'assainissement soutenu par l'UNICEF?      oui:....1      non:....2

(si oui) L'enquêteur expliquera les objectifs de cette enquête

(si non) L'enquêteur expliquera d'abord les objectifs du projet pilote avant d'expliquer les objectifs de cette enquête.

Combien de ménages habitent dans cette concession ? .....

**A. TABLEAU POPULATION ET EQUIPEMENT DES LOGEMENTS**

	Porte 1	Porte 2	Porte 3	Porte 4	Porte 5	Porte 6	Porte 7	Porte 8
Ménage n°								
Nb personnes								
Electricité								
Eau								
Douches								
WC								

\* préciser si c'est une douche traditionnelle ou moderne

(Les totaux suivants sont à faire par l'enquêteur une fois le questionnaire terminé)

- A1. Total de ménages:.....
- A2. Total de personnes: .....
- A3. Total de portes:.....
- A4. Total portes avec électricité:.....
- A5. Total portes avec eau:.....
- A6. Total portes avec douche traditionnelle:....
- A7. Total portes avec douche moderne:.....
- A8. Total portes avec WC:.....

**B. TABLEAU MENAGES**

NOTE A L'ENQUÊTEUR: Le ménage n° 1 sera toujours celui qui répondra à l'ensemble du questionnaire.

	ménage 1	ménage 2	ménage 3	ménage 4	ménage 5	ménage 6
B1. Sexe du chef de ménage homme:... 1 femme:... 2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
B2. Statut d'occupation propriété: 1    hébergé gratuit:... 3 locat:... 2    logé par employeur 4 (si locataire, montant du loyer par mois)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

CONCESSION N°:.....

	ménage 1	ménage 2	ménage 3
<b>B3. Ancienneté de résidence du CM dans le secteur</b> moins d'1 an:....1    5-<10ans:...4 1 an - < 3 ans:...2    10 et plus:.5 3 ans -< 5 ans:...3    né ici:.....6 NSP:.....7	/ /	/ /	/ /
<b>B4. Ancienneté à Ouagadougou</b>	/ /	/ /	/ /
<b>B5. Lieu de résidence du CM avant de venir à Ouaga</b> ville:.....1        NSP:.....3 village:.....2      non applic.:.4	/ /	/ /	/ /
<b>B6. Ethnie CM</b>			
<b>B7. Religion CM</b>			
<b>B8. Activité CM</b> branche d'activité salarié ou indépendant			
<b>B9. Activité épouse</b> branche d'activité salarié ou indépendant			

	ménage 4	ménage 5	ménage 6
<b>B3. Ancienneté de résidence du CM dans le secteur</b> moins d'1 an:....1    5-<10ans:...4 1 an - < 3 ans:...2    10 et plus:.5 3 ans -< 5 ans:...3    né ici:.....6 NSP:.....7	/ /	/ /	/ /
<b>B4. Ancienneté à Ouagadougou</b>	/ /	/ /	/ /
<b>B5. Lieu de résidence du CM avant de venir à Ouaga</b> ville:.....1        NSP:.....3 village:.....2      non applic.:.4	/ /	/ /	/ /
<b>B6. Ethnie CM</b>			
<b>B7. Religion CM</b>			
<b>B8. Activité CM</b> branche d'activité salarié ou indépendant			
<b>B9. Activité épouse</b> branche d'activité salarié ou indépendant			

MOYENS D'INFORMATION ET NIVEAUX D'INSTRUCTION (à poser au ménage n°1)

B1.8 Quels sont les principaux moyens d'information du chef de ménage ?

- presse:.....1
- radio:.....2
- TV:.....3
- amis, voisins:..4
- mosquée:.....5
- église:.....6
- associations:....7
- autre:.....

B1.9 Quels sont les principaux moyens d'information de l'épouse ?

- presse:.....1
- radio:.....2
- TV:.....3
- amis, voisins:..4
- mosquée:.....5
- église:.....6
- associations:..7
- autre:.....

B1.10 Le CM fait-il partie d'une association? oui:..1 non:..2

(si oui) préciser laquelle:  
.....

B1.11 L'épouse fait-elle partie d'une association? oui:..1 non:..2

(si oui) préciser laquelle:  
.....

B1.12 Quelle est la langue parlée en famille ?

- moore:....1      peul:.....3
- dioula:..2      autre:.....

B1.13 Niveau d'instruction du CM:

.....

B1.14 Niveau d'instruction de l'épouse:

.....

B1.14 Nombre d'enfants de 6 à 13 ans dans le ménage:.....Nb de garçons:.... Nb de filles:.....

B1.15 Parmi ces enfants combien sont scolarisés ?      Parmi les garçons:.... les filles :.....

\*\*\*\*\*

C. ASSAINISSEMENT

NOTE A L'ENQUETEUR: Préciser si les questions qui suivent sont posées au CM ou à son épouse;

C1. Identification de la personne enquêtée CM:.. 1 épouse:....2

C2. Qualité du bâti (bâtiment principal):  
 maison en banco:....1  
 maison en semi-dur:2  
 maison en dur:.....3

C3. Equipement en eau:  
 pas d'équipements:.....1  
 puits:.....2  
 branchement (1 seul robinet):.....3  
 branchement (plusieurs robinet):.....4  
 puits et branchement (1 seul robinet):....5  
 puits et branchement (plusieurs robinets):.6

Equipement en latrines dans la cour

C.4 Latrines traditionnelles: nombre:...

C.5 Latrines 'modernes': nombre:...

C.6 Latrines améliorées: nombre:...

(Total:.....)

CONCESSION N°:.....

C7. Type de vidange des latrines: trou bouché:.....1  
vidange manuelle:...2  
camion vidangeur:...3  
pas encore vidangé:..4  
autre:.....5  
NSP:.....6

Date de la dernière vidange:.....

Coût de la dernière vidange:.....

Equipement en douches dans la cour:

C.8 cabine commune avec WC: nombre:....

C.9 mitoyenne des WC:.....nombre:....

C.10 loin des WC:.....nombre:....

Evacuation des eaux usées:

	C11 Douche logement	C12 Douche cour	C13 Eaux vaissella	C14 Eaux lessive
1.Fosse commune WC				
2.Puisard cour				
3.Puisard rue				
4.Caniveaux rue				
5.Rigole rue				
6.Jetées dans la rue				
7.Jetées dans la cour				

Eaux pluviales: y a-t-il des problèmes d'évacuation

C.15 au niveau de la cour? oui:....1 non:....2

C.16 au niveau de la rue? oui:....1 non:....2

C.17 au niveau de la cour et de la rue?: oui:....1 non:....2

(S'il y a des problèmes au niveau de la cour)

C.18 D'où viennent les eaux de pluie qui inondent la cour:

des toitures:.....1

de la concession des voisins:..2

de la rue:.....3

autre:.....

C.19 Dispositions prises par les ménages:

remblaiement autour de la clôture:..1

sur-élévation devant l'entrée:.....2

rigole débouchant sur la rue:.....3

trou dans le mur:.....4

évacuation par seaux:.....5

autre:.....6

aucune disposition:.....6

C.20 Les eaux pluviales sont-elles récupérées? oui:....1 non:....2

C.21 La cour est-elle cimentée? oui complètement:.....1  
 oui en partie:.....2  
 non cimentée:.....3

C.22 Dépôt ordures ménagères: 'espaces verts':.....1  
 concession inhabitée:.....2  
 rue:.....3  
 dans la cour:.....4  
 bas-fonds:.....5  
 barrique dans la rue:.....6  
 autre:.....7

C.23 Mode d'évacuation:  
 brûlées dans la cour:.....1  
 brûlées dans la rue:.....2  
 ONASENE:.....3  
 ECOFA:.....4  
 SAB:.....5  
 charretier:.....6  
 autre:.....7

C.24 Payez-vous pour cela ? oui:....1 non:....2  
 (si oui) combien ? ..... par.....

C.25 Les ordures sont-elles triées avant le rejet ?  
 oui:....1 non:....2

C26. Si les ordures sont triées avant rejet  
 Pour quel usage? compost:.....1  
 autre:.....2

C27. Animaux dans la cour: non:.....1 équins, asins.....5  
 (sauf chiens et chats) oui, volaille:....2 bovins:.....6  
 caprins, ovins:..3 autres.....7  
 porcins:.....4

C28. Activités artisanales ou de commerce dans la cour:  
 non:.....1  
 oui:.....2

(si oui): préciser quelles activités:

C29. Quel est pour vous le plus grand problème dans votre quartier?

C30. Quel est pour vous le problème d'assainissement le plus important à résoudre au niveau de votre concession? (une seule réponse)

inondations:.....1  
 latrines:.....2  
 puisards d'eaux usées:....3  
 autre:.....4  
 pas de problème:.....5

CONCESSION N°:.....

Quelles solutions envisagez-vous pour résoudre ce problème ?

C31. Si le problème est celui des inondations  
remblaiement autour de la clôture:....1  
sur-élévation devant l'entrée:.....2  
rigole débouchant sur la rue:.....3  
trou dans la clôture:.....4  
autre:.....5  
rien:.....6  
NSP:.....7

C32 Si le problème est celui des WC ou des puisards  
construire WC ou puisards:.....1  
améliorer l'existant:.....2  
rien:.....3  
NSP:.....4

C.33 Quel est pour vous le problème d'assainissement le plus important à résoudre au niveau de la rue ou du quartier?

(un seul problème)  
inondations:.....1  
ordures ménagères:.....2  
eaux usées:.....3  
autre:.....4  
pas de problème:.....5

C.34 Quelle solution voyez-vous à ce problème?

construction de caniveaux:.....1  
création de décharges intermédiaires: 2  
abonnement à un service de ramassage: 3  
autre:.....4  
NSP:.....5

C35. Pour ce problème, seriez-vous prêt à participer pour améliorer cette situation:

sous forme de participation financière:....1  
aux travaux, sous forme de main-d'oeuvre:..2  
sous forme d'apport de matériaux:.....3  
sous forme de main d'oeuvre et matériaux:..4  
autre:.....5  
n'est pas prêt à participer:.....6  
non-réponse:.....7

Avez-vous vu ou entendu la publicité sur les latrines améliorées ?

C36. spots radio                    oui:....1    non:....2  
C37. émissions sponsorisées FM    oui:....1    non:....2  
C38. spots TV                    oui:....1    non:....2

Qu'en pensez-vous ? C39. Spots radio: est-ce clair ?    oui:....1    non:....2  
C40. Spots TV:    est-ce clair ?    oui:....1    non:....2

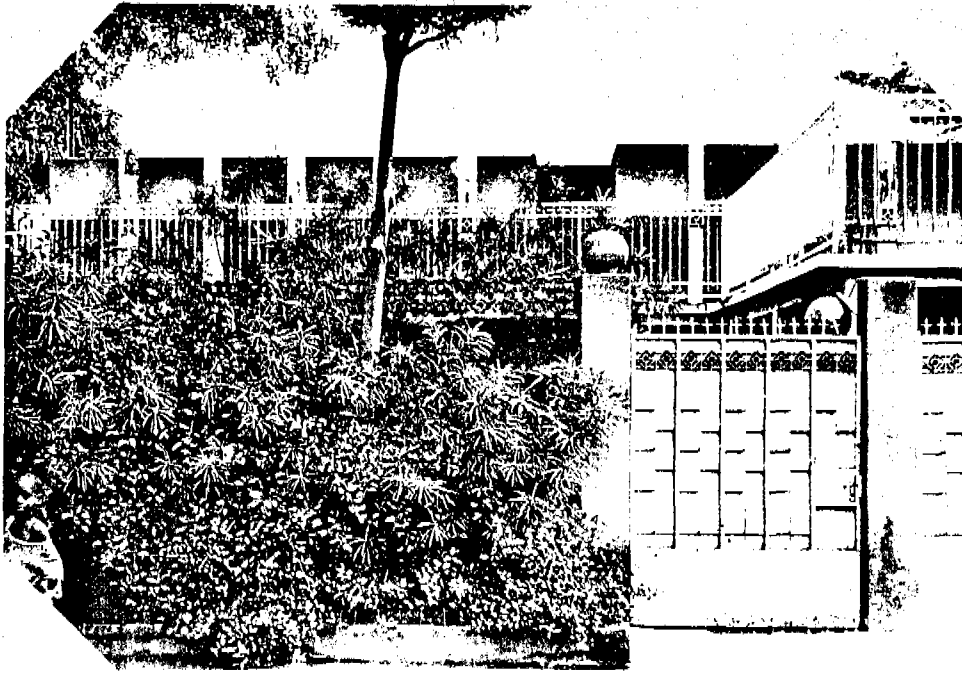
C.41 Souhaitez-vous avoir une latrine améliorée ?    oui:....1  
non:....2  
NR:....3



**Diagnostic de la situation**

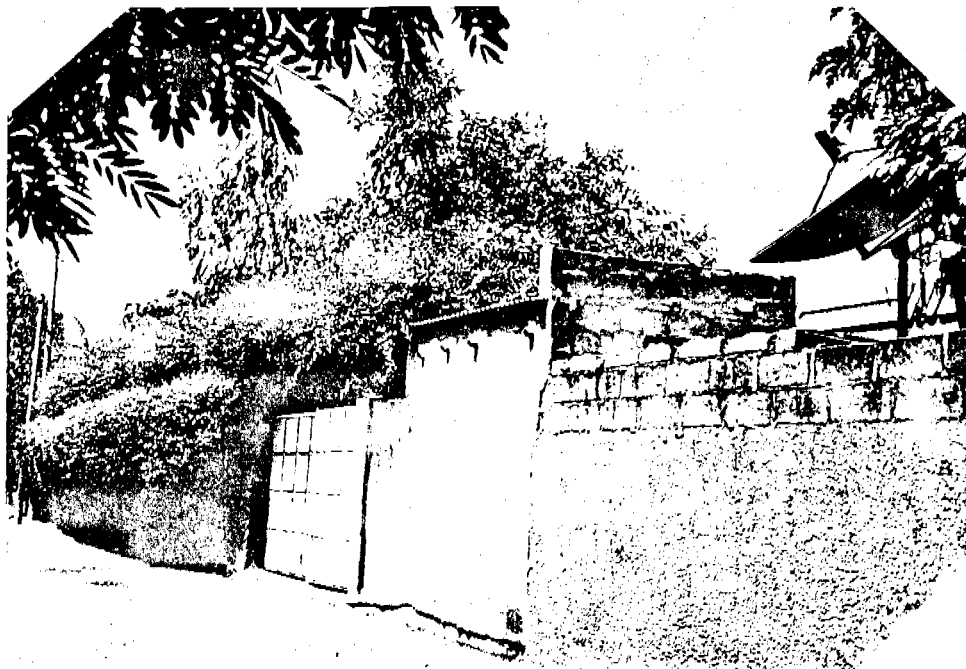
**Dossier photos**

1. Etat du bâti et équipement en eau



Tous les types d'habitat sont représentés: de la villa haut standing à la case ronde au toit de chaume.





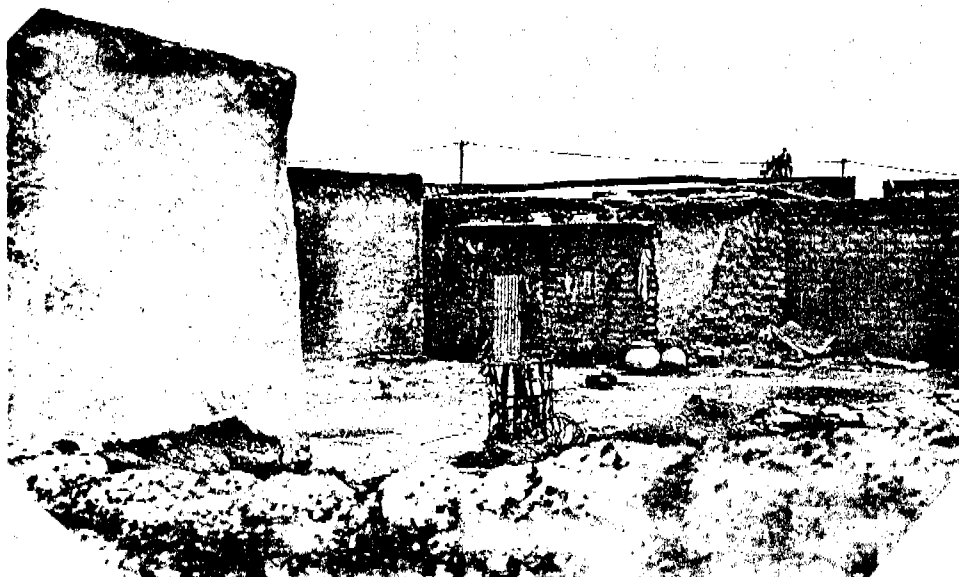
Dans l'ancien quartier de Samandin, 74% des logements sont construits en parpaings de ciment...



...ce taux ne dépasse pas 33% dans les zones 3, 4 et 5



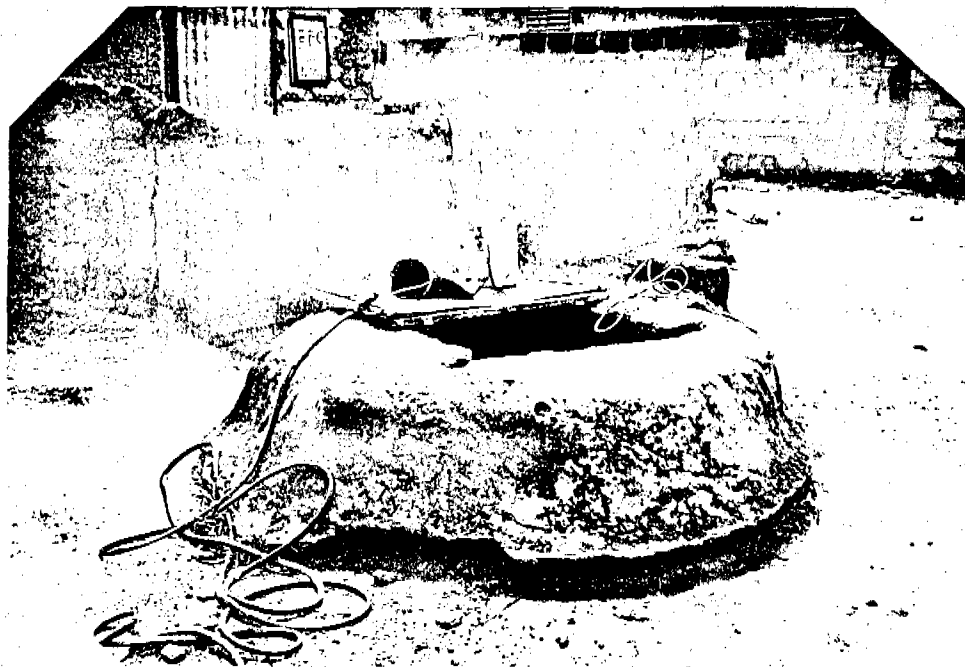
Ces statistiques couvrent cependant diverses situations. La qualité des maisons en banco (comme celle des constructions en dur) présente des degrés de qualité fort différentes. Ici, le soubassement en dur est une garantie contre les dangers d'érosion...



... ce qui n'est pas toujours le cas. A la saison des pluies, l'effondrement des maisons sans soubassement n'est pas rare.



En zones 1 et 2, 75% des concessions sont branchées au réseau d'eau potable...



... contre 19% seulement en zones 3, 4 et 5 où certaines familles assurent une partie de leurs besoins domestiques avec l'eau des puits.



Il existe 9 bornes-fontaines publiques payantes dans le Secteur. Elles sont plus ou moins bien aménagées pour éviter les problèmes de pollution de l'environnement...



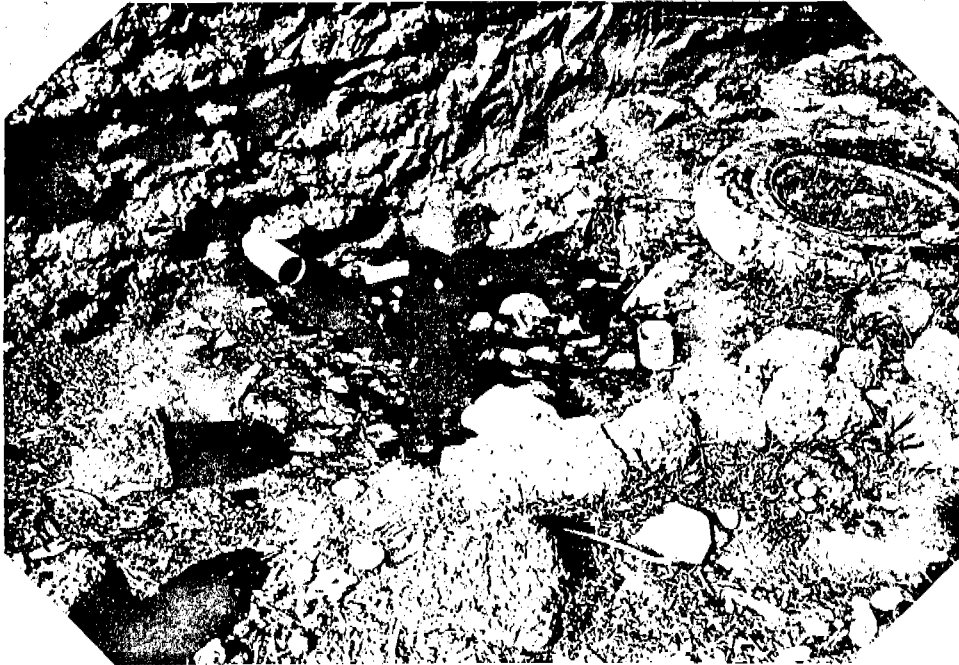
...ainsi, la borne-fontaine du marché de Nab-Raaga pose des problèmes de stagnation d'eau qui pourront être résolus dans le cadre de la réhabilitation du marché.



3 postes d'eau autonomes ont également été aménagés dans le cadre du programme des mesures d'urgence (forages réalisés par l'ONEA).



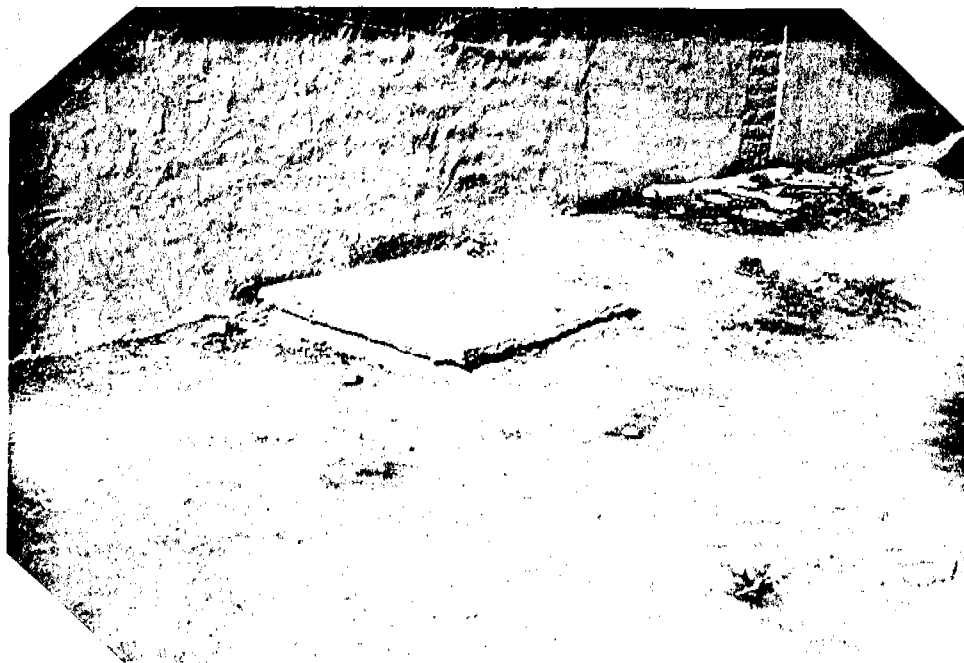
## 2. Evacuation des eaux usées et des excreta



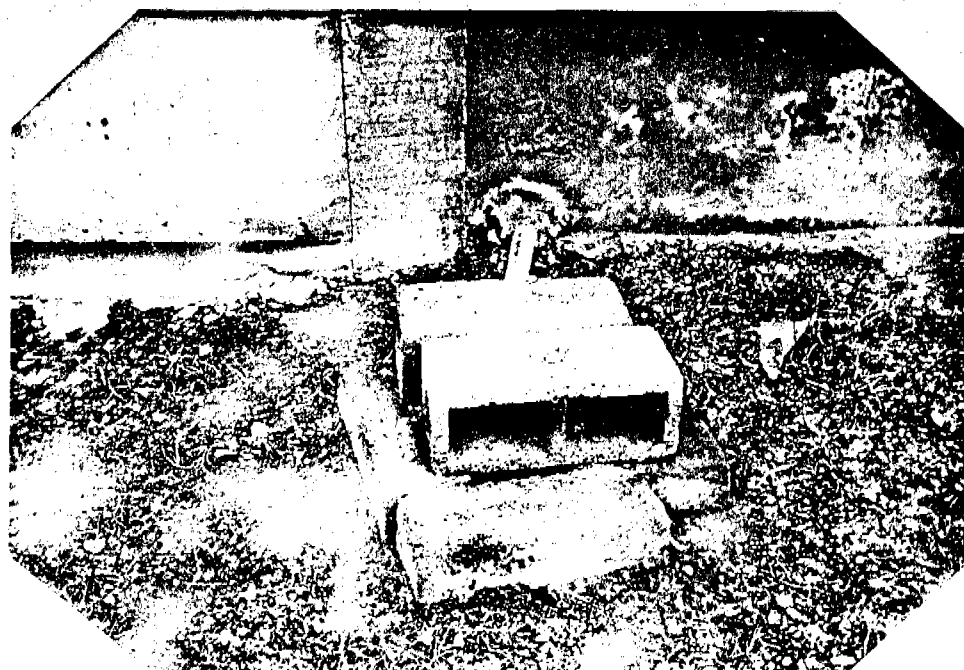
Près de 40% des ménages évacuent leurs eaux de douche dans des puisards souvent construits dans la rue en bordure de la clôture...



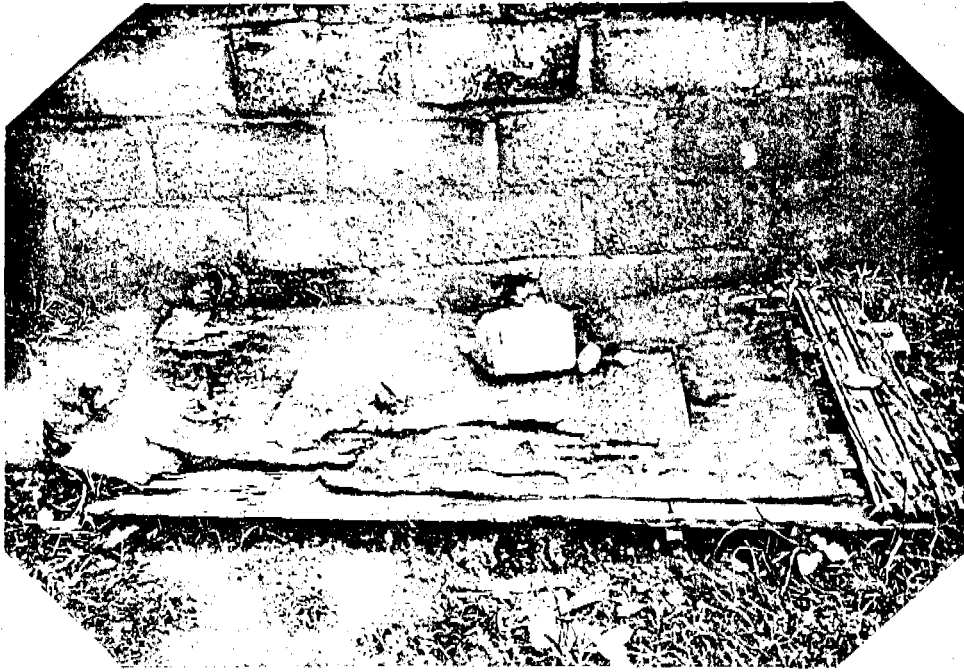
...dans de nombreux cas, non recouverts, ils deviennent des réceptacles à ordures et des gîtes de larves. Des phénomènes d'érosion apparaissent, qui élargissent le trou et mettent en péril les clôtures.



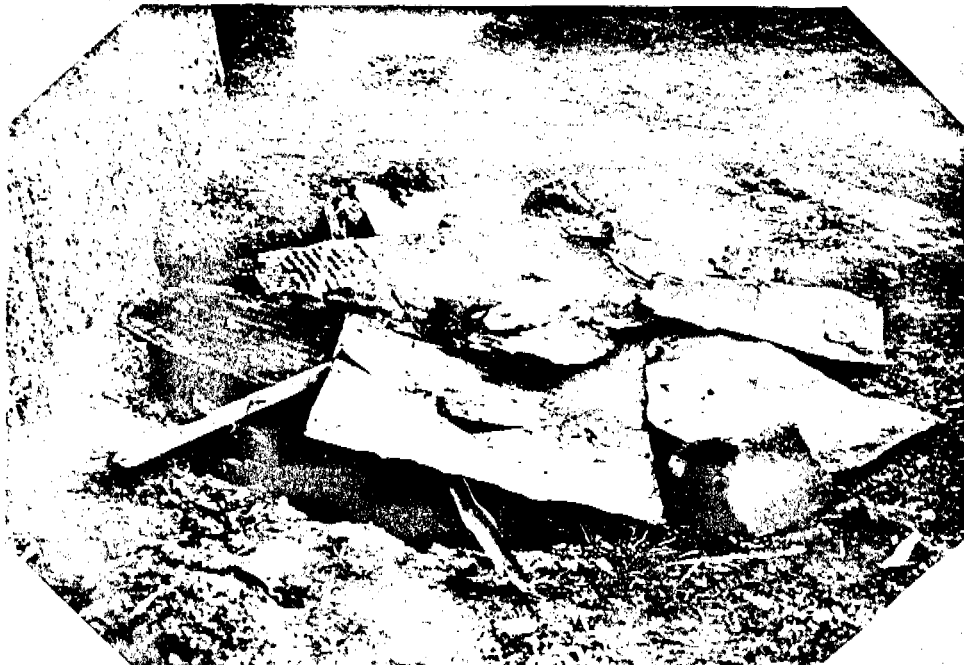
Des efforts d'aménagement sont cependant entrepris: couverture du puisard par une dalle...

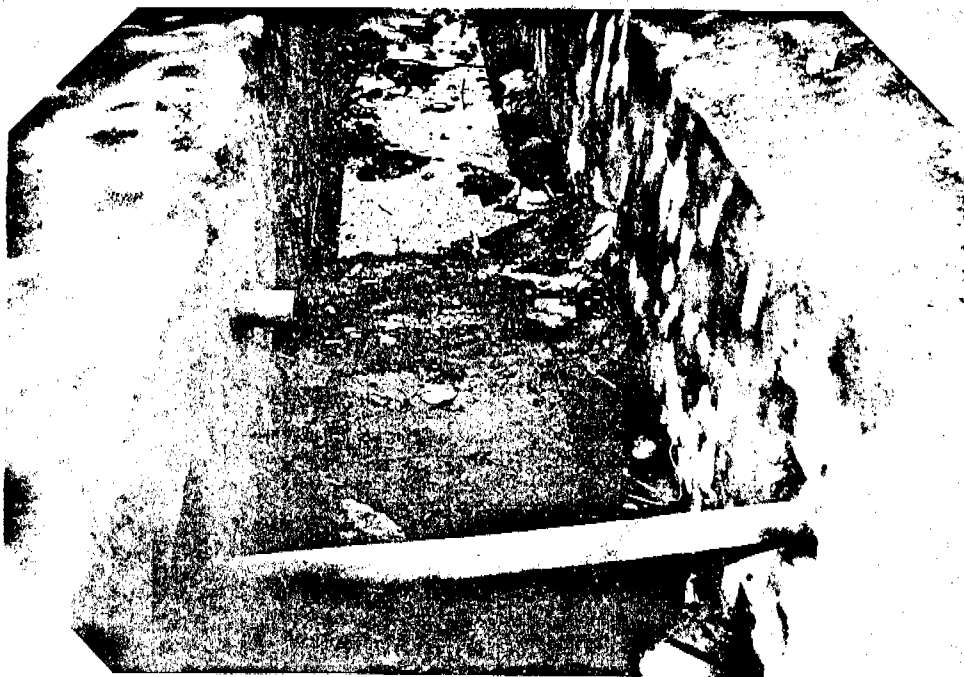


ou avec des parpaings de ciment...



...ou encore avec des matériaux de récupération.





5% des concessions sont branchées sur les caniveaux existants pour évacuer leurs eaux de douche et 10% y évacuent aussi les eaux de lessive et de vaisselle...



...mais dans 58% des cas, lessive et vaisselle se font dans la rue.



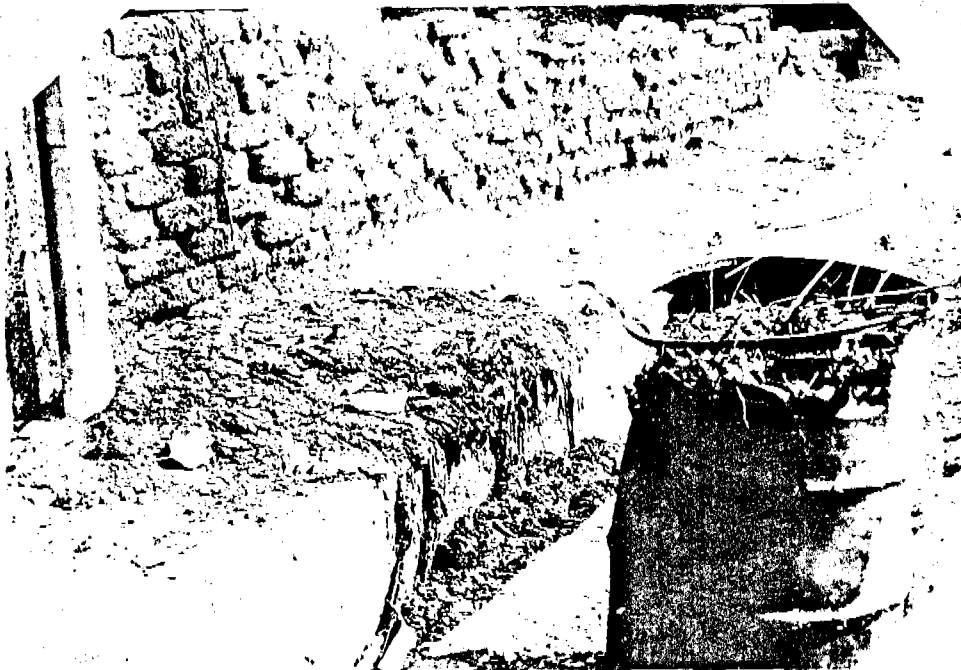
14% des ménages déplorent les problèmes posés par l'inexistence de puisards d'eaux usées dans certaines concessions. Mais la pratique de vidanger les puisards pendant les pluies est également alarmante: eaux usées et ordures ménagères se mélangent et deviennent des lieux de prédilection pour les porcs.



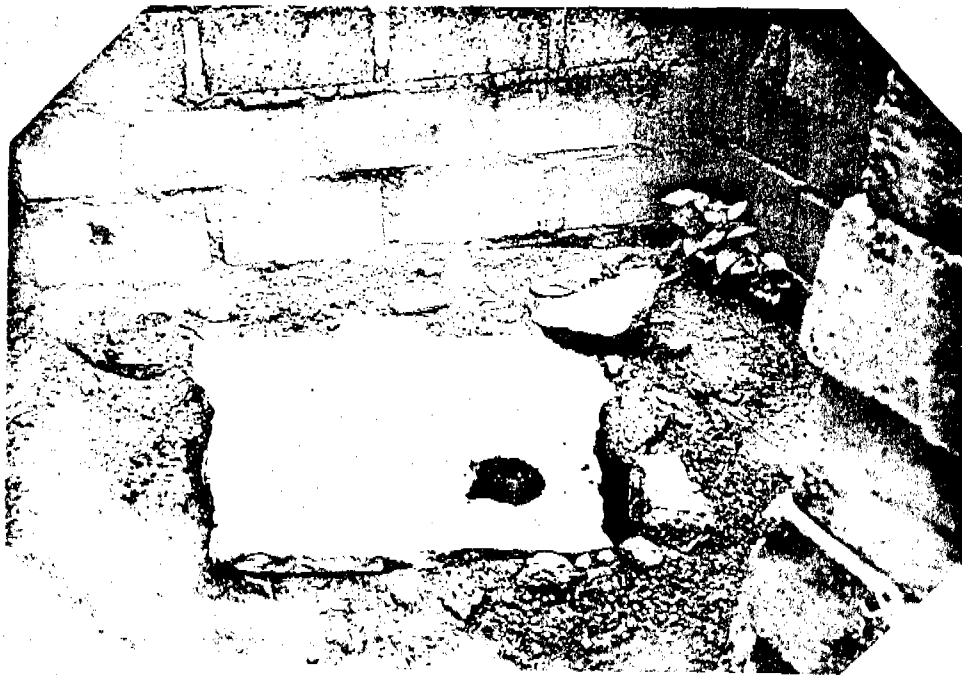
Eaux usées stagnantes et déchets de vidange...



Il existe un grave problème au niveau des dépôts sauvages des produits de vidange des latrines. Ici, pendant la nuit, les déchets ont été déposés près des ordures et incommode les riverains qui sont venus signaler le cas à l'équipe du projet.



Danger pour la santé et dégradation de l'environnement urbain...tout le monde s'en plaint et rejette la faute sur les voisins, mais le coût de la vidange n'est pas à la portée de tous.



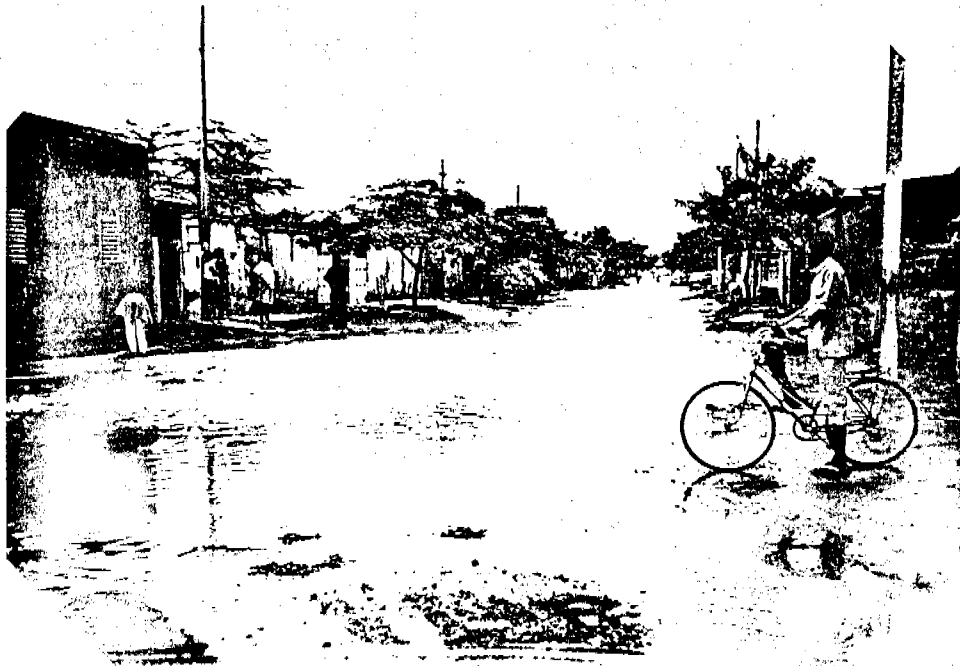
A l'exception des zones 1 et 2 où 24% de concessions sont équipées de WC à l'intérieur des logements, les latrines sont dans la grande majorité des cas de type traditionnel et souvent peu fonctionnelles...



...compte tenu de la situation actuelle, on attend beaucoup d'amélioration grâce à la collaboration avec l'ONEA (formation des artisans et promotion des latrines améliorées)...



### **3. Drainage des eaux pluviales**



Quand il pleut, "c'est le déluge, on ne voit plus la route..."

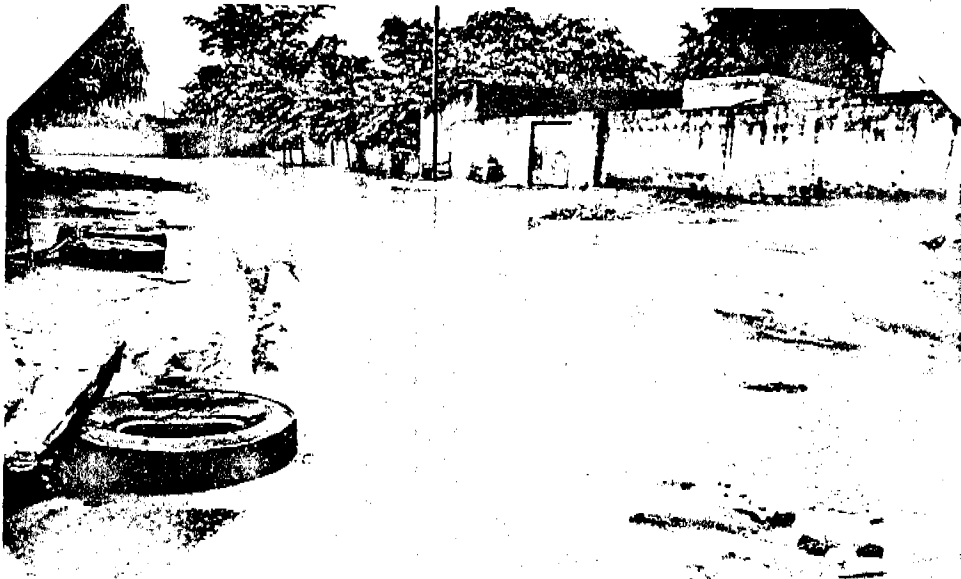




Suivant les résultats des enquêtes, 38% des ménages déclarent vivre des problèmes d'inondation au niveau de la rue...



...et 36% au niveau de la cour. Les maisons en banco résistent mal aux inondations.



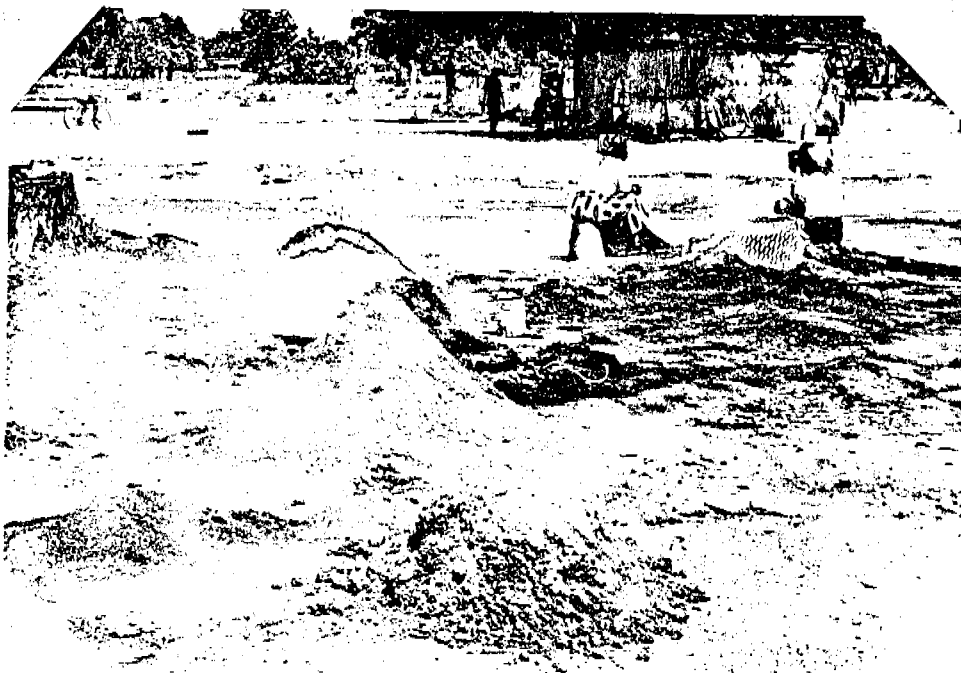
L'absence de caniveaux rend certaines rues impraticables...



...et les tronçons de fossés existants sont considérés comme un investissement qui a coûté des efforts inutiles.



Pendant la saison des pluies, la collecte de sable et de gravier devient une activité importante. Ici, dans le bas-fond, près du Théâtre Populaire;



#### **4. Collecte des ordures ménagères**



Des services privés opèrent dans le Secteur mais les abonnements restent limités à un nombre infime de clients.



Type de poubelles commercialisé par ECOFA: demi-fût (ou fût entier) avec poignées et couvercle (qui manque ici).

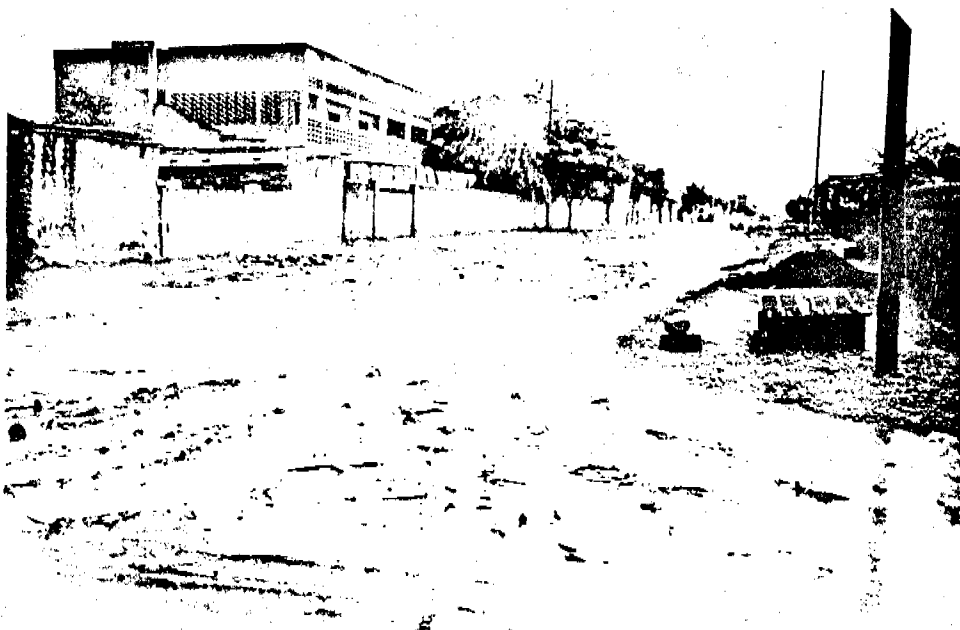


Pratique la plus courante: dépôt des ordures dans les "espaces verts" (45 à 50% des ménages dans les zones 3, 4 et 5)

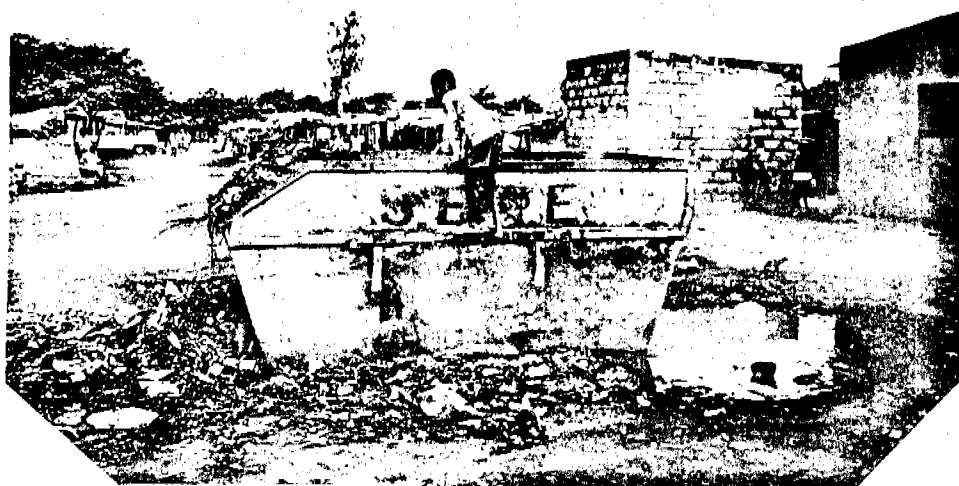


Dans les zones 3 et 4, et surtout dans la zone 5, les parcelles non construites deviennent des dépotoirs (mais cela apparaît peu dans les résultats des enquêtes).





"Quand il pleut beaucoup l'eau ramasse les cacas, les pipis, toutes les saletés qui sont au Burkina Faso"... "Les gens des quartiers sortent et jettent les ordures et l'eau qui coule emballe toutes les ordures... Le quartier est tellement sale qu'on ne peut pas voir avec les yeux..." (rédactions d'élèves CM1)



Dans les zones 1 et 2, 32% des ménages ont déclaré jeter leurs ordures dans le bac du marché (17%) ou dans "celui du Mogho Naba" au Secteur 2 (15%).



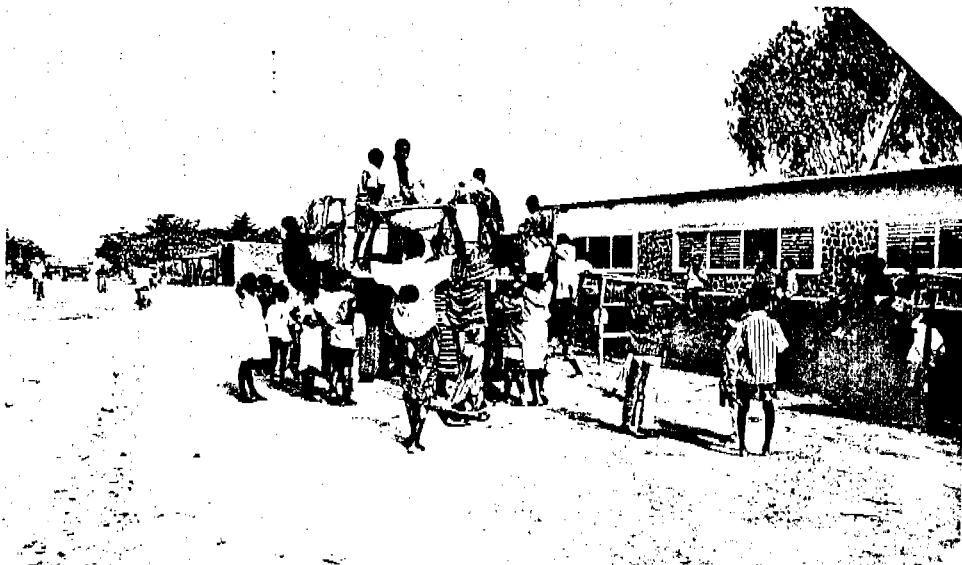
Journée de salubrité organisée entièrement par le groupe de travail de la zone 4 en étroite concertation avec la Division Economique (28 août). Dès 7 heures, un membre du groupe de travail invite les habitants à sortir leurs ordures et à nettoyer les rues.



Les camions de la Division Economique sont arrivés à l'heure et le chef du service collecte des ordures ménagères assistera à toutes les opérations.

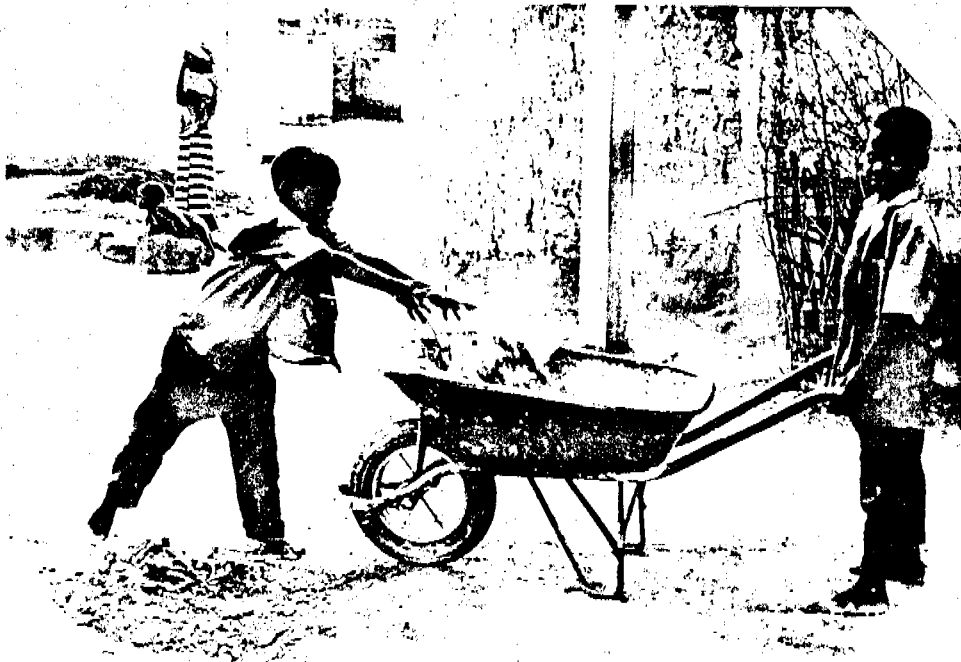


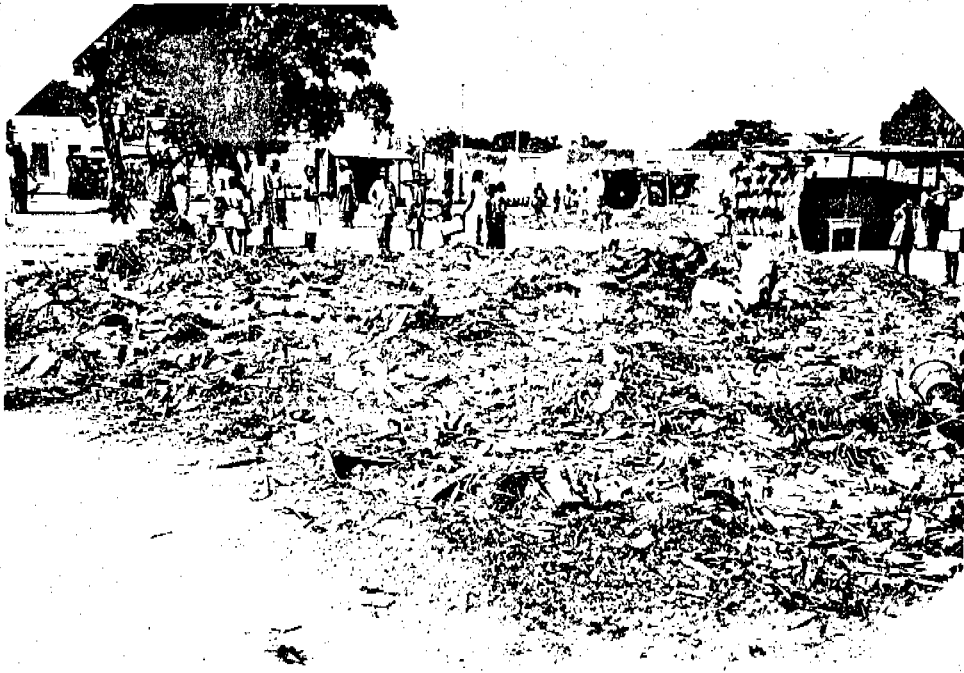
Tous les habitants ont participé à la journée: hommes, femmes, jeunes, enfants...





Les riches, comme les pauvres, parfois dans des conditions d'hygiène et de sécurité peu rassurantes (pieds nus, ordures ramassées à pleines poignées de mains)

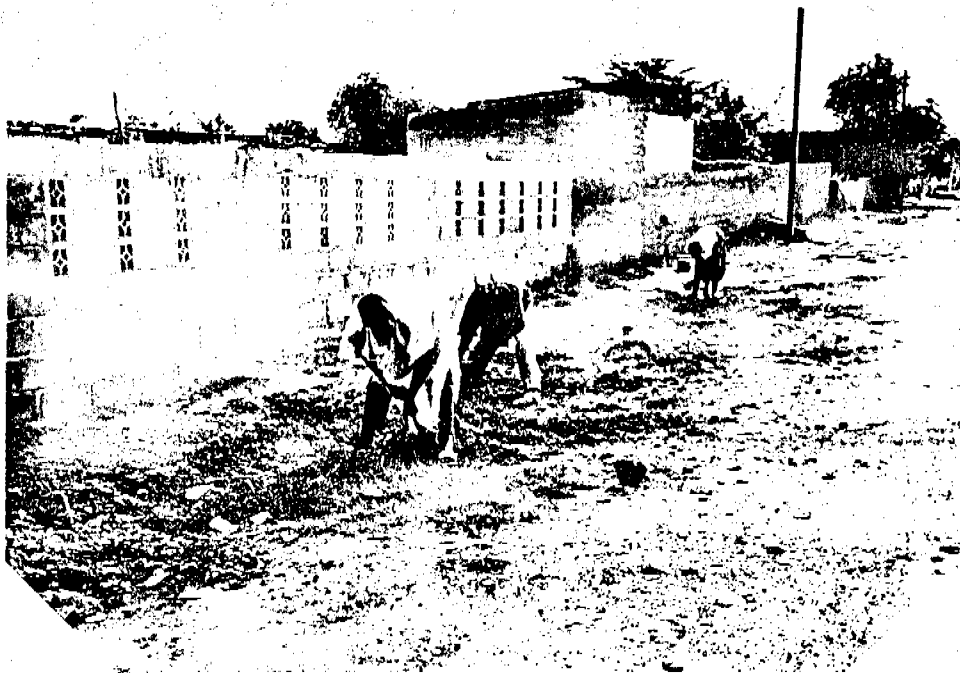




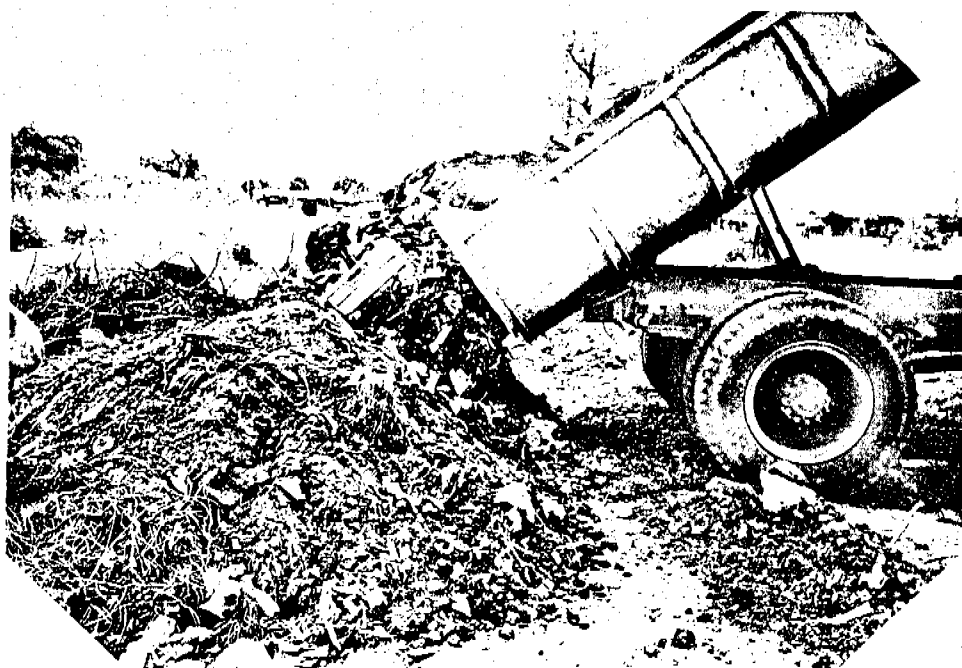
Le marché de Kuken Yaar s'est débarrassé de ses déchets.



Dans certaines rues, on en a profité pour creuser les caniveaux envahis par la terre.



Partout, on a désherbé...



... ce qui n'était peut-être pas le plus recommandable, vu le volume de terre et d'herbe que les camions ont dû transporter...



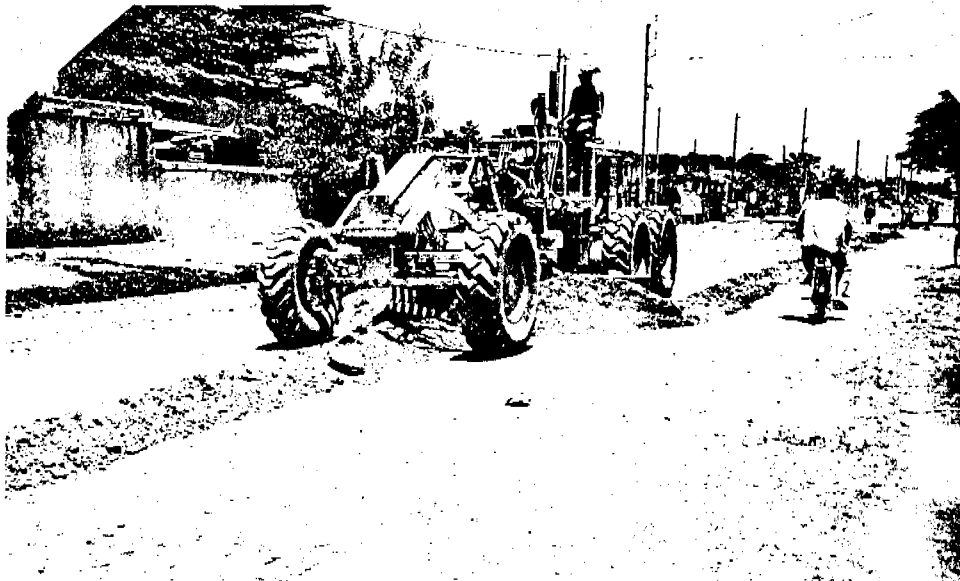
...Mais le résultat est là: les rues sont propres...



...et tout le monde a apprécié l'ambiance de coopération qui a régné pendant cette journée. Toute l'organisation a reposé sur le groupe de travail et la Division Economique. A noter, le doyen du groupe a offert des masques de protection aux jeunes et au personnel de la Division Economique.



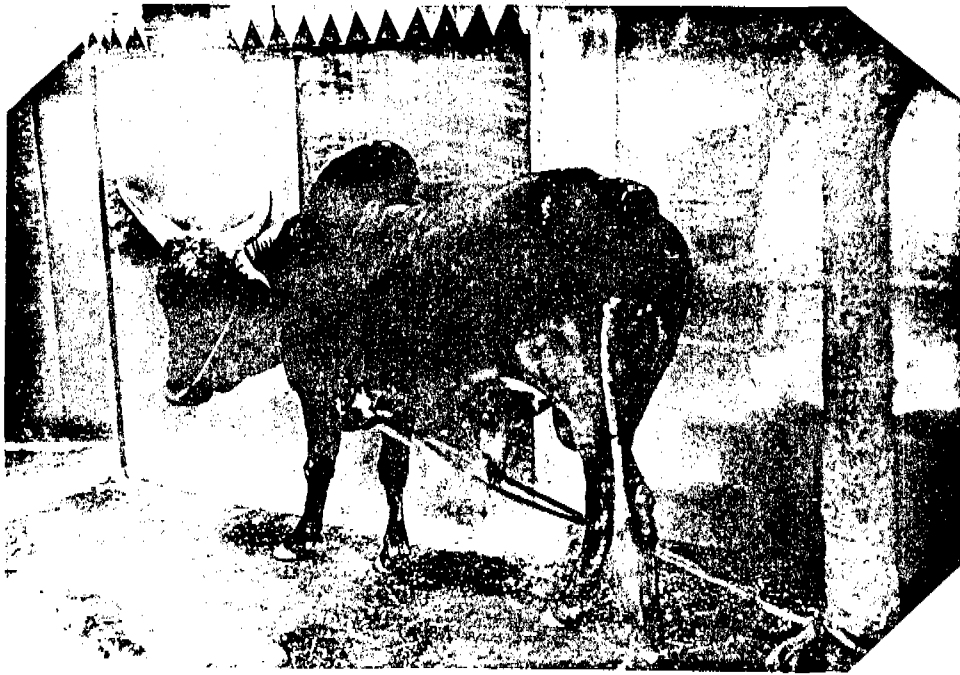
La tradition est respectée: les chefs coutumiers ont offert du "zom kom" dans la cour de l'école. La fin des travaux s'est terminée par une réunion entre chefs coutumiers, groupe de travail, personnel de la Division Economique et Equipe du Projet. Cette journée a demandé toute une semaine de préparation au groupe de travail. L'équipe du projet a seulement facilité les contacts avec la D.E. et offert symboliquement "sa part de "zom kom".



Une action en appelle une autre... Après discussion avec le groupe de travail, la D.E. a envoyé un engin pour râcler une des voies principales (prolongement de l'avenue Kanazoé), très dégradée par le ruissellement des eaux pluviales.



5. Les activités économiques



Le Secteur 7 présente une gamme très large d'activités. 10% de chefs de ménage sont agriculteurs, taux élevé pour un milieu urbain. Les champs se trouvent généralement en périphérie de la ville et les migrations saisonnières sont donc peu marquées. Dans les bas-fonds, certains plantent céréales ou produits maraichers.



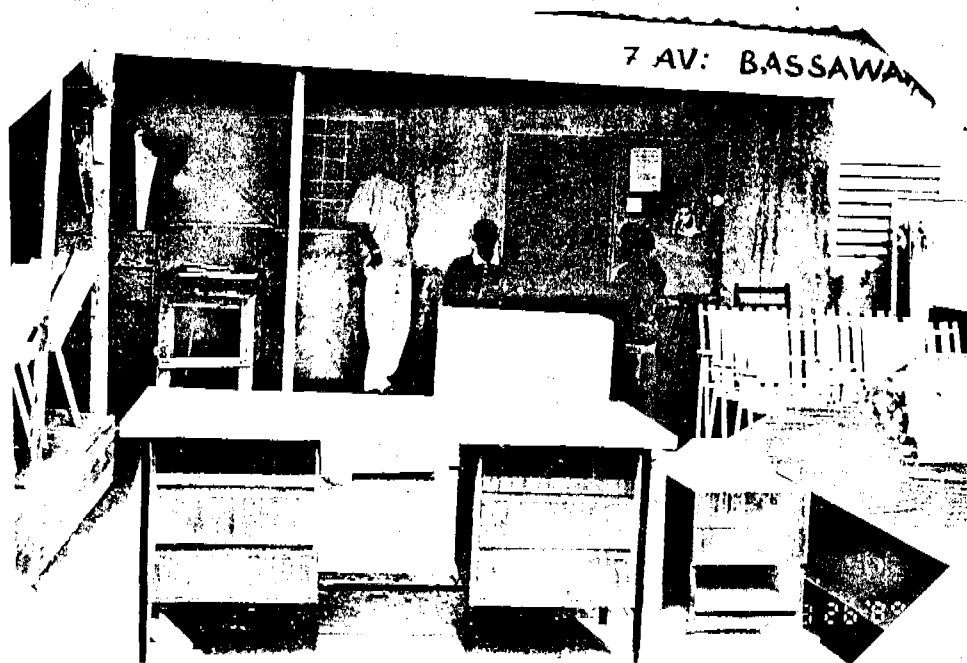


L'ONG CEFISE (qui s'occupe des sourds-muets) possède une parcelle de cultures dans le Secteur 7 (maraîchage, pépinière) et une porcherie.





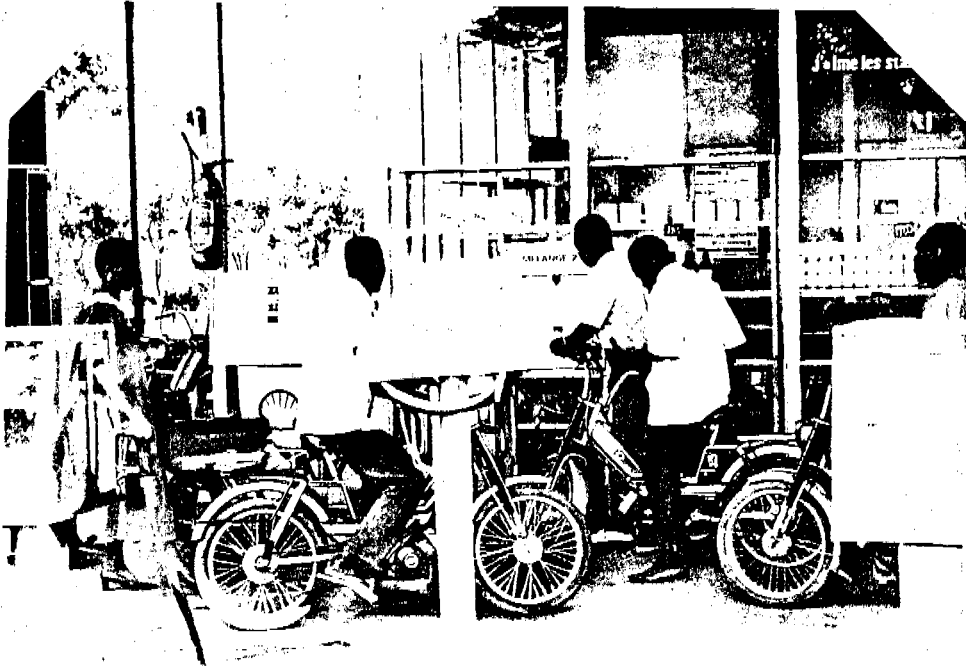
Il existe des commerces et services de type "moderne", en particulier le long de l'avenue Bassawarga.





Ces établissements ont un impact sur la création d'emplois...





...et leur présence incite les chefs d'établissements plus modestes...



...à faire un effort pour attirer la clientèle, que ce soit par les enseignes publicitaires...



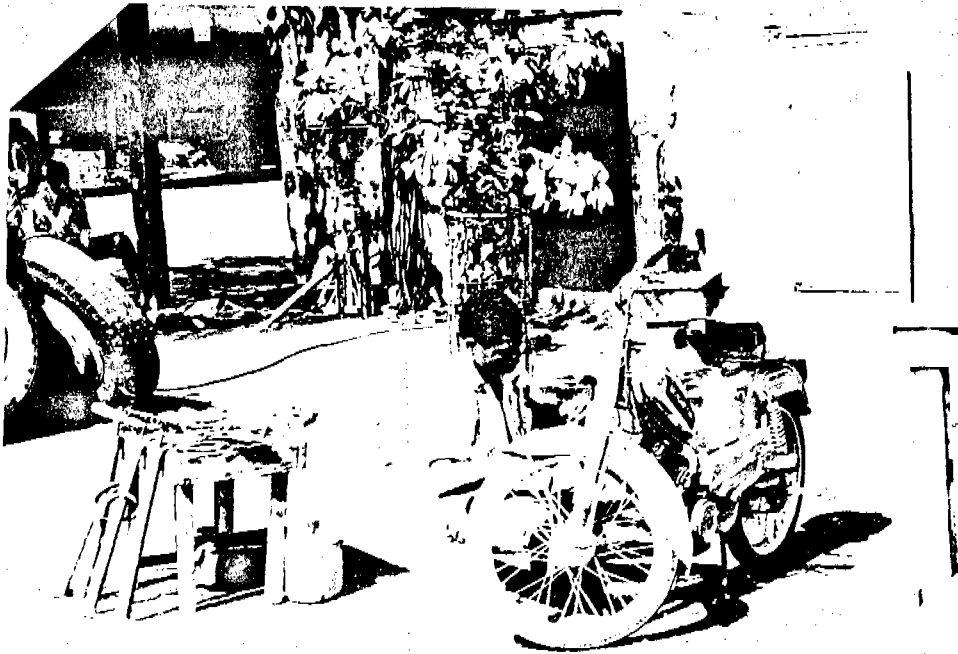
...l'aménagement et la propreté des boutiques...



...ou le cadre offert à la clientèle.



Les moyennes entreprises restent cependant l'exception (ici menuiserie du bois et du métal dans l'ancien quartier de Samandin).



Les petits services et commerces, installés sur la rue sont nombreux...







Suivant les résultats des enquêtes, des activités artisanales ou de commerce sont présentes dans 37% des concessions (48% dans les zones 1 et 2).





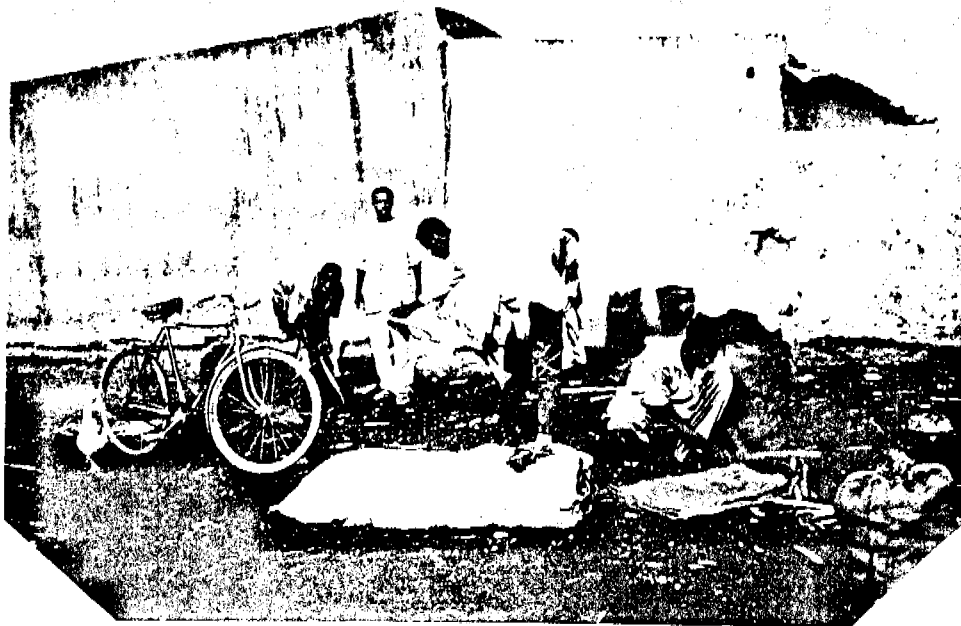
La préparation de plats cuisinés ou de beignets a été recensée dans 13% des concessions...



...et celle de dolo (bière de mil), dans 2% des concessions. Ces activités créent parfois un risque de pollution de l'environnement...



...et gênent parfois la circulation lorsqu'elles empiètent sur la voie publique...





...mais le maintien de ces "petits métiers" est indispensable à la fois pour les revenus qu'il apporte et pour les services qu'il rend à une clientèle modeste et il serait grave de ne pas en tenir compte dans tout aménagement futur du Secteur.



# Implication de la population

Formation de "groupes de travail"  
et participation communautaire

## Implication de la population

### 1. INTRODUCTION

Après toute une période d'information de la population (1er avril-15 juin), l'équipe du projet a concentré ses actions sur la formation de "groupes de travail", ainsi dénommés pour éviter toute connotation politique que pourrait recouvrir le terme de Comité ou autre.

L'objectif était de constituer, par zone ou autre délimitation géographique, des groupes qui ne soient pas récupérés par une formation politique et représentent les diverses catégories de population: homme/femmes, jeunes/vieux, lettrés/illettrés, riches/pauvres. Le rôle de ces groupes est de servir de lien entre les habitants d'une part, le projet, les cadres des services techniques et administratifs et les entreprises privées d'autre part. Ils sont appelés à participer à toutes les étapes du projet, de sa conception à sa réalisation. Ils doivent pour cela accepter les méthodes d'approche du projet: consultation et écoute de la population, information permanente, discussion de toutes les propositions et de toutes les décisions.

La formation de ces groupes de travail a été un long processus d'aller-retour entre la population et le projet, processus qui a pris environ 2 mois pour aboutir à la constitution de groupes fonctionnels. Procéder plus rapidement pour respecter le planning initial aurait abouti à un échec en ce qui concerne la participation de la population.

Pour comprendre les difficultés qui ont dues être surmontées, il est nécessaire d'avoir une idée des obstacles rencontrés.

### 2. SYNTHÈSE DES OBSTACLES A LA COMMUNICATION

Il a fallu environ cinq mois de travail à l'équipe du projet pour arriver à gagner la confiance de la population. En août 93, il était cependant encore trop tôt pour estimer l'engagement des habitants du secteur 7 au projet comme un fait complètement acquis. Le moindre faux pas dans la conception d'une action risque de tout remettre en question.

Suivant les enquêtes ménage, seules 60% des personnes interrogées étaient informées de l'existence du projet en juillet 93, ceci malgré les multiples réunions d'information tenues par l'équipe depuis le mois d'avril et une présence permanente, que ce soit au local ouvert dans le Secteur pour faciliter les contacts avec la population, ou sur le terrain: étude du milieu, discussions avec des groupes d'habitants.

Les animatrices ont donc cherché à identifier les obstacles à la diffusion des informations. Cette recherche a permis de mieux comprendre l'environnement sociologique et de ré-orienter les méthodes d'approche pour atteindre les objectifs initiaux, à savoir: impliquer toutes les catégories de population, éviter à la fois l'exclusion de certains et la mainmise du projet par d'autres.

La franchise avec laquelle la population a participé à cette analyse montre la qualité des rapports habitants-équipe du projet. Certaines de ces contraintes avaient déjà été identifiées en avril-mai (voir rapport de C. WOLFROM NIGG).

**a. Composition hétérogène de la population:**

**. écarts entre niveaux de vie:**

Le Secteur 7 se sub-divise en deux grandes parties: d'une part les zones 1 et 2 où existe une concentration de classes moyennes ou relativement aisées, occupant généralement des logements construits en dur et bien équipés en eau et électricité; d'autre part les zones 3, 4 et 5 où vivent des classes bien plus modestes (voir résultats des enquêtes), résidant dans un habitat souvent précaire. La participation de la population à des projets d'intérêt collectif est plus difficile à acquérir dans les zones relativement nanties:

"Toutes les femmes qui sont ici (dans l'environnement du local de l'UNICEF, zones 1 et 2) se suffisent à elles-mêmes; elles portent des bazins, elles ont des congélateurs pour vendre de l'eau glacée. Elles ont des voitures. A quoi cela leur sert-elle de se mobiliser pour un projet?... Mais chez nous (zone 4), lorsqu'il y a des activités, nous nous mobilisons. Même au temps de la révolution, nos zones étaient réputées pour leur mobilisation..." Il s'est avéré que cette observation était justifiée. Ce sont les habitants de la zone 4 qui ont formé les premiers "un groupe de travail" fonctionnel et ont décidé, de leur propre initiative, d'organiser une journée de salubrité.

Cependant c'est dans les zones nanties, constituant l'ancien berceau de Samandin, que se trouvent les personnes qui tiennent à conserver un rôle de leader:

" Pourquoi proposer la constitution de groupes de travail dans les différentes zones du Secteur? Les problèmes sont les mêmes partout. Vous allez fatiguer trop de monde" (sous-entendu, il est inutile de mobiliser toutes les zones et de chercher des personnes-ressources ailleurs).

Ce à quoi les habitants des zones les plus défavorisées répondront:

"Vos personnes ressources (celles qui étaient présentes aux premières réunions d'information) sont trop bien placées (personnes aisées) pour sortir informer la population".

**. Démarcation entre les natifs du quartier et les autres**

La forte prédominance ethnique (82% de chefs de ménage Mossi) n'est pas synonyme de communauté socio-culturelle. Est considéré comme "étranger" celui qui n'est pas né dans le quartier. Ce sentiment est particulièrement fort dans l'ancien quartier de Samandin qui reste marqué par ses liens traditionnels envers le Mogho Naba (Samandin était le lieu de passage du Mogho Naba avant qu'il ne rentre dans son palais de Bilbogo):

"C'est ici (zones 1 et 2) qu'il y a le moins d'étrangers. Il existe donc une solidarité entre nous...Nous nous voyons mal aller vers les étrangers, mais si un étranger vient vers nous, nous n'allons pas le rejeter..."



## **. Appartenance à des groupes religieux différents**

Bien qu'il n'existe pas de conflits entre religions, l'information ne circule pas très bien entre les deux groupes prédominants (catholiques et musulmans) et la constitution d'un groupe commun a demandé une période de préparation relativement longue dans certaines zones:

"Les Musulmans ne veulent pas se mêler aux Chrétiens parce qu'ils boivent une eau et les chrétiens deux eaux".

### **b. Impact du découpage administratif**

Le découpage administratif opéré au temps de la révolution n'a pas de signification pour les habitants du Secteur 7. Ce Secteur constitue un exemple frappant du produit de la dislocation et du redécoupage des anciens quartiers de Ougadougou: il compte en effet une dizaine de quartiers (ou morceaux de quartier), répartis en cinq sous-secteurs ou "zones" de la façon suivante:

Zones 1 et 2:	Tamsin, Samakudgin (ancien Samandin), Similsin
Zone 3:	Tengsobengo, Tendnonghin, Thoèga
Zone 4:	Morzintenga, Baghrin
Zone 5:	Boegtoega, Baghrin, Cissin

De plus le découpage géographique est tel que les habitants résidant au sud du Centre Emetteur ont le sentiment d'être exclus du Secteur:

"Là où nous habitons, nous sommes souvent oubliés, on n'est pas souvent considéré comme relevant du Secteur 7; pourtant nous faisons bien partie de Tengsonengo".

Suivant l'enquête ménage (juillet 93), 85% des personnes interrogées ignorent dans quel sous-secteur elles résident.

Au début du projet cette situation avait été mal perçue et les convocations à des réunions par zone pouvaient difficilement toucher les personnes qui n'avaient pas été contactées directement par l'équipe du projet, les intéressés apprenant sans doute ainsi qu'ils faisaient partie de telle ou telle zone.

Par contre le quartier constitue une entité et correspond à une réalité vécue. On peut dire qu'au Secteur 7 les effets attendus du redécoupage des anciens quartiers (abolition du pouvoir coutumier et de toutes formes d'associations à caractère traditionnel) ont été peu marqués. On appartient d'abord à un quartier: entre les différents quartiers (ou parties de quartier) rattachés à une même zone, les informations ne circulent pas toujours facilement et la participation à des activités communes n'est pas évidente:

"Les gens d'un quartier donné ne participent pas aux activités organisées par un autre quartier" (zone 3)

"Notre zone est divisée en deux parties : Bougtoega et la partie qui se trouve vers le Collège Wend Yam (une partie de Cissin). S'il y a quelque chose, les deux parties ne s'informent pas. Tout se fait séparément" (zone 5).

Même l'appartenance au Secteur 7 ne doit pas être considérée comme un fait connu de tous, surtout parmi les résidents nouvellement installés, qui parleront plus spontanément de Samandin.

"J'habite dans le quartier depuis le mois de février, mais je ne savais même pas que c'était le secteur 7. J'ai entendu parler de ce projet à la radio (annonce de la réunion générale du 19 juin) mais je ne savais pas que j'étais concerné".

#### c. Sentiment de frustration laissé par des expériences passées

Les promesses non tenues du temps de la révolution, le mauvais souvenir laissé par le détournement des sommes cõtisées pour adhérer à la Caisse Populaire, la déception face à la non-réalisation des infrastructures programmées dans le cadre du lotissement de Cissin, la frustration des femmes qui ont adhéré en vain à l'ANGDB (Agence Nationale de Gestion de Déchets du Burkina) sont autant de facteurs démobilisateurs pour s'engager dans de nouveaux projets:

" Avant (du temps de la révolution), les femmes avaient confiance et elles se sont adonnées à des activités; il y avait beaucoup de veuves avec beaucoup d'enfants, mais en fin de compte rien n'a été fait pour elles"

"La situation est ainsi depuis que les femmes ont été déçues par les promesses qui leur avaient été faites lors de la révolution. Aujourd'hui elles ne veulent plus sortir, elles ne veulent plus se mobiliser. Pendant la révolution on leur avait promis la solidarité en cas de problèmes, mais en fin de compte cela n'a pas été le cas. Cette déception a fait que les femmes qui étaient capables de mobiliser les autres se sont retirées de la scène".

#### d. Tendance à l'individualisme

"Il existe très peu de rapports et de contacts entre voisins. Chacun vit dans son chacun, ce qui freine énormément la circulation des informations. Chacun garde ce qu'il a et ce qu'il connaît" (jeunes de Bougtoega).

"Ici, nous n'avons pas d'association, et quand tu as un problème dans ta concession, tu es seule et sans secours" (Tengsobogo)

"Les gens ne se mobilisent que quand il y a quelque chose à gagner personnellement et gratuitement".

#### e. Manque de disponibilité

"C'est difficile de regrouper les gens en ville et de travailler avec eux. Ils ont de multiples activités et s'occupent très peu de ce que font les voisins"

Le projet a souffert de ce manque de disponibilité, conjugué à la quasi-impossibilité de trouver des jours et des heures de réunion qui conviennent à différents catégories de population (hommes/femmes, musulmans/catholiques, salariés/non-salariés...) et aux évènements

imprévisibles (décès d'un voisin...) ou prévisibles (mariages, match de foot...), mais non signalés à temps... Le comportement vis-à-vis d'un respect minimum de l'heure, même si celle-ci a été fixée par les personnes intéressées, a eu des répercussions non seulement sur l'avancement du projet (reports de réunions prévues), mais aussi sur l'impact de ces réunions, une grande partie des personnes arrivant au milieu ou en fin de séance.

On peut se demander si cette indisponibilité est réelle ou témoigne d'un désintérêt pour le projet, ou encore d'un scepticisme sur les résultats à en attendre tant qu'aucune action concrète n'aura été réalisée. Il est d'ailleurs probable que la conjugaison de ces facteurs entrent en jeu.

#### **f. Tendance à une récupération du projet par les leaders politiques**

Cette tendance a retardé considérablement la formation de "groupes de travail" qui devaient servir de relais entre le projet et les habitants. Il a fallu parfois annuler, avec l'accord du Responsable Administratif, la constitution de groupes formés sans consultation auprès de la population, afin d'éviter une déviation des objectifs du projet.

#### **g. Tentatives de désinformation**

Les tentatives de désinformation ont dû jouer un rôle démobilisateur. Il faut signaler à ce propos que certains habitants de la zone 4 sont restés sceptiques sur la réussite de la journée de salubrité tant qu'ils n'ont pas vu l'arrivée des camions envoyés par la Division Economique à la demande du groupe de travail de cette zone.

En ce qui concerne le marché, la rumeur s'est répandue que l'on allait opérer des déguerpissements sans avertir les commerçants. Mais ce phénomène est attendu dans ce type d'aménagement. Plus insidieuse est la désinformation sur l'équipe du projet et ses objectifs, comme le montrent ces propos confiés à une animatrice:

"Il y a un homme qui s'est arrêté chez moi hier pour acheter de la cola. Il m'a dit à votre sujet (i.e. l'équipe du projet) que vous êtes en train de nous prendre en douceur en nous flattant pour que nous nous engageons. Mais lorsque nous nous serons engagés, nous ne pourrons plus nous retirer et vous nous ferez la force. Si vous nous offrez les dalles pour les latrines, sous peu vous viendrez pour nous obliger à faire des latrines. Si tu t'engages avec ces gens, il faut s'attendre à recevoir les policiers dans ta cour"...

#### **h. Complexité des réseaux d'information**

L'enquête ménages a montré que les personnes résidant dans des concessions voisines de personnes ressources (connues pour leur influence et leur capacité mobilisatrice) et ayant participé aux différentes réunions organisées par l'équipe ne sont pas informées sur le projet.

Dans la même concession, ou même au sein d'une seule famille, certains connaissent le projet, d'autres pas.

Les principales conclusions à tirer de ces observations sont les suivantes:

- l'information est canalisée au sein de groupes d'affinité peu ouverts (qu'ils soient religieux, politiques, géographiques ou économiques);
- l'appui des personnes-ressources pour une diffusion des messages reste donc très circonscrit;
- les habitants d'un même quartier se sentent davantage solidaires malgré le frein que constituent, dans le même quartier, les groupes d'affinité signalés plus haut;
- le risque de récupération politique entraîne la nécessité d'apporter un appui à la formation des groupes de travail même si cela implique un "autoritarisme" du projet;
- les risques de désinformation ne doivent pas être minimisés même s'ils doivent s'atténuer dans la durée du projet. L'équipe d'animation devra appuyer les groupes de travail pour la diffusion des messages;
- les obstacles rencontrés sont en partie spécifiques au Secteur 7, ou plus exactement à certaines zones du Secteur. Il se peut que cette étape du projet soit moins complexe dans d'autres Secteurs. Il faut retenir de cette expérience que, dans un projet participatif de ce type, la connaissance des structures socio-politiques est tout aussi importante (sinon plus) que le diagnostic de la situation sanitaire et de la volonté des ménages à payer ou à participer. Mais cette situation socio-politique se laisse difficilement appréhender tant que le projet n'a pas gagné la confiance des populations. C'est ce qui s'est passé au secteur 7.

### 3. LES GROUPES DE TRAVAIL

La proposition par l'équipe du projet de former des groupes de travail a d'abord été discutée avec le Responsable Administratif du Secteur. Elle a été énoncée publiquement lors de la réunion générale d'information qui s'est déroulée au Théâtre Populaire Désiré Bonogo le 19 juin, où tous les moyens ont été mis en place pour attirer le maximum de personnes: communiqués radiodiffusés, sillonnage des différentes zones du Secteur en camionnette équipée d'un haut-parleur, annonce de la représentation gratuite d'une pièce de théâtre jouée par une troupe de jeunes du Secteur (voir paragraphe théâtre-forum).

Cette réunion du 19 juin avait pour but d'élargir l'information sur les objectifs du projet (les précédentes réunions rassemblant trop souvent les mêmes personnes ou les mêmes catégories de personnes) et d'éviter le danger de récupération signalé plus haut en portant au plus grand nombre possible la connaissance de cette phase importante du projet qu'était la constitution de groupes de travail.

#### a. Formation de groupes dans les sous-secteurs

La constitution de groupes de travail a ensuite été discutée au niveau des zones, le théâtre-forum apportant toujours un support pour motiver le public à assister à des réunions. L'équipe du projet expliquait les objectifs de la formation de groupes de travail et proposait les critères de sélection de leurs membres (voir

annexe), puis laissait aux populations libre manoeuvre pour procéder au choix de leurs représentants ("La balle est dans votre camp").

En pratique, il a fallu rendre plus directive cette étape du projet en particulier dans les zones 1, 2 et 3 où il a été très difficile d'éviter une récupération par quelques leaders, récupération qui aurait impliqué l'exclusion de toute une partie de la population (en particulier dans les zones 1 et 2) et une déviation des méthodes participatives (en particulier dans la zone 3) vers des méthodes autoritaires appliquées par les anciennes structures CDR (Comité de Défense pour la Révolution). Tout en voulant garder une neutralité politique, l'équipe a donc été obligée de "faire de la politique" et de s'imposer une vigilance qui était souvent à la limite de "l'ingérence" dans les structures de pouvoir implicites existant dans les différentes zones. Dans toutes les démarches entreprises pour sauvegarder l'esprit du projet, le Responsable Administratif a apporté un soutien solide à l'équipe par la sagesse de ses conseils: il est évident que tous ces problèmes tiennent au fait que les leaders et personnes-ressources ont considéré pendant longtemps le projet comme un tremplin pour renforcer leur pouvoir personnel. Pour cela ils devaient "placer" leur clientèle dans les groupes de travail et éviter un choix démocratique par les populations des zones.

Suivant les zones, la formation des groupes de travail a été plus ou moins laborieuse:

- Pour la zone 4, la constitution du groupe s'est faite par les habitants eux-mêmes sans que l'équipe ne doive intervenir pour le respect des critères de sélection. Les représentants de la population ont été choisis de manière à refléter les différentes catégories socio-économiques d'habitants.

Il faut noter cependant le rôle déterminant d'un instituteur et agent bénévole du Comité de Santé qui a servi de lien entre le projet et les habitants d'une part, entre les différents groupes socio-économiques et tendances d'autre part. Dès sa formation, ce groupe a voulu montrer sa volonté à participer à des actions concrètes en initiant une journée de salubrité dans leur zone (voir dossier photo: ordures ménagères).

Le rôle de l'équipe du projet s'est limité à des conseils, et à assurer une coordination entre ce groupe et le Responsable Administratif, ainsi que les premiers contacts avec la Division Economique.

- Dans la zone 5, le climat était favorable à une participation des habitants au projet. Le choix des membres du groupe de travail s'est opéré respectivement parmi les Catholiques et les Musulmans. Mais l'équipe du projet a dû intervenir pour faciliter la coopération entre les Musulmans et les Catholiques.

- Dans la zone 3, la difficulté a été de neutraliser un leader autoritaire et d'éviter l'exclusion de certaines parties de cette zone morcelée sur le plan géographique. L'équipe du projet a dû mener une action assez directive dans ce sens.

- C'est dans les zones 1 et 2 que se sont présentées les plus grandes difficultés. L'équipe du projet, seule, ne pouvait plus maîtriser la situation et a dû faire appel à plusieurs reprises au Responsable Administratif.

Le résumé du processus de formation de ce dernier groupe peut donner une idée des obstacles qu'il a fallu franchir:

1. Première réunion accompagnée de théâtre-forum (explication des objectifs et des critères de sélection), programmée le samedi 3 juillet à l'école Samandin A, repoussée le dimanche 11 juillet à cause de la pluie. A cette réunion, les responsables des sous-secteurs 1 et 2 décident de former un seul groupe de travail et fixent la réunion pour le choix de leurs représentants au dimanche 18 juillet.

2. 18 juillet: échec total de cette réunion, très faible participation: 42 hommes au total, marginalisation des femmes: 5 participantes. Court-circuitage par quelques personnes des autres groupes et personnes-ressources. Parmi les 42 hommes, une participation exceptionnellement forte de jeunes rassemblés au dernier moment alors qu'ils étaient en train d'écouter le reportage d'un match de foot. Liste des représentants établie séance tenante, et en leur absence. Certains, qui étaient présents, ne connaissaient pas les objectifs du projet. En accord avec le Responsable Administratif, l'équipe d'animation s'est vue dans l'obligation de refuser cette liste. Le groupe a décidé de se retrouver le jeudi 22 juillet pour présenter les membres du groupe de travail choisis en réunion élargie.

3. Cette date ne permettait pas à l'équipe d'animation d'éviter les problèmes perçus (choix non démocratique, tentative de récupération politique...). La date a donc été ajournée, avec l'accord du Responsable Administratif, jusqu'à ce que les habitants des zones 1 et 2 soient mieux informés des enjeux. Pendant ce temps l'équipe du projet a tenté de faire en sorte que les critères retenus pour la composition du groupe de travail soient effectifs (travail de terrain par l'animatrice responsable de cette zone: information porte-à-porte ou par petits groupes).

4. Le 12 août, toutes les responsables des femmes ont été convoquées en vue de préparer l'organisation du choix de trois femmes dans le groupe de travail. Mais ce fut un échec car elles ne se sont pas toutes présentées à cette réunion.

Il a donc été tenté de passer par les groupes religieux (catholiques et musulmans) en leur demandant de choisir quatre représentants par groupe et en laissant la population organiser elle-même le travail. La responsabilité de cette tâche a été remise aux mains du Responsable Administratif, d'un responsable des Musulmans et d'un responsable des Catholiques.

5. Le 18 août, le Responsable Administratif remet à l'équipe du projet la liste des personnes choisies par les Musulmans (l'équipe du projet ignore dans quelles conditions ce choix a été fait).

6. Le 20 août, le responsable catholique communique la liste choisie par les Catholiques (l'équipe du projet ignore également dans quelles conditions ces personnes ont été choisies mais sait néanmoins que tous les responsables ont été contactés).

7. La liste recouvrant mal les deux zones d'un point de vue géographique (sous-représentation de la zone 2), l'équipe du projet propose au Responsable Administratif d'ajouter deux personnes du sous-secteur 2, ce qui est fait le 26 août.

8. Compte tenu des circonstances dans lesquelles ces personnes ont été choisies, l'équipe du projet propose qu'elles se rencontrent pour mieux se connaître et comprendre leur rôle: réunion tenue au local de l'UNICEF le 28 août. Discussion sur les objectifs et sur le programme à venir. Préparation de l'Assemblée Générale pour présenter les membres du groupe aux habitants des zones 1 et 2.

9. 4 septembre: Assemblée Générale, en présence du Responsable Administratif. Dès la fin de la réunion, le groupe se réunissait pour leur première séance de travail.

#### **b. Le groupe de travail du marché**

Dans le cadre de la ré-habilitation du marché, identifiée comme un micro-projet prioritaire, il était nécessaire que l'équipe du projet puisse travailler, comme au niveau des zones, avec une structure responsable et représentative des commerçants.

Lorsqu'il existe déjà des structures en place (ici le Bureau du Marché), il est indispensable de les associer mais il faut aussi s'assurer que ces dernières répondent aux critères de sélection retenus par le projet, dont le principal est celui d'éviter l'exclusion de certains groupes de population.

Dans un premier temps, l'équipe a donc rencontré (le 4 juin) le Bureau du Marché. Ce Bureau, de création récente (mars 1993), constitué de 10 membres, serait à la fois une survivance des structures CDR et CR et une émanation du parti ODP/MT. Lors de la mise en place, au niveau des 52 marchés de Ouagadougou, de l'Association "Te-taagba" ("se soutenir, s'entraider"), association constituée de 4 représentants de chaque marché, ce sont en effet les membres des anciens CR qui ont été retenus pour représenter le marché de Nab-Raaga "parce que les commerçants avaient confiance en eux". Lorsque l'actuel Bureau a été formé (mars 1993), l'ODP a confié à ces 4 représentants un double rôle dans le parti et au niveau du marché.

Suite à cette réunion, l'équipe a tenu des réunions avec les commerçants et les commerçantes du marché pour leur expliquer les méthodes de travail souhaitées par le Projet et leur demander de constituer des groupes de travail:

- i. réunion avec les femmes le 24 juin
- ii. réunion avec les hommes le 29 juin

Le choix des membres de ce groupe a demandé environ trois semaines, et après une relance par le projet, une réunion a pu se tenir le 20 juillet où ont été présentées les huit personnes choisies démocratiquement en Assemblée Générale du marché (les volontaires se sont présentés et ont été soit refusés soit acceptés).

Dès sa création, le groupe a été fonctionnel. Sa première démarche a consisté à s'assurer auprès de la Commune que ce marché ne ferait pas l'objet d'un déguerpissement, comme le bruit en avait couru. Une première enquête succincte a été menée avec le groupe de travail (21 juillet) pour avoir une idée du nombre de vendeurs et du type d'activités et d'installations existantes, en attendant d'effectuer un recensement précis, en collaboration avec la Commune et le Haut Commissariat, et sur la base d'un levé effectué au début du mois de septembre

par un dessinateur du Ministère (levé auquel ont participé le Bureau du Marché et le groupe de travail). Ce recensement constitue un souci majeur pour le groupe de travail qui craint la récupération des places du marché par des personnes extérieures qui n'y ont jamais travaillé.

Le 27 juillet l'équipe du projet a organisé une première rencontre groupe de travail / Directeur de la Division Economique / ingénieur de Faso Baara chargé de faire une première estimation des coûts de la réhabilitation du marché. Cette rencontre a été suivie d'une réunion le 28 juillet pour aborder les différents aspects dont il fallait tenir compte pour la réhabilitation du marché:

- déménagement du marché pendant les travaux.
- problème des ordures et irrégularité dans l'enlèvement du bac du marché;
- situation du marché après la pluie;
- état de la latrine du marché;

Le 31 juillet, sur invitation des membres du Bureau du Marché, l'équipe s'est rendue à une Assemblée Générale convoquée à la suite d'une désinformation sur le déménagement du marché, mais aussi à la suite de tensions entre Bureau du Marché et groupe de travail. L'équipe du projet a pu rassurer les commerçants et ré-expliquer devant une assemblée qui n'avait jamais été aussi nombreuse les objectifs et les méthodes de travail, en insistant sur le point que toute décision sera prise en concertation avec les commerçants. Il semble aussi que les dissensions entre Bureau du Marché et groupe de travail aient été levées mais il faudra que l'équipe du projet veille à ce que les deux structures soient toujours associées à toutes les étapes de ce micro-projet. La réflexion d'un commerçant à la fin de cette réunion montre à la fois que le message a été compris et à quel point l'inquiétude d'être chassé du marché était forte:

"Si nous avons bien compris, cela veut dire que si un matin nous vous voyons débarquer au marché avec 20 ou 25 personnes munies de pioches sans rien nous dire, nous vous tabasserons".

#### c. La cellule de suivi

Différents groupes de travail pourront être constitués dans la durée du projet suivant le type de projets à réaliser, tout en évitant de mobiliser un trop grand nombre de personnes si cela s'avère trop lourd pour ces dernières. Mais il est nécessaire de mettre en place une structure de coordination au niveau du Secteur.

Dès la mi-juin, la mise en place d'une cellule de suivi du projet a été discutée avec le Responsable Administratif. Le rôle et la composition souhaitée des membres de cette cellule ont été plusieurs fois évoqués lors des rencontres avec le Responsable Administratif. Cette proposition semblerait poser certains problèmes puisque cette cellule n'a pas encore vu le jour: l'équipe du projet peut proposer mais non imposer. Pour le moment, elle tient le Responsable Administratif informé de toute activité et demande ses conseils et son appui.

#### d. Conclusion sur les groupes de travail

Les premières réunions avec les groupes de travail sont encourageantes. Malgré l'orientation générale donnée par l'équipe, il s'agit d'une réelle concertation. L'équipe suggère, conseille, facilite les démarches, mais toujours après avoir été à l'écoute des propositions avancées par le groupe de travail, de manière



à ne pas bloquer les initiatives et à encourager les membres à exposer les difficultés à attendre, les précautions à prendre.

Il en a été ainsi pour la journée de salubrité organisée par le groupe de la Zone 4. Pour l'équipe du projet, cette journée venait trop tôt: il aurait été plus judicieux de la programmer peu de temps avant la mise en place d'un système fonctionnel de collecte des ordures ménagères. Mais il ne fallait pas briser la motivation de ce groupe. La Division Economique se montrant prête à donner son concours pour fournir le personnel et les véhicules nécessaires, cette activité a donc été lancée après des réunions auxquelles ont participé les cadres de la Division Economique. Le groupe a sensibilisé lui-même les habitants de la zone et préparé pendant toute une semaine cette journée pour en assurer la réussite.

De même, pour le projet de réhabilitation du marché, le groupe de travail a réfléchi sur tous les problèmes à attendre, consulté l'équipe à plusieurs reprises pour lui faire part de ses soucis majeurs. Entre autres idées ou actions:

- Le groupe a fait des propositions pour que le recensement nominatif des commerçants se déroule dans les meilleures conditions possibles (procéder par aire d'occupation et par jour fixe: un jour pour ceux qui détiennent des boutiques, un autre pour ceux qui ont des hangars, un autre pour ceux qui sont à l'air libre; faire diffuser un communiqué à la radio pour informer tout le monde notamment les commerçants absents);
- Il a demandé que le plan qui sera établi par les ingénieurs soit présenté en Assemblée Générale pour recueillir l'opinion du public;
- Il a pris l'initiative de faire les démarches nécessaires: entrevue avec le Mogho-Naba (il ne faut pas oublier le lien qui attache Samandin au Mogho-Naba), les chefs de Samandin et de Kamsonghin, la Mairie et le Haut Commissariat pour les informer de l'aménagement du marché.
- Il a également fait part des problèmes dus à des personnes qui ont un mauvais esprit et veulent saper le travail.

Après toute une période où l'équipe du projet était en quelque sorte mise "en observation" par la population et par ses leaders, et où l'avancement des activités paraissait bloqué pour toutes les raisons évoquées plus haut (obstacles à la communication), il semble que la confiance soit enfin gagnée.

Les précautions prises pour former des groupes de travail représentant la population, les quelques actions concrètes déjà réalisées (participation des groupes de travail à l'identification des artisans résidant dans leur zone, journée de salubrité, contacts avec les services techniques, contacts avec les instituteurs et les parents d'élèves, action entreprise avec les enfants pendant les vacances...) ont eu un impact sur le comportement des habitants par rapport à l'équipe du projet.

Comme l'a exprimé le Responsable Administratif, il fallait attendre que la population ait réellement compris les objectifs et les méthodes de travail pour qu'elle s'engage dans le projet, ce que peut résumer cette réflexion d'une femme:

"Les gens vont vous décourager. Mais ne perdez pas courage, avec du temps vous arriverez à les convaincre"

#### 4. LA PARTICIPATION EN QUESTION

L'étude de milieu effectuée en avril-mai a fait ressortir les difficultés et atouts pour une participation effective de la population du Secteur 7 à l'amélioration de l'assainissement\*:

- difficultés:

- milieu hétérogène aussi bien en ce qui concerne les niveaux de vie que l'ancrage dans le Secteur ou la situation vécue;
- milieu marqué par la pauvreté et des problèmes sociaux difficiles;
- relations de voisinage qui présentent une certaine fragilité;
- milieu marqué par les pratiques participatives du temps de la révolution;
- faiblesse du sentiment collectif et de l'appropriation des l'espace public;
- taxes non restituées et promesses non tenues;
- peu d'expériences similaires.

- atouts:

- méfaits de la situation perçus par la population;
- la participation peut être un moyen de répondre à la demande de restaurer une certaine convivialité et entente dans les quartiers;
- quel que soit leur sentiment sur les méthodes d'incitation qui ont parfois été employées, la plupart des gens ont été contents du résultat et ont trouvé ces actions utiles;
- ils ont besoin de restaurer une image positive de leur quartier.

La poursuite du travail de terrain a fait davantage ressortir les problèmes socio-politiques et la difficulté à faire participer à des oeuvres d'intérêt collectif des groupes d'affinité (ou des habitants appartenant à différents quartiers) qui montrent parfois de la réticence à coopérer avec les autres ou veulent récupérer le projet à d'autres fins. Le fait de parler ouvertement de ces problèmes, de ré-expliquer sans cesse les objectifs, de laisser mûrir les méthodes d'approche a conduit à une meilleure compréhension du projet et à une plus grande disponibilité à s'investir dans l'amélioration de l'assainissement. Mais un facteur a été déterminant: celui du temps, d'une adaptation obligée du planning initial aux contraintes de terrain. La constitution de groupes représentant effectivement la population n'a pu se faire qu'à ce prix.

L'équipe va cependant être confrontée à un problème délicat. Dans un projet bâti avec la participation de la population, cette dernière est appelée habituellement à définir, à proposer les modalités de participation qui lui conviennent ou qui sont à sa portée. Toutes les réunions d'information et de sensibilisation ont insisté sur cet aspect: "Ce projet est le vôtre, c'est à vous de nous dire quels sont vos problèmes d'assainissement prioritaires, quelles sont les formes de participation que vous êtes prêts à apporter pour améliorer cette situation".

Cette approche dépasse le cadre immédiat de ce projet pilote dont l'objectif principal était de tester les conditionalités fixées par la Banque Mondiale pour financer des opérations engagées avec l'agence Faso Baara. Deux difficultés devront être surmontées:

---

\* Sélection d'un quartier pour l'opération pilote. page 42

- l'image de marque de Faso Baara devra être restaurée dans le Secteur: la clôture de l'école primaire Samandin B et C faite sous la supervision de l'agence a été mal exécutée et présente un aspect inachevé (à tel point que le Responsable Administratif a refusé de se présenter le jour de la réception), tandis que celle faite sous la seule responsabilité de l'Association des Parents d'Elève est correcte (école Samandin A). Quelles que soient les raisons expliquant l'état des travaux effectués à l'école B et C (sous-évaluation des coûts estimés par les futurs bénéficiaires), il est difficile de justifier auprès de la population que l'intervention de Faso Baara est une garantie de qualité;

- la modalité de participation a été fixée au départ, avant toute discussion avec la population. Est exigée une participation financière, les cotisations étant versées à un compte bancaire ouvert par Faso Baara au nom du projet. Les prêts de la Banque Mondiale sont disponibles une fois seulement que la somme exigible de la population est rassemblée. Les multiples réunions de groupe comme les enquêtes ménage montrent que cette forme de participation n'est pas évidente: seul, le quart des personnes interrogées se montrent prêtes à participer financièrement (38% dans zones 1 et 2, regroupant les ménages les plus aisées, 18% dans les autres zones où les niveaux de vie sont plus faibles).

**Type de participation proposé suivant les zones\***  
résultats des enquêtes ménage juillet 93,  
en pourcentage de personnes interrogées

Participation	1 et 2	autres zones	Ensemble
main-d'oeuvre	41	70	62
part. financière	38	18	24
matériaux	19	1	6
pas de particip.	2		1
NR*		11	7
ensemble	100	100	100

\* NR = non-réponse

La réticence à investir financièrement dans des projets d'intérêt commun ne s'explique pas seulement par des raisons économiques mais aussi par le mauvais souvenir laissé par des expériences passées. Pour arriver à faire déboursier des cotisations avant l'engagement des travaux, il faudra donc fournir une garantie aux bénéficiaires qu'ils pourront récupérer leur investissement s'il advenait que les travaux prévus ne puissent se réaliser.

## ANNEXE

### CONSTITUTION DES GROUPES DE TRAVAIL

(résumé des réunions de préparation à la formation de groupes de travail, note communiquée aux personnes-ressources)

#### Objectifs:

Impliquer les habitants du Secteur 7 aux différentes étapes du projet:

- identification des problèmes en matière d'assainissement;
- priorité des besoins;
- identification des solutions (propositions);
- évaluation des moyens à mettre en oeuvre pour relayer ces propositions;
- choix des propositions les plus adaptées sur les plans physique, financier et socio-culturel.

Au cours des réunions menées dans les différentes zones du Secteur, la population a eu à ébaucher des solutions aux problèmes d'assainissement (ordures ménagères, eaux pluviales, eaux usées...).

Il faut maintenant faire des études techniques concrètes, calculer les coûts des différentes propositions, choisir les propositions les plus adaptées aux conditions physiques, économiques et sociologiques, répartir les responsabilités de tous les partenaires aussi bien dans l'exécution des travaux que dans l'entretien des ouvrages et des systèmes de gestion qui seront mis en place, recherche de financements...

C'est donc tous ces problèmes, toutes ces questions que le groupe de travail sera amené à examiner, à étudier.

Des ingénieurs travaillent avec le Ministère des Travaux Publics pour élaborer des propositions pour l'amélioration de l'assainissement de la ville. Mais le Ministère souhaite impliquer les populations dans ces études et c'est à travers ces groupes de travail que cela pourra se faire.

Le groupe sera ainsi amené à travailler seul, et aussi avec l'équipe du projet, et ensemble il faudra travailler avec des techniciens, des entreprises, avec la Mairie, le Haut Commissariat, les cadres des Ministères, les bailleurs de fonds.

Le groupe sera à la fois responsable vis-à-vis de la population et vis-à-vis du projet.

**- Critères de choix des membres des groupes de travail**

On pourrait former un groupe de travail par zone. Pour être efficace, un groupe de travail doit être réduit entre 6 et 8 personnes.

Les membres qui composeront ces groupes doivent être:

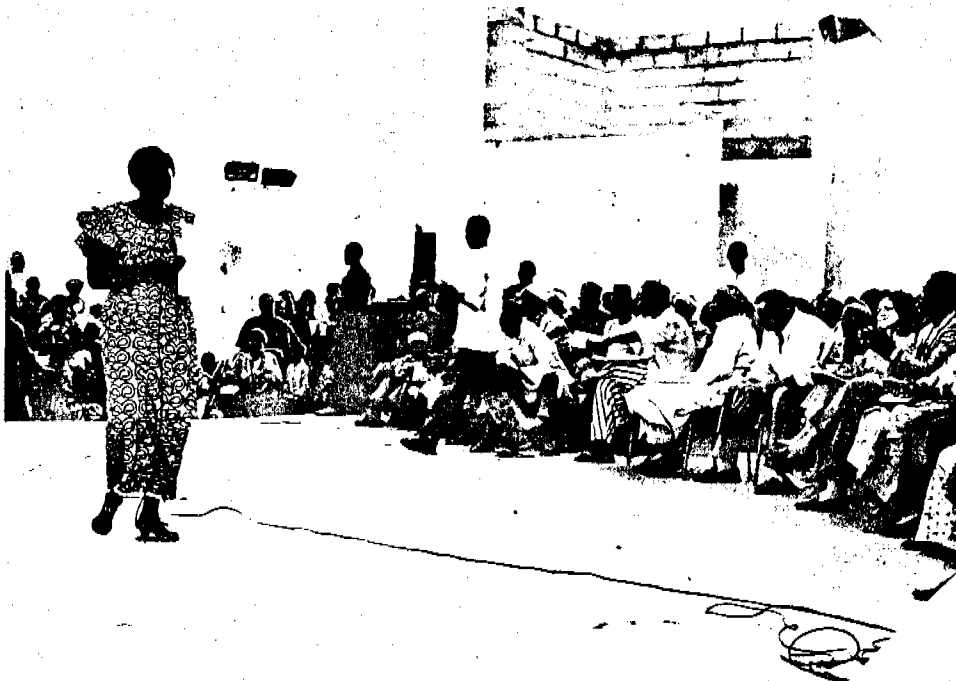
- des personnes disponibles: ils seront appelés à donner de leur temps et à donner beaucoup d'eux-mêmes sans compensation financière;
- des personnes qui sont écoutées et qui savent écouter les autres, quelle que soit leur appartenance à des groupes socio-culturels, religieux ou politiques;
- des personnes qui ont le souci de l'intérêt collectif et qui ne manipuleraient pas le groupe à des fins personnelles;

en un mot, des personnes dévouées à la cause commune.

De plus ces groupes devraient représenter la diversité des habitants du Secteur: hommes, femmes, jeunes, illettrés, lettrés, riches, pauvres.



Réunion générale d'information au théâtre populaire Désiré Bonogo, 19 juin: le théâtre forum a attiré un public nombreux, marqué cependant par une prédominance de femmes et d'enfants.



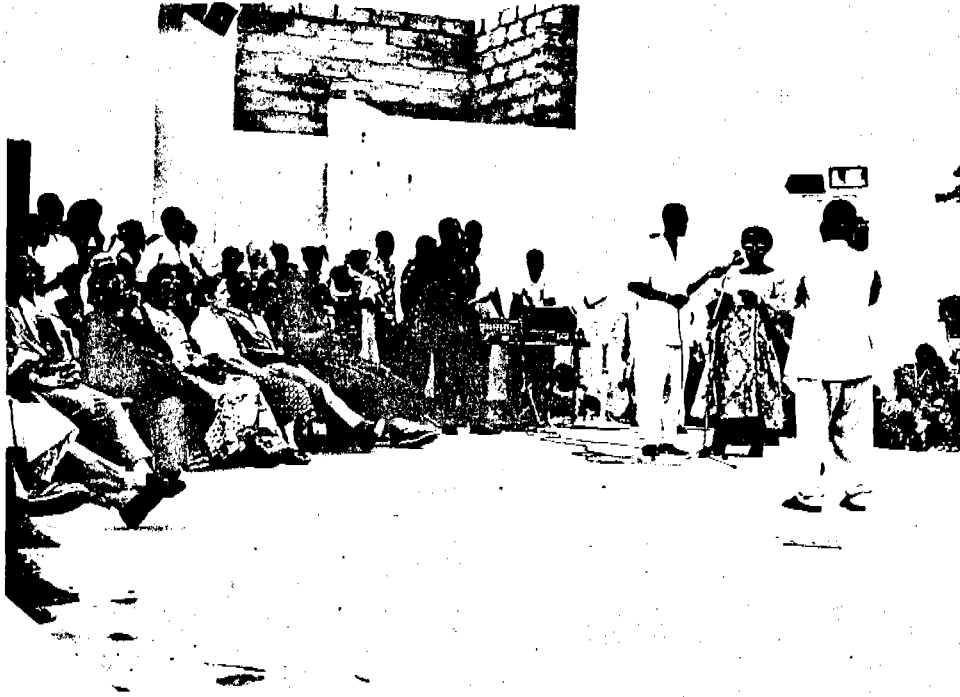
Présentation des objectifs du projet par une animatrice.



Allocution du Directeur de l'Unité Technique de Coordination du Troisième Projet Urbain.



Discours de la Représentante de l'UNICEF.



Discours du Maire de Baskuy.



Les réunions générales sont nécessaires pour élargir l'information, mais le vrai travail se fait par petits groupes, seul cadre qui permet le dialogue entre les habitants et l'équipe du projet.





Avant les réunions, il est parfois nécessaire de créer l'ambiance: ici une animatrice danse avec les femmes du marché de Nab-Raaga.



De juin à août, l'équipe du projet a concentré ses efforts sur la constitution de "groupes de travail" devant servir de liens entre habitants et équipe du projet (ici, réunion des habitants des zones 1 et 2 pour présenter leur groupe de travail).



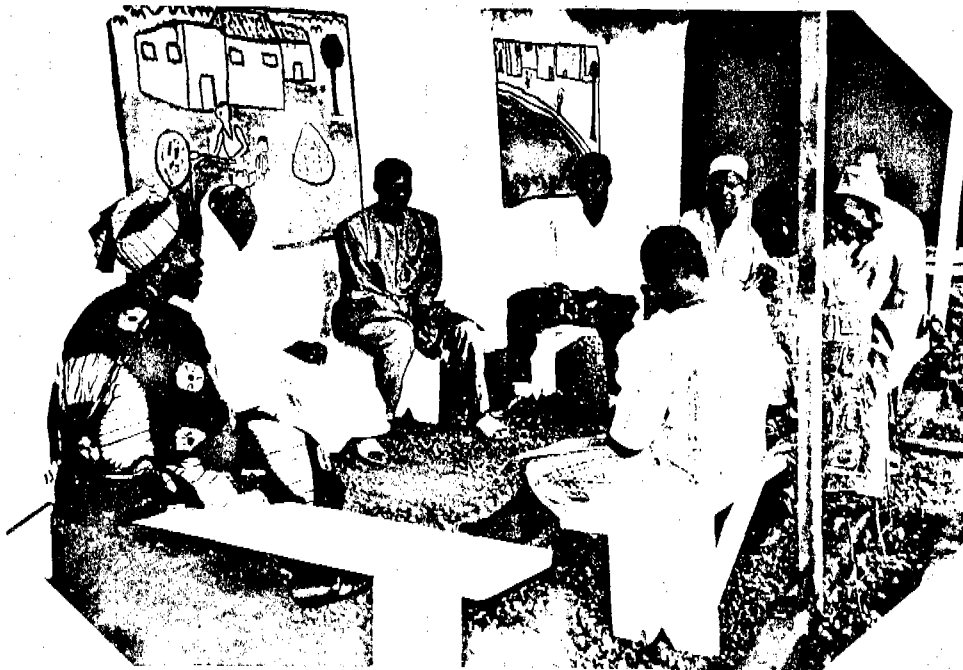
Le Responsable Administratif était présent à chaque réunion importante (présentation des membres des groupes de travail).



Les chefs coutumiers sont tenus informés de toutes les activités importantes entreprises par l'équipe du projet (ici, chez le chef de Samandin, avec le Responsable Administratif).

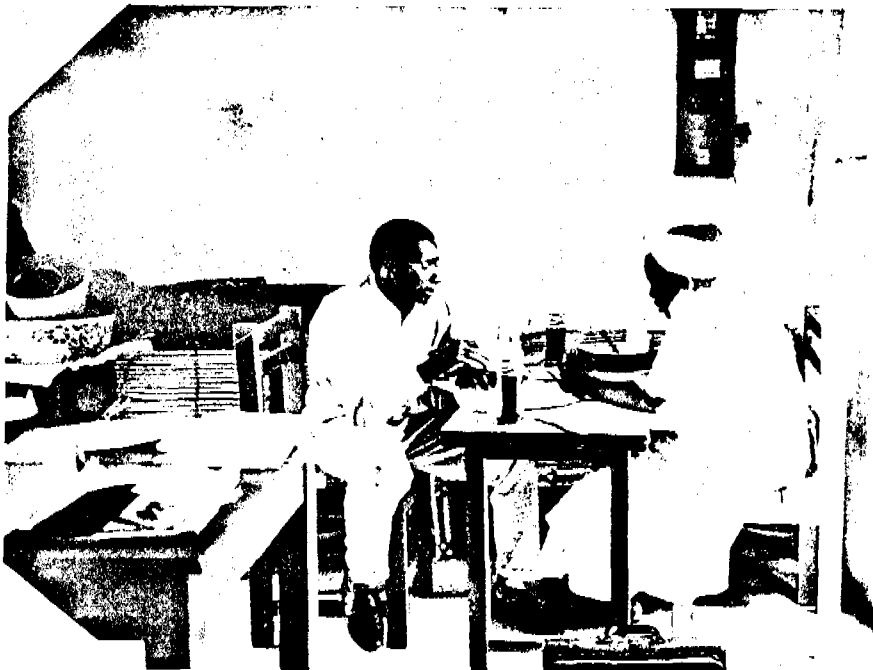


Premières réunions avec les groupes de travail.





Premiers contacts avec les Services (au Marché: deux représentants du groupe de travail du marché, un ingénieur de la Division Economique, un ingénieur de Faso Baara, accompagnés par la coordinatrice nationale du CREPA).



Contacts avec les autres projets: préparation de l'action commune avec l'ONEA (projet de démonstration).

**Théâtre-forum**

## LES SUPPORTS DIDACTIQUES: Théâtre forum

Jusqu'à présent, deux supports ont été élaborés: une émission télévisée "espace-enfants" (voir chapitre action enfants) et un théâtre-forum. D'autres supports sont en cours de finalisation ou de préparation (voir introduction du rapport).

Le théâtre-forum constitue un excellent support didactique car il peut s'adresser dans le même temps à des publics très variés (hommes-femmes, enfants-adultes, lettrés-illettrés) et suscite, s'il est bien conduit, une forte participation des spectateurs. A la fin de la pièce le dialogue engagé entre les acteurs et le public équivaut à une véritable séance de sensibilisation qui serait conduite par les participants eux-mêmes.

Une pièce de théâtre a ainsi été menée à l'initiative d'une animatrice ayant déjà une expérience dans ce domaine. Une troupe a été formée dans le secteur 7, composée de trois acteurs professionnels et de cinq amateurs, identifiés par l'animatrice.

Le scénario a été composé entièrement par le groupe, de manière à faire passer les messages suivants:

- la maladie n'est pas une fatalité, évitons-la;
- ne laissons plus nos enfants déféquer par terre, donnons-leur des pots;
- mettons les ordures dans la poubelle;
- mettons les eaux usées dans les puisards;
- aménageons des caniveaux pour les eaux de pluie;
- mettons les excréta dans les latrines.

La pièce a été montée de manière à refléter la vie quotidienne des habitants du Secteur, en exagérant les comportements et attitudes perçus sur le terrain lors de l'étude de milieu.

Il faut noter que le scénario n'a pas été écrit d'avance, mais qu'il a été créé au fur et à mesure, à partir du jeu des acteurs et des idées des uns et des autres. L'idée d'inclure une séquence sur une réunion de sensibilisation est ainsi née au moment des répétitions avec la troupe.

La préparation a duré un mois (3 répétitions par semaine se déroulant de 19 à 21 heures pour permettre la participation des acteurs ayant d'autres activités professionnelles).

Cinq représentations ont été programmées. Il y en a déjà eu quatre:

- |               |                   |
|---------------|-------------------|
| - 19 juin:    | Théâtre Populaire |
| - 27 juin:    | Ecole B et C      |
| - 3 juillet:  | Ecole A           |
| - 17 juillet: | Collège Wend Yam  |

Il est prévu de filmer la pièce en site réel avec le concours des techniciens de l'UNICEF.

## QUELQUES EXEMPLES DE LA PARTICIPATION DES ENFANTS AU THEATRE FORUM

Commentaires donnés par les enfants sur le comportement des personnages de la pièce:

"La tantie des enfants a bien fait de faire des reproches à Raphaël devant sa femme, comme cela il ne boira plus"

"La vendeuse de dolo est propre, mais son matériel n'est pas propre"

"Marcel n'a pas bien fait parce qu'il a refusé d'aller jeter les ordures"

"Lorsqu'il s'est décidé, il n'a pas mis les ordures dans la poubelle, mais il les a jetées devant la porte du voisin"

"Raphaël n'est pas bien parce qu'il a refusé de payer les médicaments pour soigner sa fille qui est malade".

RESUME DE LA PIECE DE THEATRE "RAPHAEL"  
JOUÉE PAR LA TROUPE DES JEUNES DU SECTEUR 7

Introduction de la pièce par le metteur en scène qui explique que des questions seront posées à la fin de la représentation.

**1er tableau: Chez Raphaël**

Un après-midi Tene, la femme de Raphaël, rentre du dispensaire soutenant Sonia, sa fille, qui est malade. Elle l'étale sur une natte et va chercher la marmite à sauce qu'elle place sur le feu.

Le temps que la sauce soit prête, elle prend les quelques pagnes sur lesquels la malade avait déféqué pour les laver. Il n'y a pas d'argent pour payer l'ordonnance et elle se lamente sur l'inconscience de son époux qui passe son temps au cabaret.

Ce dernier finit par arriver en état d'ébriété, titube, gesticule, parle seul, urine dans un coin de la cour et part s'asseoir en catastrophe. Il vomit à côté de la jarre d'eau non couverte. Tene le regarde avec mépris et lui rappelle que Sonia est malade.

Elle continue de laver les habits et Raphaël réclame son plat avec autorité.

Sa femme va chercher le tō et le jette devant son mari.

Au moment où il s'apprête à manger, elle lui tend l'ordonnance. Il prétend qu'il n'a pas d'argent et qu'elle n'a qu'à se débrouiller avec des plantes traditionnelles. La femme insiste et dépose l'ordonnance sur les jambes de Raphaël qui la jette à terre.

La femme retourne à la lessive en bougonnant.

Raphaël se plaint du plat et la femme rétorque qu'elle ne peut pas préparer une bonne sauce avec les 200 F qu'il lui a laissés.

Raphaël repousse le plat. Sa femme vient le ramasser pendant que la petite se tord de douleur. Le père s'en prend à sa fille et lui reproche d'être malade.

Puis Raphaël change d'attitude, se fait plus doux et demande à sa femme de lui donner 100 F pour aller au cabaret de Sabine. Suite au refus de sa femme, il profère des menaces et sort en claquant la porte.

Tene chante en pleurant. Puis elle range l'ordonnance, jette l'eau de lessive dans la cour.

Arrive la tantie qui glisse sur les eaux de lessive. Elle vient s'informer de l'état de santé de Sonia. Tene lui explique la situation et se plaint de l'attitude de son mari.



La petite se tord toujours de douleur... La tantie adresse des reproches sur l'état de saleté de la cour...les vomissures du père, les excréta de la fille près du foyer, les mouches dans la marmite, le puisard d'eaux usées non couvert...Elle fait la morale à Téné, insiste sur les risques de maladie causés par cet état d'insalubrité et part en prenant l'ordonnance...

## 2e tableau: Bagarre entre voisins

Téné, restée seule, monologue dans sa cour. Elle essaye de se ressaisir pour suivre les conseils de Tantie, commence à balayer puis appelle son fils, Marcel, pour qu'il aille jeter les ordures. Ce dernier tente de protester puis s'exécute en allant déverser les ordures devant la concession du voisin.

La voisine, Martine, furieuse, pourchasse Marcel jusque chez lui et s'en prend à sa mère. Il s'ensuit une altercation entre les deux femmes.

Raphaël arrive à ce moment, toujours en état d'ébriété, et chasse Martine.

Peu après, arrive Paul, le mari de Martine, et c'est la bagarre.

Tantie arrive à ce moment et sépare les deux hommes. Elle a apporté les médicaments et décide Téné d'amener Sonia à l'hôpital.

## 3e tableau : Chez la dolotière

Scène classique représentant la vie des cabarets: discussion sur la qualité et le prix du dolo entre la dolotière et Raphaël, son premier client.

Quand arrive un second client, Raphaël raconte, à sa manière, son altercation avec son voisin.

Puis entre un troisième client, un boucher, avec de la viande de chien qu'il propose à l'assemblée.

La dolotière raconte l'accident dont elle a été victime la veille à cause d'un cochon qui divagait dans la rue (commentaires sur les problèmes causés par ces animaux).

S'ensuivent d'autres dialogues sur l'eau polluée des marres, sur les problèmes causés par les excréta déposés n'importe où...

Au même instant, un jeune, avec un mégaphone fait passer un message. "Toute la population est conviée à une importante réunion ce soir dans la cour de l'école avec le personnel de l'assainissement". Agacement manifesté par les clients du cabaret. Mais la dolotière pense qu'il faut tout de même aller voir ce qui va se passer à cette réunion.

#### 4e tableau: La réunion

Les gens arrivent de tous les côtés. Salutations d'usage et installation du public.

L'animateur parle de l'assainissement, des précautions à prendre pour éviter les maladies (importance de disposer de latrines dans sa concession, de s'abonner au service de collecte des ordures ménagères, de creuser des caniveaux pour lutter contre les eaux pluviales....)

La réunion se termine et les clients du cabaret commentent ce qui s'est dit.

A ce moment, Tantie et l'animateur arrivent avec l'enfant dans les bras, accompagnée de Téné et de ses voisins. Il est tombé dans la fosse de la douche et est décédé.

Tantie s'adresse tristement à Raphaël en lui faisant mesurer la conséquence de son inconscience.

Tout le monde accompagne le cortège en pleurant.

THEATRE FORUM

RAPHAEL

TROUPE DES JEUNES DU SECTEUR 7

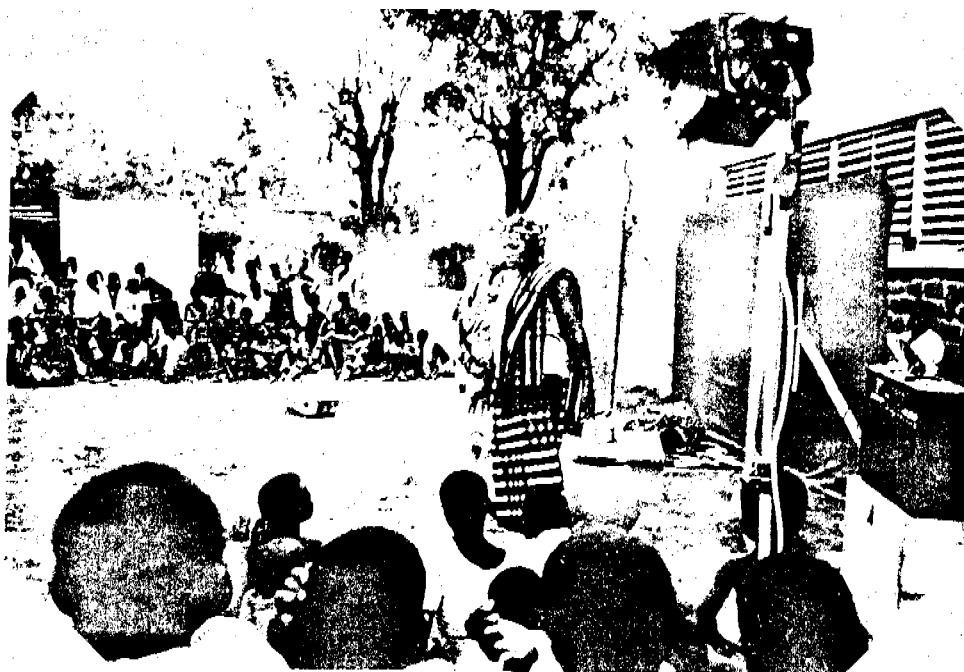
Metteur en scène: DAKISSAGA Alassane

DISTRIBUTION DES ROLES

RAPHAEL: mari de Téné	COMPAORE Etienne
TENE: femme de Raphaël	ILBOUDO Elizabeth
SONIA: fille de Téné et de Raphaël	ZAGRE Anasthasie
MARCEL: frère aîné de Sonia	NANA Joseph
TANTIE: grande soeur de Raphaël	OUEDRAOGO Bibata
PAUL: voisin de Raphaël	KABORE Toussaint
MARTINE: la femme de Paul	ZOUNDI Ami
MADELEINE: la dolotière	ZAGRE Rosine
JEAN-MARIE : un vieux client de Madeleine	NANA Joseph
LE BOUCHER du quartier	DAKISSAGA Alassane
LE CRIEUR PUBLIC	KABORE Toussaint
L'ANIMATEUR	DAKISSAGA Alassane



Chez Raphaël: Tene se lamente sur son sort.



Tantie réprimande Tene sur l'état d'insalubrité de sa concession.



Tantie essaye de calmer la dispute entre son frère et un voisin, éclatée à propos des ordures ménagères déposées par le fils devant la concession de ce dernier.



Chez la dolotière...



Annnonce par un crieur public de la tenue d'une réunion de sensibilisation.



Réunion de sensibilisation sur les problèmes d'assainissement.



L'ambiance est là: le théâtre-forum constitue un outil didactique que tout le monde (enfants et adultes, lettrés et illettrés, hommes et femmes) comprend et apprécie.



A la fin de la pièce, un dialogue s'instaure entre le public et les acteurs.

**Action Enfants**



## PROJET DE PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE A L'ASSAINISSEMENT - SECTEUR 7

### ACTION-ENFANTS

#### Objectif

i. Amener les enfants à comprendre et à assumer le rôle qu'ils peuvent jouer dans l'amélioration de la situation actuelle. Dans l'esprit du projet ce sera essentiellement un rôle de sensibilisation à l'intention de leurs parents et des enfants non scolarisés.

ii. Les conduire progressivement à des changements de comportement.

#### Actions

Faire réfléchir les enfants sur les problèmes d'environnement et d'assainissement de leur Secteur;

Les faire participer à l'élaboration du matériel didactique;

Les amener à utiliser rationnellement les latrines scolaires aménagées dans le cadre du projet et à assurer leur entretien;

Engager avec eux des actions concrètes d'embellissement de leur environnement scolaire et extra-scolaire.

#### Méthode

Dans un projet participatif d'amélioration de l'environnement, les enfants constituent une population cible pour laquelle il est habituellement programmé des actions de sensibilisation en milieu scolaire et extra-scolaire.

La méthode utilisée ici a été définie de manière très pragmatique:

- chaque activité engagée a permis de connaître le capital de connaissances des enfants par rapport aux pratiques concrètes des habitants de leur Secteur et aux risques de maladies liés à un environnement insalubre;

- chaque activité réalisée a entraîné d'autres actions qui se sont enchaînées les unes aux autres et ont créé naturellement, parmi les enfants et leurs encadreurs, un dynamisme qu'il a paru très important de ne pas interrompre, quelles que soient les contraintes rencontrées pour leur réalisation.

#### DESCRIPTION DES ACTIVITES

##### 1. Concours de dessins et de rédactions dans les quatre écoles primaires du Secteur

Cette activité a été décidée au début du mois de juin. Elle se justifiait par la nécessité d'établir un lien, avant les vacances scolaires, entre élèves-instituteurs-Association des Parents d'Elèves et le Projet. A cette date, des contacts avaient déjà été pris avec les directeurs des trois

écoles primaires publiques qui ont mis leurs établissements à la disposition du projet pour la conduite de plusieurs réunions d'information et de sensibilisation.

Le choix des thèmes du concours a été effectué en collaboration avec le personnel enseignant. Le concours a touché tous les élèves du Secteur et toutes les classes du primaire (48 classes et environ deux mille élèves). Chaque classe a ainsi reçu la visite d'un membre de l'équipe d'animation, assisté d'un instituteur ou d'une institutrice.

L'équipe d'animation a fourni quelques explications sur le projet, à la portée des enfants, et a introduit le thème de l'assainissement mais sans fournir de détails précis afin de ne pas influencer les enfants, l'objectif étant de savoir quelle est leur perception du problème et d'avoir une idée de leur appréciation du milieu dans lequel ils vivent.

Les élèves ont été ensuite invités à dessiner (ou, suivant leurs préférences, à composer une rédaction dans les cours CM1 et CM2) sur les thèmes suivants:

1. CM2: Dessinez ou racontez une journée de salubrité
2. CM1: Vous habitez à côté du canal. Qu'est-ce que les gens font à côté du canal?  
ou bien: Lorsqu'il pleut, comment cela se passe-t-il dans votre cour?
3. CE2: Lorsqu'il pleut, comment cela se passe-t-il dans la rue?
4. CE1: Il y a un fossé devant votre maison. Dessinez ce qu'il y a dedans.
5. CP2: Dessinez une poubelle
6. CP1: Dessinez un balai ou un rateau.

Les dessins et les rédactions des élèves constituent de véritables études de milieu. Ils montrent aussi à quel point les leçons ou les messages de sensibilisation entendus à l'école ou ailleurs sont retenus et peuvent être récités avec plus ou moins d'exactitude (voir annexe).

2. Réalisation par l'Association Feeren, d'une émission télévisée "Espace-Enfants", sur le thème de l'assainissement et de la salubrité, d'une durée de 90 minutes.

Après le concours, il était nécessaire de continuer une action avec les élèves. Dans la mesure où l'équipe d'animation en était à une phase particulièrement délicate de la durée du projet (la constitution de groupes de travail dans les différentes zones du secteur), il était difficile de dégager le temps nécessaire pour une "action-enfants".

Le projet s'est donc adressé à l'Association Feeren (qui travaille déjà avec la Division Communication-Information de l'UNICEF) pour réaliser une émission télévisée.

Les méthodes retenues par l'Association Feeren méritent une attention particulière car elles reposent sur une grande participation des enfants: la préparation de l'émission se fait entièrement avec eux, à partir de leur capital de connaissances (contes, saynètes, ballets, chants...) et de leur observation du milieu.

Feeren a ainsi travaillé avec les élèves des quatre écoles primaires du Secteur 7 (une quinzaine par école) pendant quatre semaines (juillet 93), en collaboration avec quatre instituteurs. Deux mères ont été conviées à participer à l'émission.

Le scénario (voir annexe) a été conçu de manière à répondre aux besoins définis par l'équipe d'animation. La préparation et l'enregistrement se sont effectués dans la cour du local de l'UNICEF. Un reportage filmé a également été effectué dans le Secteur.

Les émissions sont passées sur l'écran le 29 juillet et le 12 août.

Pour les enfants, cette expérience a dépassé le simple cadre de la sensibilisation aux problèmes d'assainissement. Un dynamisme s'est créé dans le groupe, à la fois parmi les élèves, et entre les élèves et les instituteurs. Il en est ressorti une demande pour continuer des activités dans le cadre du projet.

### 3. Atelier de théâtre et de peinture

Suite à cette demande, Feeren a mis à la disposition du projet deux animateurs (l'un pour la peinture, l'autre pour le théâtre), les instituteurs continuant à participer à ces activités. Une quarantaine d'enfants ont suivi ces ateliers jusque la fin du mois d'août.

Les thèmes proposés aux enfants pour le concours scolaire de dessins ont été repris pour conduire à la réalisation de peintures sur les murs de la cour du local.

L'initiation au théâtre a abouti à la réalisation d'un sketch présenté au local de l'UNICEF le 3 septembre.

Feeren a également organisé pour les enfants une visite au Centre anti-palu.

### 4. Activités à programmer

Compte tenu du succès de ces actions auprès des enfants et de l'impact qu'elles peuvent avoir, il sera nécessaire de continuer pendant la durée du projet et de les élargir aux enfants non scolarisés et aux enfants de la rue.

i. On pourrait envisager d'introduire dans le cursus scolaire un programme de sensibilisation à l'environnement reposant sur des méthodes actives, du type Enfant pour l'enfant (voir fiche projet).

ii. Il faudra programmer, lors de la deuxième mission de la consultante fin octobre, une action en faveur des enfants non scolarisés et des enfants de la rue. Cette action pourrait être placée sous la responsabilité des deux assistantes sociales intégrées dans l'équipe du projet.

## VISITE DES ENFANTS AU PROJET PALU (avec Feeren)

### Questions posées par les enfants:

- Quelle attitude et quel comportement adopter par nous les enfants et les populations,
- Comment se manifeste le paludisme?
- Qu'est-ce qui fait que le paludisme est dangereux?
- Pourquoi le paludisme nous attrape?
- Est-il difficile de réaliser un vaccin contre le paludisme? Pourquoi?
- Comment peut-on se protéger contre le paludisme?
- Est-il possible d'enrayer la maladie?
- Combien coûtent les médicaments et quels médicaments doit-on réellement prendre?
- Pourquoi le paludisme est-il surtout répandu en Afrique?
- Est-il vrai que le paludisme compte pour 20% dans les causes de maladie?

FICHE PROJET  
ASSAINISSEMENT DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

**1. Programme de sensibilisation dans les Ecoles Primaires**

**Objectif:**

Sensibiliser les enfants aux problèmes d'assainissement et au rôle qu'ils peuvent jouer dans l'amélioration de l'environnement scolaire et de leur voisinage;

Assurer une utilisation fonctionnelle des latrines améliorées qui doivent être aménagées dans les écoles.

**Partenaires:**

Association Burkinabe Enfant pour l'enfant;

Collaboration à étudier avec Feeren qui a déjà mené pour le projet pilote des activités avec les enfants des écoles (mois de juillet) et va continuer pendant le mois d'août

**Contenu du programme:**

Introduction dans toutes les écoles primaires du secteur (les 3 écoles primaires publiques et l'école primaire privée Leroy) d'un programme reposant sur des méthodes pédagogiques actives \*.

**Le programme inclurait:**

- La formation de tous les instituteurs du Secteur (une trentaine), confiée aux formateurs de l'ABEPE: sur une durée de trois jours, formation théorique et formation pratique en atelier, production en fin de formation d'une fiche pédagogique. L'équipe d'animation du projet pilote assisterait à cette formation;

- Mise en place effective du programme:

. Appui fourni aux instituteurs par l'équipe d'animation du projet pour l'organisation d'activités ( étude du milieu, activités pratiques d'entretien et d'embellissement de l'école, représentation de saynètes et pièces de théâtre...);

. Suivi périodique (trimestriel) par les formateurs de l'ABEPE;

. Supports didactiques: duplication du matériel élaboré par le programme Epe, élaboration de matériel avec les enfants, diffusion des supports élaborés par le projet pilote

---

\* Le projet pilote a déjà amorcé en milieu scolaire des activités qui ont engendré une demande de la part des instituteurs et des enfants pour continuer une action avec les élèves. Les activités entreprises depuis juin 93 incluent: concours de dessins et de rédactions sur le thème de l'assainissement (près de 2000 élèves ont été touchés), préparation pendant quatre semaines d'une émission télévisée 'espace-enfant' (60 enfants, soit une quinzaine par écoles, sous la direction de l'ONG Feeren, et avec la participation de quatre instituteurs), atelier enfants (dessins, théâtre..) avec des animateurs de Feeren et des instituteurs pendant les vacances.

ESTIMATION DU COUT DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT \*

1. Introduction d'un programme de sensibilisation en milieu scolaire:

i. Formation du personnel enseignant aux méthodes actives:

formateurs ABEPE:	8000 x 3 formateurs x 3 jours	=	72000
ABEPE (prestation de service)	20000 x 3 jours	=	60000
instituteurs (per diem)	3000 x 30 instituteurs x 3 jours	=	270000
sous-total		=	402000

ii. Suivis trimestriels:

formateurs:	8000 x 3 formateurs x 3 suivis	=	72000
ABEPE	20000 x 3 jours	=	60000
sous-total		=	132000

iii. Matériel didactique: Forfait de 200000 FCFA par école = 800000

TOTAL 1334000

2. Séances d'information et aide à la gestion:

équipe du projet pilote, pour mémoire  
assistée par ingénieur  
du projet de démonstration

\* Il s'agit ici d'une première estimation qui devra être discutée avec l'association *Enfant pour l'enfant* lors de la seconde mission de la consultante fin octobre.

Il faudrait prévoir une enveloppe totale de 1 500 000 FCFA. En réduisant le budget matériel didactique à 100000 FCFA/école, on pourrait assurer le concours de quatre animateurs de Feeren (20 000 F/mois/animateur) sur une période de huit mois.

Le programme devrait démarrer mi-novembre après la formation des instituteurs.



Les enfants devant la porte du local de l'UNICEF, ouvert au secteur 7 pour faciliter le travail de l'équipe du projet et les contacts avec la population.



Que faire ?

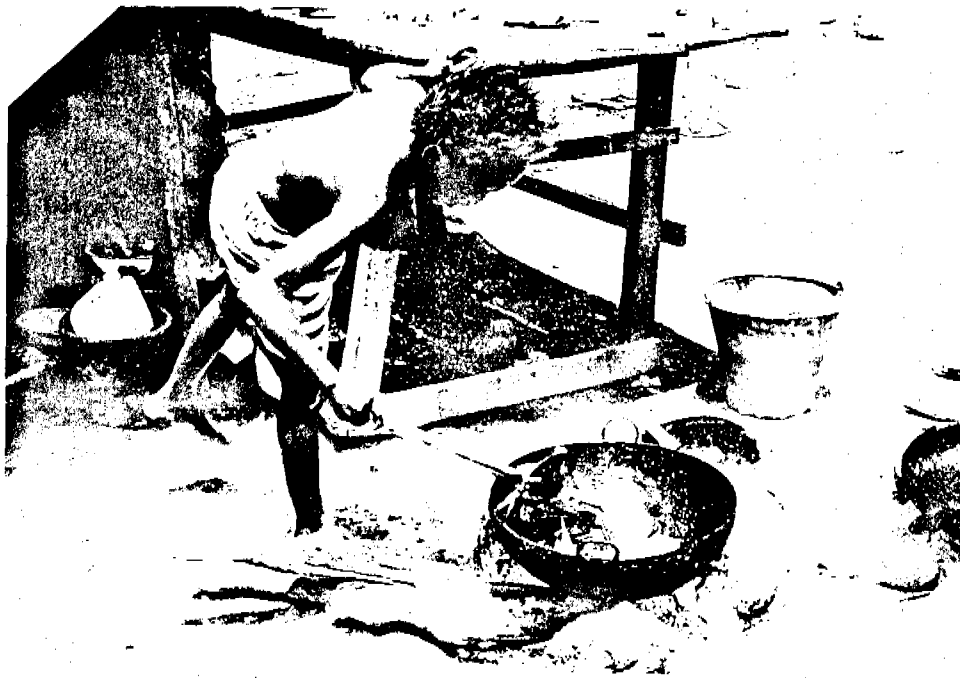


Mais d'abord, que font-ils? Suivant les résultats des enquêtes, 64% des enfants de 6 à 13 ans sont scolarisés dans le Secteur. Cependant ils sont nombreux à participer au budget du ménage et leur travail ne se laisse pas facilement comptabiliser à travers un questionnaire. Leurs activités sont diverses: marchandes de fruit ambulantes (avenue Bassawarga)...



Préparation du dolo dans la concession...





...Préparation et vente de nourriture au bord des rues...





...Blanchisseur ou apprenti cordonnier...





...Guide d'aveugle mendiant ou cireurs de chaussures.

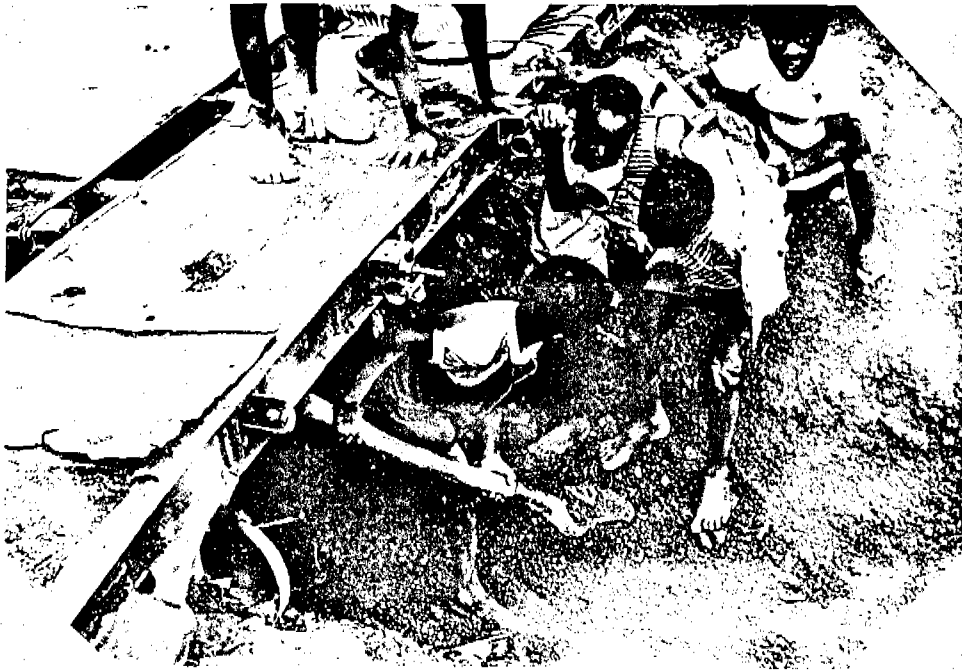




Autre activité très courante pratiquée par les enfants, et en principe interdite quand elle se fait en plein milieu de la rue,...



...l'extraction de sable, terre et gravier permettra de remblayer la cour ou de rapporter quelques FCFA.



En opérant l'extraction de terre dans les caniveaux, les enfants contribuent à leur désengorgement.



Ils participent aussi à l'entretien des voies en désherbant, bien que cette pratique puisse avoir des conséquences sur l'érosion de la chaussée en saison des pluies.



Lorsque la famille a une brouette, ce sont généralement les garçons qui vont jeter les ordures.



Autre participation des jeunes à l'assainissement, les vidanges des eaux usées... Cette opération s'effectue à la tombée de la nuit et dans des conditions d'hygiène qui se passent de commentaires.



Le Secteur 7 offre peu de possibilités de loisirs aux jeunes et en particulier aux jeunes filles. Pourtant les terrains ne manquent pas ("espaces verts", cours des écoles) mais ils sont essentiellement utilisés pour le football.



Les enfants jouent, par classe d'âge dans la rue...



...et les tout petits sont souvent livrés à eux mêmes.



## ACTIONS MENEES EN FAVEUR DES ENFANTS

Les entretiens menés avec les jeunes ont montré qu'il existe une forte demande pour des activités récréatives ou autres. D'autre part, les mères de famille s'inquiètent pour leurs filles dans un quartier réputé "malade" de la drogue et de la prostitution. Les instituteurs se plaignent de la délinquance juvénile...

Il sera donc nécessaire de programmer des actions en faveur des enfants et des adolescents dans la durée du projet et en collaboration avec la Direction des Affaires Sociales.



Avant de programmer ces actions, l'équipe du Projet a cherché à amorcer un lien avec les enfants scolarisés en proposant un concours de dessins et de rédactions sur le thème de l'assainissement. Les quelque 2000 élèves des quatre écoles primaires du Secteur 7 y ont participé (fin juin 1993).

Remise des prix: un ballon de football par école, de petits "cadeaux" individuels pour les trois premiers de chaque classe.



Grâce au concours de l'association Feeren, appuyé par les instituteurs, le projet a continué à travailler avec les enfants pendant les vacances: préparation de l'émission télévisée "Espace-Enfants", dans la cour du local de l'UNICEF. Les enfants des quatre écoles primaires du Secteur (une quinzaine par école) y ont participé.



Les enfants ont un rôle aussi important que les organisateurs dans la conception de l'émission. Ce sont eux qui proposent les chants, saynètes, histoires, danses qu'ils connaissent (cour du local de l'UNICEF).



En attendant que la pluie cesse pour filmer des séquences dans le Secteur (reportage par les enfants, à inclure dans l'émission "Espace-Enfants"), une animatrice se charge de maintenir l'ambiance.



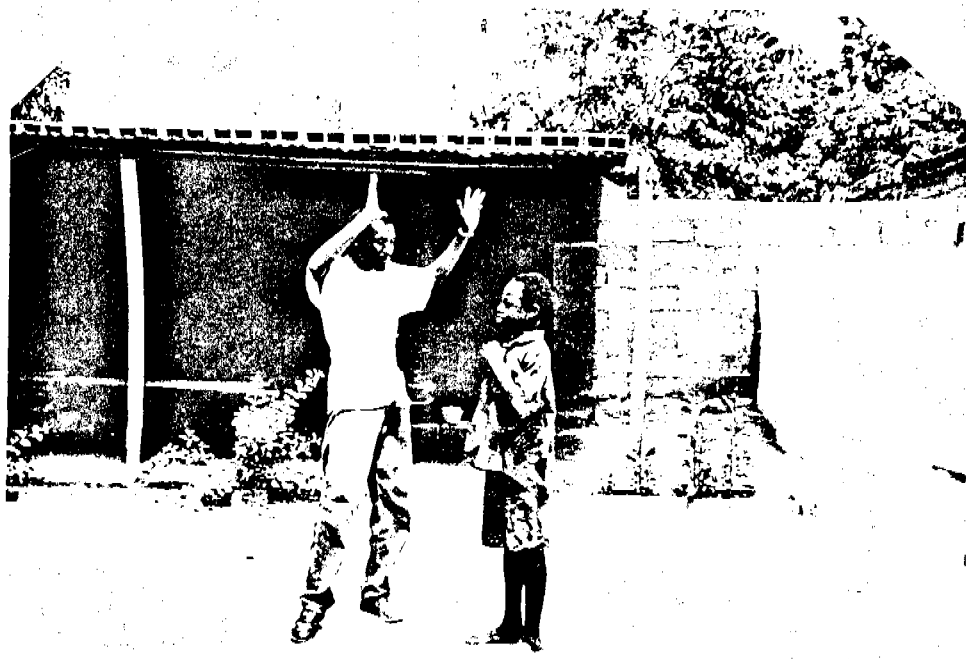
L'aboutissement de quatre semaines d'échanges élèves-Feeren-instituteurs-mamans-équipe du Projet (cour du local). L'émission est passée sur l'écran le 29 juillet et le 12 août.



Après quatre semaines, un dynamisme s'est créé dans le groupe des enfants qui se retrouvent spontanément dans la cour du local de l'UNICEF. Sur la proposition de Feeren, une mini-colonie de vacances se crée, animée par deux animateurs de Feeren et quatre instituteurs.



Une quarantaine d'enfants ont suivi les ateliers de théâtre et de peinture.

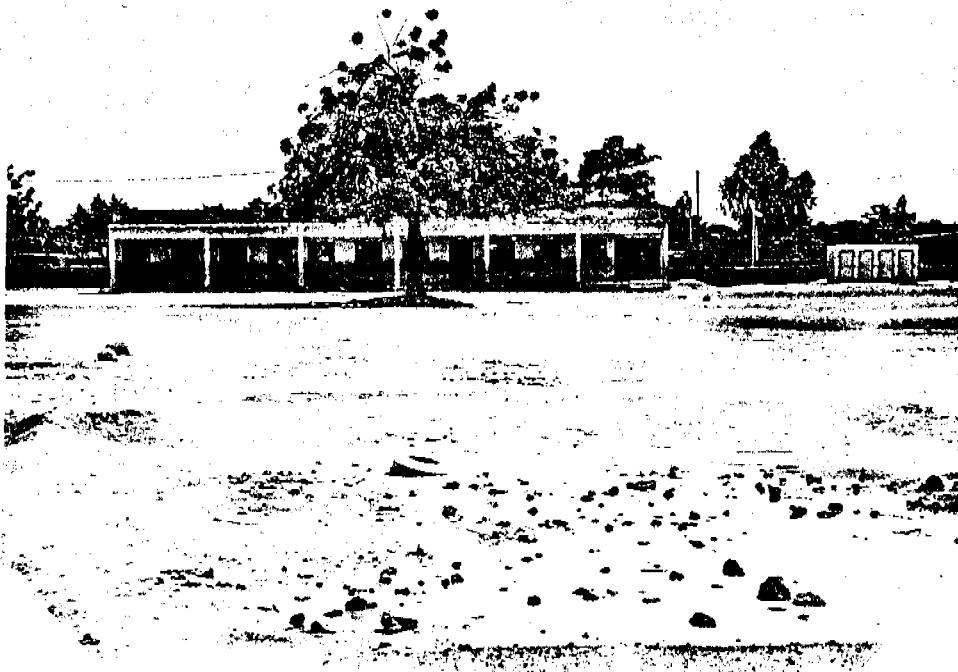


Les enfants découvrent la joie de l'expression gestuelle...





...et, dans une salle de classe mise à disposition par la Directrice de l'Ecole Samandin B, la joie de manier les couleurs et la gouache.



Mais l'environnement de l'école est triste et nu...



...Alors on va planter quelques arbres (plants cherchés à l'ONG CEFISE, présente dans le Secteur), tout en sachant que leur chance de survie est minime en raison des actes de vandalisme attendus par les instituteurs. Sur la quinzaine de plants, on espère qu'il en restera au moins deux ou trois.



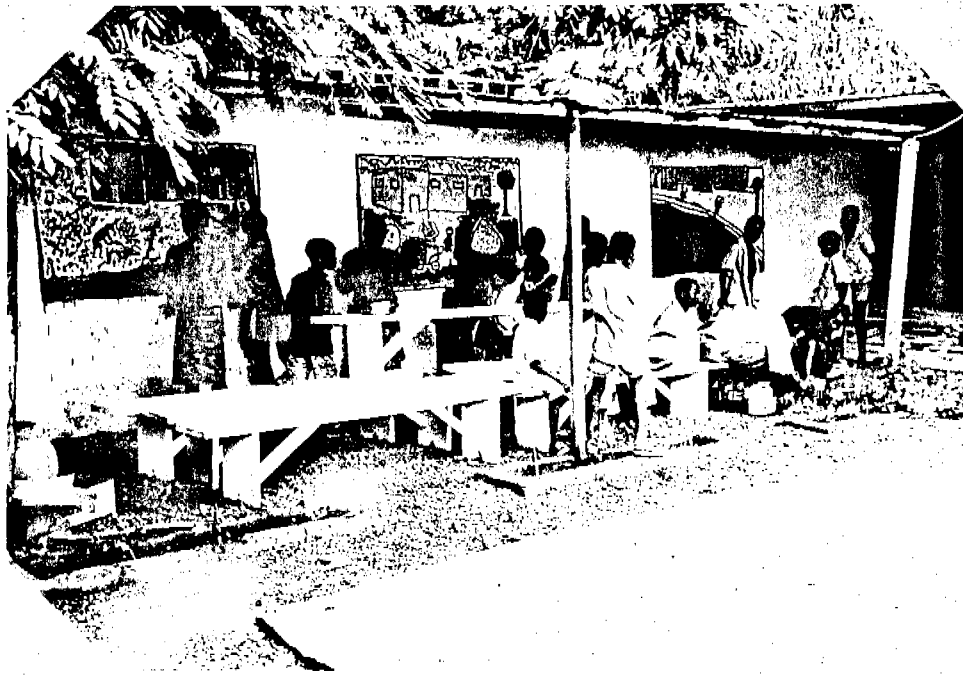
Après l'initiation de la peinture sur papier, les enfants entreprennent des tableaux muraux dans la cour du local.



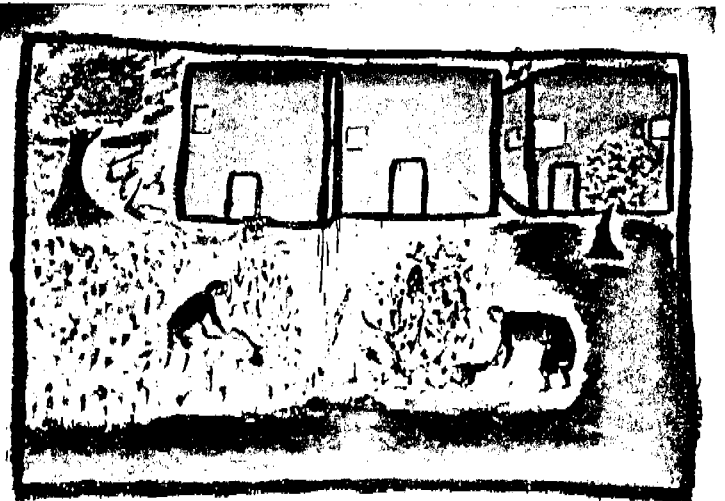
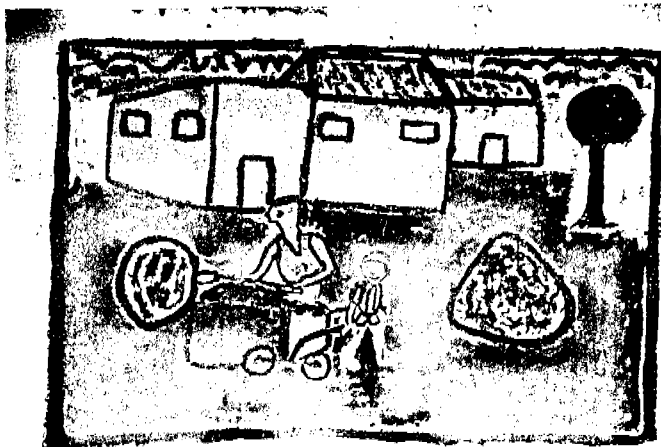
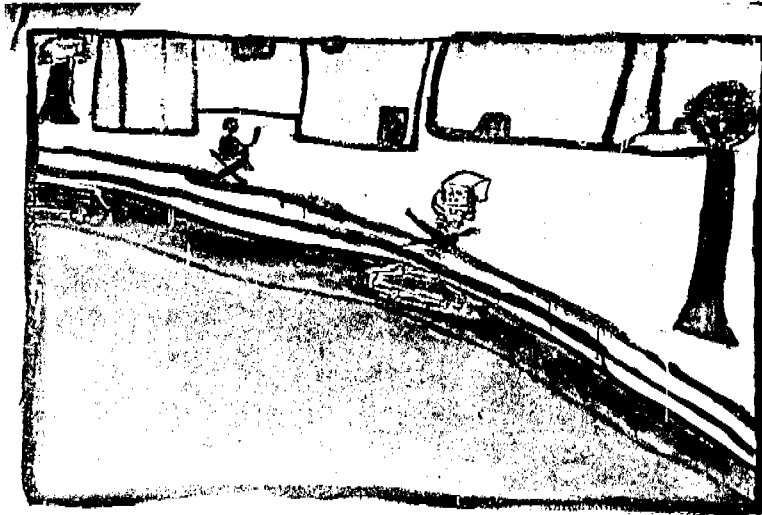
Par petits groupes, ils peignent des scènes se rapportant à l'assainissement.

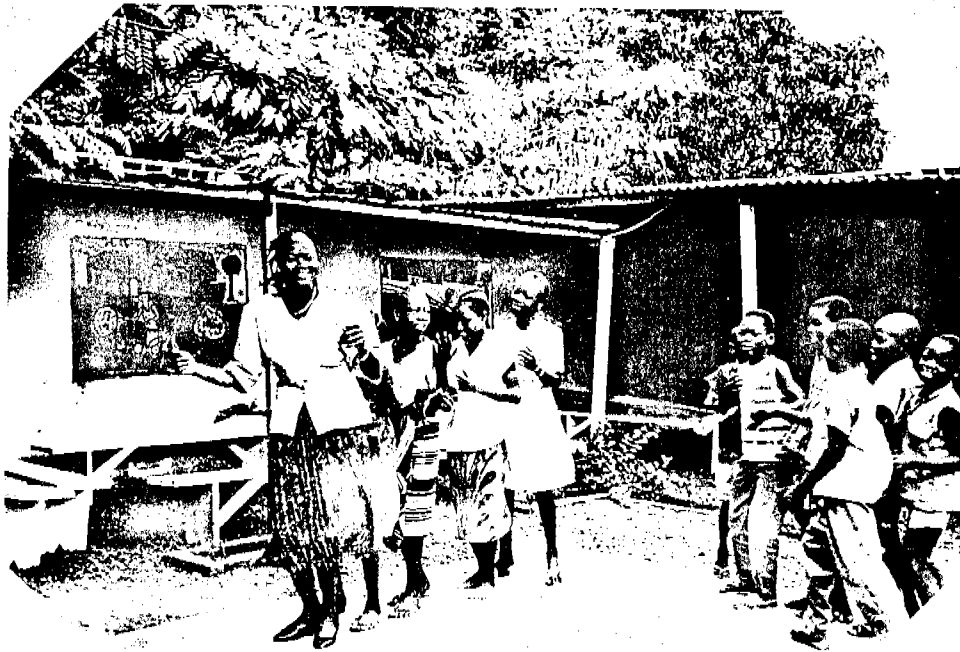






Les animateurs et instituteurs aident pour la préparation des couleurs et par leurs conseils, mais l'oeuvre reste celle des enfants et les résultats sont encourageants.

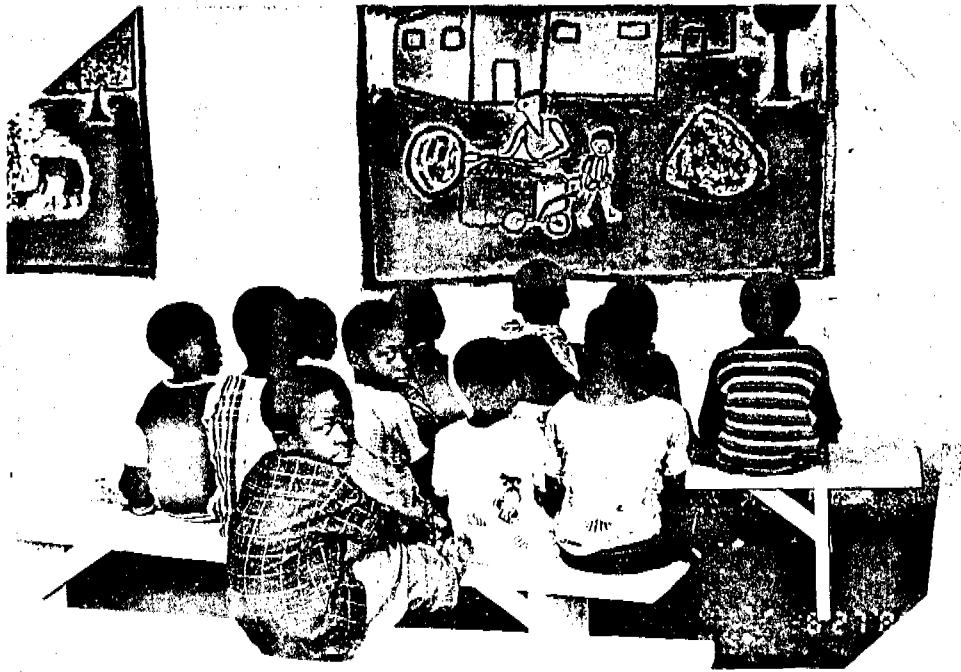




Les peintures terminées, une animatrice entonne un chant sur le Secteur 7 et sur l'assainissement...



...chant qui sera repris, avec les autres enfants du Secteur, pour encourager les habitants à participer à la la journée de salubrité organisée par le "groupe de travail" de la zone 4 en collaboration avec la Division Economique.



Les peintures murales ont attiré les enfants du voisinage. Ils se sont installés, tout seuls, dans la cour du local pour commenter les images...



...et ne se sont laissés distraire que pour la pose photo proposée par une animatrice.



A la demande des deux assistantes sociales intégrées dans l'équipe du projet, et responsables d'une colonie de vacances pendant le mois d'août, la coordinatrice nationale du CREPA (également membre de l'équipe du projet) a fait visiter une latrine à double fosse ventilée dans le Secteur 16 (projet de démonstration ONEA). Les réflexions des enfants (comparaison de cet équipement amélioré par rapport à ce qu'ils connaissent) étaient riches d'enseignement sur le rôle qu'ils peuvent jouer comme véhicules de messages de sensibilisation.

Les quelques dessins et rédactions présentés dans les pages suivantes montrent également leur sens de l'observation et leur capital de connaissances dans le domaine de l'environnement.

Leur enthousiasme à participer à des activités de groupe et la joie qu'ils ont manifestée au cours de cette ébauche d'actions menées pendant les vacances scolaires par le Projet, en collaboration avec l'association Feeren et les instituteurs, encouragent à continuer dans ce sens avec les élèves et à sortir du cadre scolaire pour toucher les enfants non scolarisés et "les enfants de la rue".

sujet: lorsqu'il pleut beaucoup d'eau  
 passe vite et ramasse les ordures,  
 ou soit des coco, des papiers, toute  
 les saleté qui sont au Burkina  
 Passa l'eau ramasse et les amène  
 dans les forêt puis au lavage.

on met le produit au lavage  
 pour que le produit lave l'eau.  
 et que l'eau devienne propre et  
 que l'on boivent. et puis l'eau  
 amène du sable.

La pluie ne pleut plus les femme  
 et les enfants sortent de leur  
 maison pour aller ramasser  
 le sable vendre. puis ya une  
 femme qui veut vendre son sable  
 avec un homme. la femme dit  
 je vais vendre 400<sup>F</sup> et l'homme dit  
 350<sup>F</sup> et la femme dit amène.

Kouaogo Marata

Sujet: Lorsqu'il pleut, comment cela se passe-t-il dans votre cour?

Quand il pleut l'eau coule dans la cour et ramène les saletés. Il raporte les feuilles sèches des arbres, sécoue les toits des cases. Tout devient sombre. Il raporte l'eau dans les canaux. La maison est plein de vauts. Les gens de notre quartier sortent et jettent les ordures dans l'eau. Ce qui sont en route et qui veut rejoindre leurs maison courts. La pluie cesse enfin, le ciel devient clair. Le vent souffle fort et il fait froid. Quand on sort maintenant on sent l'odeur de terre mouillée.

Ilboudo Aminata

Sujet n°9

vous habitez à côté d'un canal  
 que font les gens font à côté du canal?

Les gens jettent des saleté devant des canals et d'autre vienne pour enlever le saleté pour mettre dans maison et d'autre font des jardin devant des canals. Les gens font encore des arture et d'autre ramassent le saleté pour acheter et d'autre font des saleté devant des canals.

SAMANDIN A

Ouedraogo Zalissa

quand il pleut l'eau coule vers  
 les marigot, et on ramasse les  
 saléte. mon petit frère a fait des  
 cacca. Quand la pluie est tombé  
 l'eau a ramassé le cacca de mon petit  
 frère dans les marigot. Quand il pleut  
 dans notre maison. On ramasse les  
 marmite, les colbasse et le bois. Quand  
 on ramasse toute les affaires, on sort  
 et on jure dans l'eau. Quand il  
 est fini de pleuvra. On sort et on  
 ramasse les sable

## Ouedraogo Angèle

Sujet n°1: lorsqu'il y a une pluie, comment cela se passe-t-il dans  
 la rue?

quand il y a une pluie, l'eau inonde les rues. L'eau emporte  
 des ordures, il inonde des maisons, des marigots, des rivières  
 les barrages etc... L'eau a détruit des maisons. Person  
 ne ne peut traverser d'eau, il coure à plat. D'autres  
 tombe avec leur madriette, et leurs vêtements devient sale  
 Les enfants jouent dans d'eau et ils disent que ils disent  
 que après la pluie c'est agréable de vivre. L'eau emmène  
 des saoussures, des déchets, des madrits, des papiers etc...  
 L'eau inonde des et marigots. La pluie fait tomber d'autre  
 arbre, des enfants vont au marigot et au barrage pour  
 pêché des poissons.

Sujet : Lorsqu'il pleut comment cela se passe-t-il dans notre cour ?

### Developpement

Quand il commence à pleuvoir dans notre cour on ramasse les assiettes et les marmites et on les classe dans la cuisine. L'eau embale toutes les ordures qui sont dans la cour. L'eau de la pluie descend sur les toiles des cases, et embale toutes les assiettes qui sont sur les toiles le vent soufflet fort. Les feuilles sec des arbres tombent. Il pleut beaucoup l'eau est sur les terrasses et embale les ordures jusqu'à terre et l'eau qui descend sur la terre embale les ordures jusqu'à la porte. Les gens de notre quartier portent et portent les ordures et l'eau qui coule embale toutes les ordures. et l'eau coule par les canales. et jusqu'au barayé. La terre est bien de boue. Quand il pleut le quartier est tout sales qu'on peut pas voir avec les yeux.

La saleté m'est pas bonne  
car ce que ça donne beaucoup  
de maladies qui sont très mortelles.

Nikiema Pélagie



Sujet n° 2

Vous habitez à côté d'un canal. Qu'est-ce que les gens font à côté du canal ?

J'habite à côté d'un canal. Les gens viennent jeter des eaux sales dans le canal d'autres ordures et parfois les enfants viennent faire leurs selles dedans et il y a des femmes qui n'ont pas de WC et ils <sup>prennent</sup> les selles de leurs bébés mettent là-bas il y a des <sup>hommes</sup> qui ramassent du sable dedans.

Ouedraogo Auguste

Quand vous habitez à côté d'un canal il y a des ballades à côté de la canal. Les gens se baignent pour regarder l'eau qui coule. Il y a d'autres sucs à côté dans le canal, il font jeter du poison, d'autres font pousser des gens et ils tombent dans l'eau. Les grandes chasses les enfants de partir à la maison. Sur le canal il y a de l'eau contaminé. Les gens tombent dans l'eau contaminé. Les gens tombent dans l'eau d'autre mur d'autre part vite. Quand nous voyons pas qu'il donne des maladies graves.

Zangrana Clémentine

Rédaction

Sujet : Quand il pleut, comment cela se passe-t-il dans votre maison ?

Dans notre maison quand il pleut il y a l'eau qui pénètre par tout, et on ne peut pas sortir dehors.

Ensuite il y a la boue quand la pluie sèche de pleuvoir il y a la boue et il faut l'en-tôt sauté d'une pierre à l'autre pour sortir.

Et dehors l'eau coule comme dans une barage et nous profitons de cette coulément de l'eau pour ramassé les ordures de la cour pour jeter dans l'eau, et l'eau emporté les ordures au marigot.

Quand la pluie pleut, l'eau n'arrive de rentrer dans notre chambre et ça aussi c'est un problème pour nous.

Abga Ferdinand

Sujet n°1:

Lorsqu'il pleut, comment cela se passe  
t-il dans la rue ?

Lorsqu'il pleut, dans la rue il y a beaucoup  
d'eau. Le sol est humide. Là où il y a des  
trous, l'eau est là-bas beaucoup. cela  
peut <sup>faire</sup> 2 ou 3 jours même avant de sécher.

Partout dans la rue il y a de l'eau.  
Si tu passes là-bas même tu peux glisser  
et tomber. L'eau coule à flot et emporte  
les saletés, les urines, etc. si tu rentres  
là-bas tu peux tomber malade. L'eau coule  
et <sup>sa</sup> va dans les canalis qui transmet  
ça dans le garage.

Pitroipa Karatimi

Rédaction

Sujet n°1

Lorsqu'il pleut, l'eau coule, vers le garage il y a des saletés dans  
l'eau on peut aussi voir des serpents des margouilles. l'eau  
coule à flot, et il y a l'inondation sur la rue les gens tombent.  
les gens sortent, ils enlèvent les saletés il file il viennent il ras  
l'eau pleut aussi ramasse des bois. l'eau peut aussi tomber  
les maisons.

## Redaction

Sujet : Racontez une journée de salubrité dans votre secteur

Aujourd'hui c'est une journée de salubrité dans mon secteur. Hommes, femmes et enfants sortent de leur maisons. Chacun dans sa main un outil de balaye.

Balais, râteaux, pelles, seaux, brochettes, dalbas, etc.

Le balayage commence, les femmes balayent avec des balais, les hommes avec leur brochette viennent ramasser et vont mettre en tas. Les enfants entrent dans les ports pour faire sortir les déchets. Les jeunes avec des râteaux et des dalbas, et des coupe coupe couvrent les herbes et les ramament et vont mettre en tas. Ainsi le balayage continue on balaye les maisons, les alentours, la route, d'autres vont au dispensaire, dans les maternités pour balayer. Certains les parent les W.C. on vide les poyelles

Les camions ~~viennent~~ ramasser les ordures. D'autres ordures sont entassées, puis on brûle.

A maintenant le balayage est terminé. on se lave, les mains avec du savon. Les filles vont chercher de l'eau à la fontaine; on boit, puis on se repose.

Les gens ont fait cela pour lutter contre certaines maladies. Surtout pour être en bonne santé.

Pour que certains en voyant cela, puissent faire comme ça pour rester en bonne santé.

## Rédaction

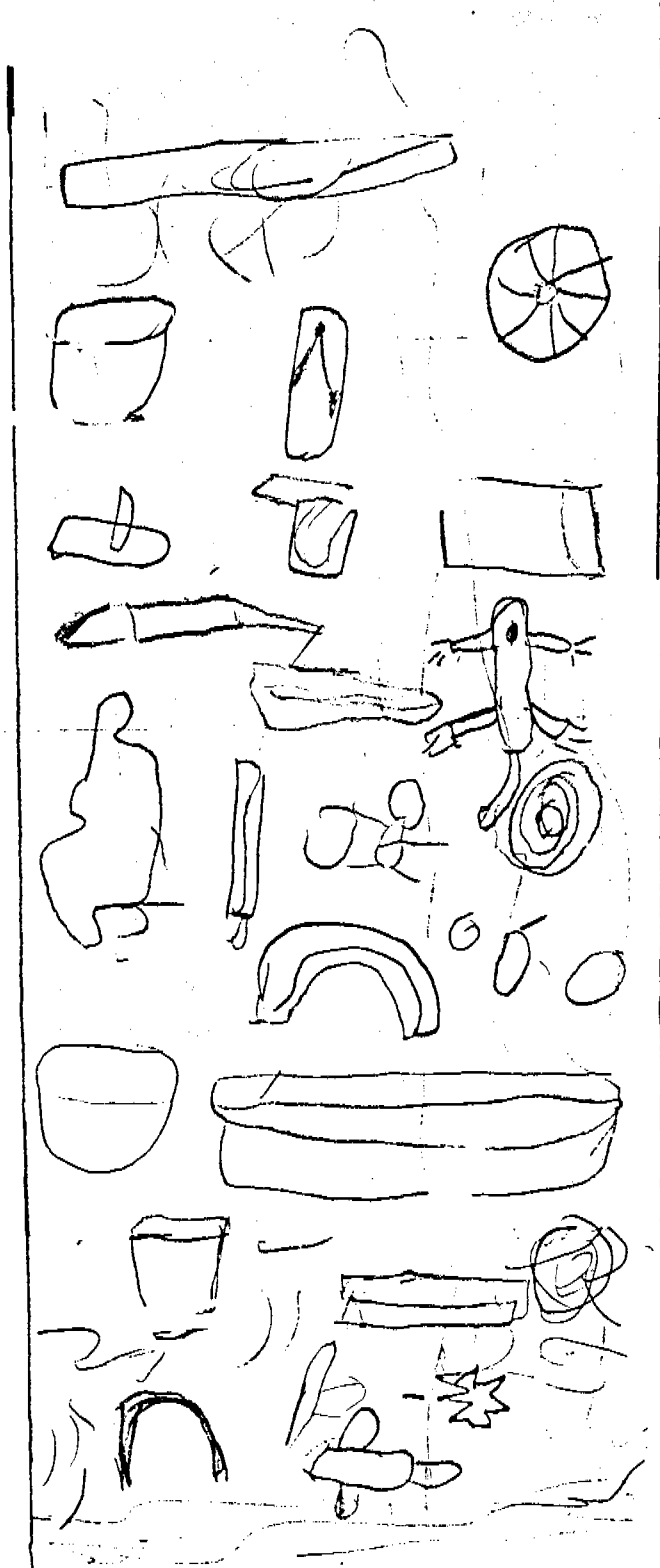
Sujet - Racontez une journée de salubrité dans votre secteur.

Demain l'ONEA, et les gens du secteur vont organiser, pour faire des salubrité de notre secteur.

● C'est le jour que ONEA, et les gens du secteur avaient, promis pour faire dans notre secteur, les salubrités que les gens font dans notre secteur. ONEA dit, les gens du secteur, si vous balayez la cour de votre maison, ne jetez pas à côté de votre maison, jettent loin de votre maison, et ne jettent pas l'eau n'ai porte quels, ne creuse pas creux de votre maison ou la maison de votre voisin, protègent vos aliments contre les mouches, ne jetez pas de l'eau potable, ne jetez pas votre maison et jettent les ordures dans la cour de votre voisin. Si vous n'a pas de cabines, vous demande les gens de ONEA ils vont vous donner les creuses la terre trou et met les tuyau et vous donne la date. L'ONEA fait la confiance.

Depuis ce jour là les gens de notre secteur respectent les ordres de l'ONEA et le secteur devient propre.

Il y a un fossé qui passe <sup>l'usage</sup>  
devant votre maison, dessinez  
ou dites ce qu'il y a dedans.



sujet il ya un camion devant  
votre cour dessinez ce que il  
ya de dans

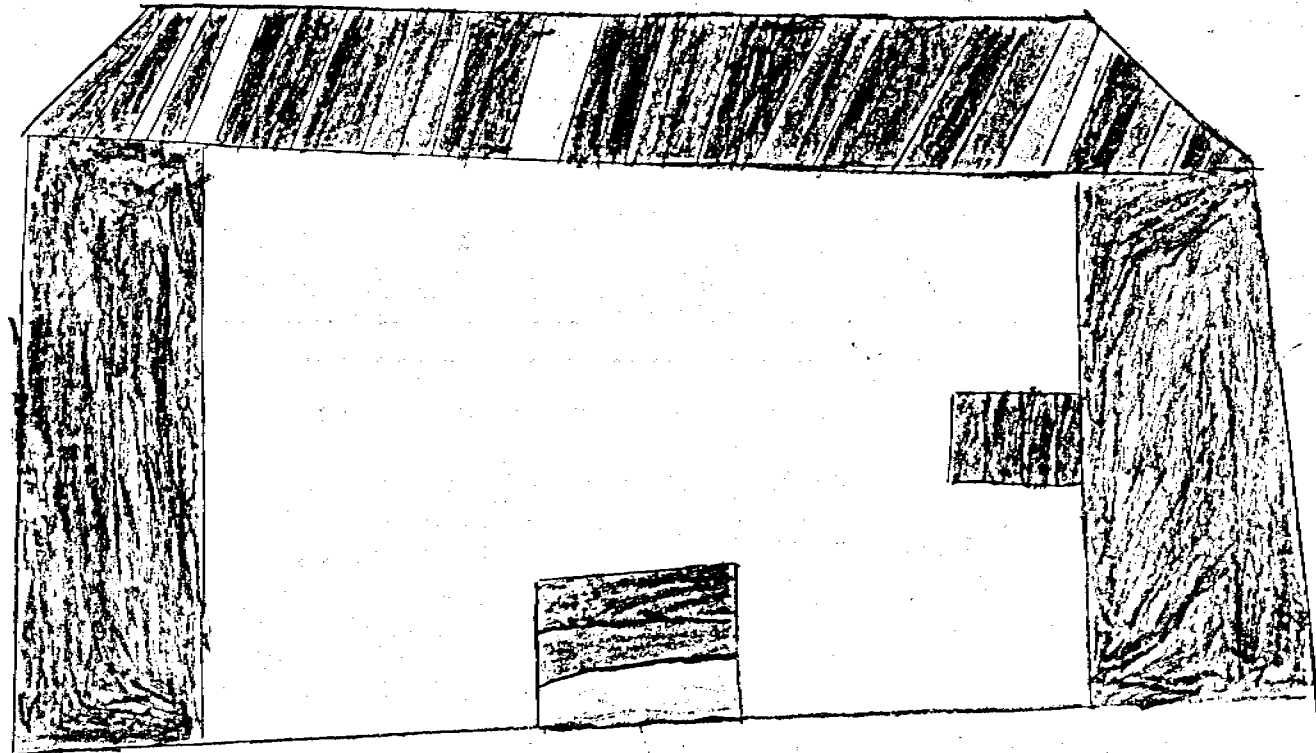


la route

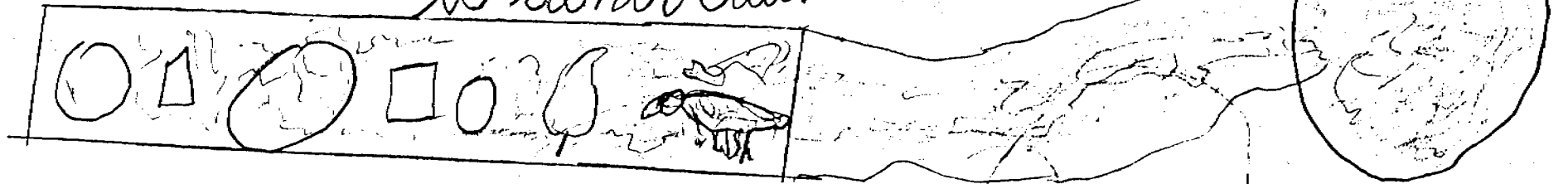
camion

Mardi le 15 juin 1993.

Concours de dessin



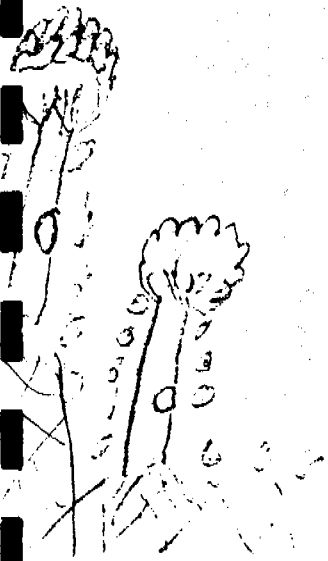
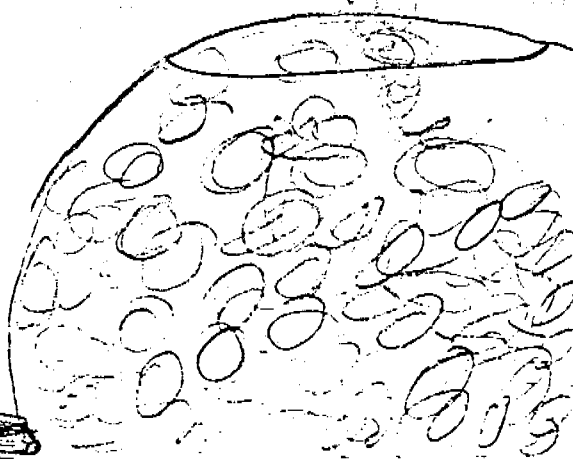
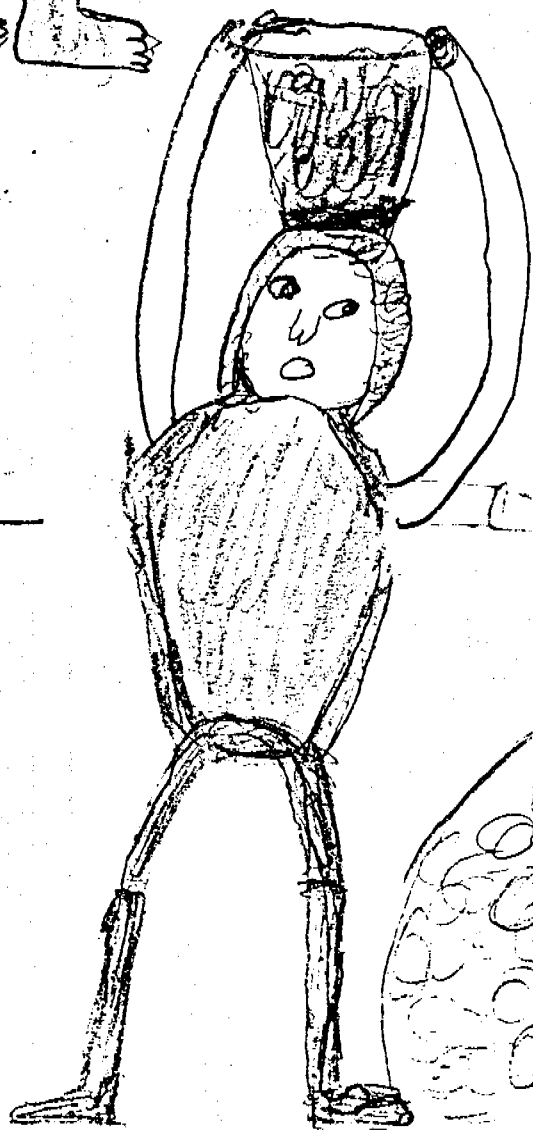
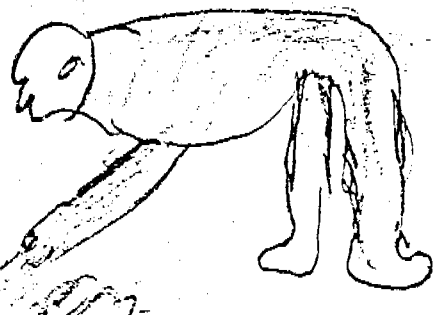
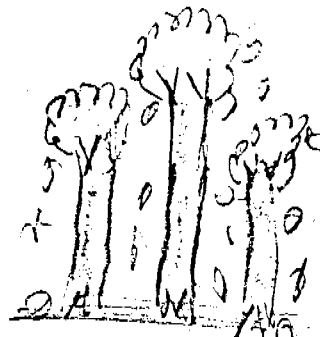
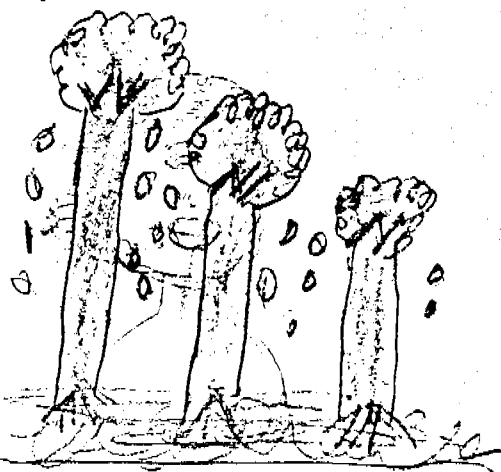
le caniveau.



l'eau coule avec les saletés

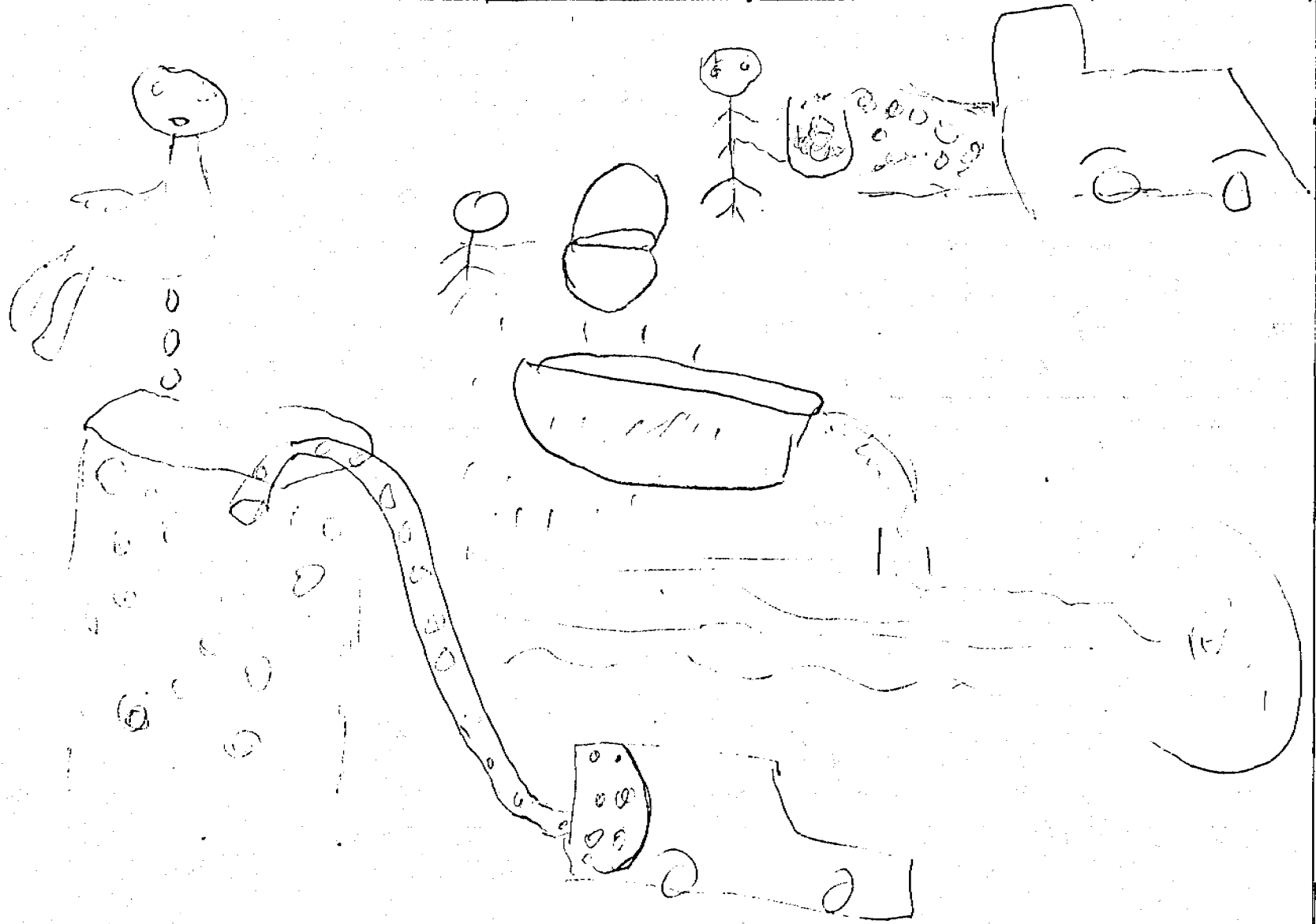


Subject 1

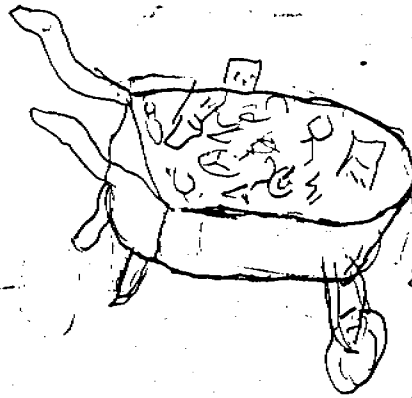
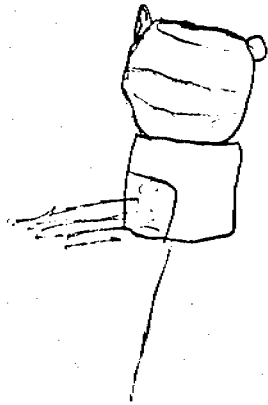
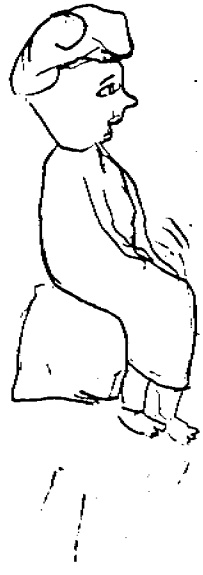
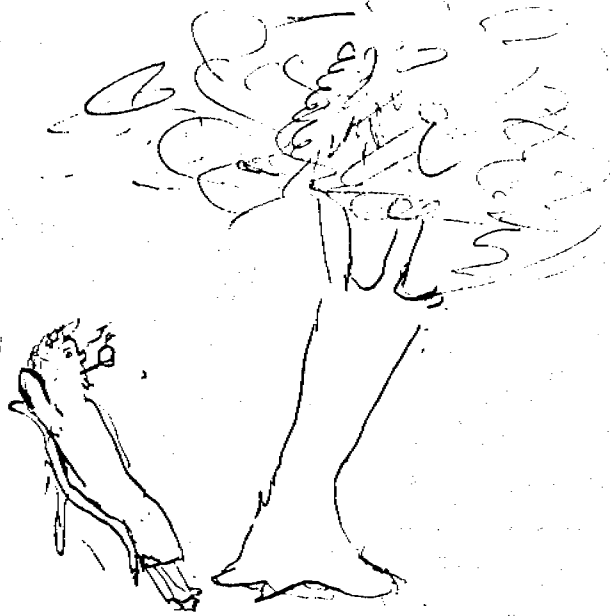
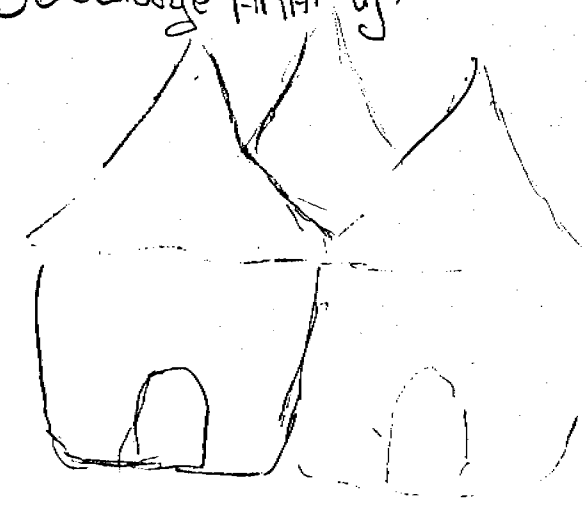


Jeudi le 29 juillet 1993

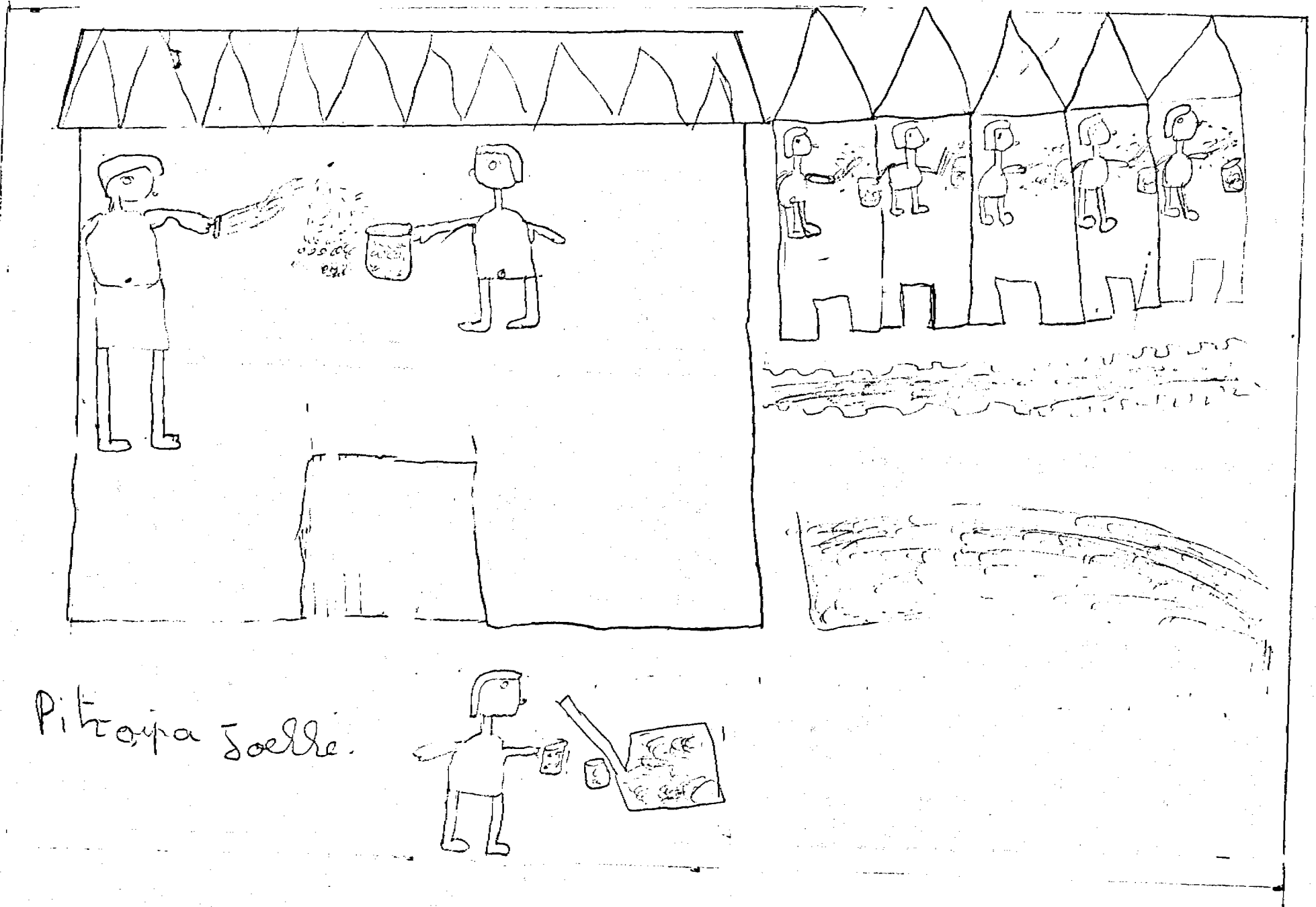
06/13  
Berkin



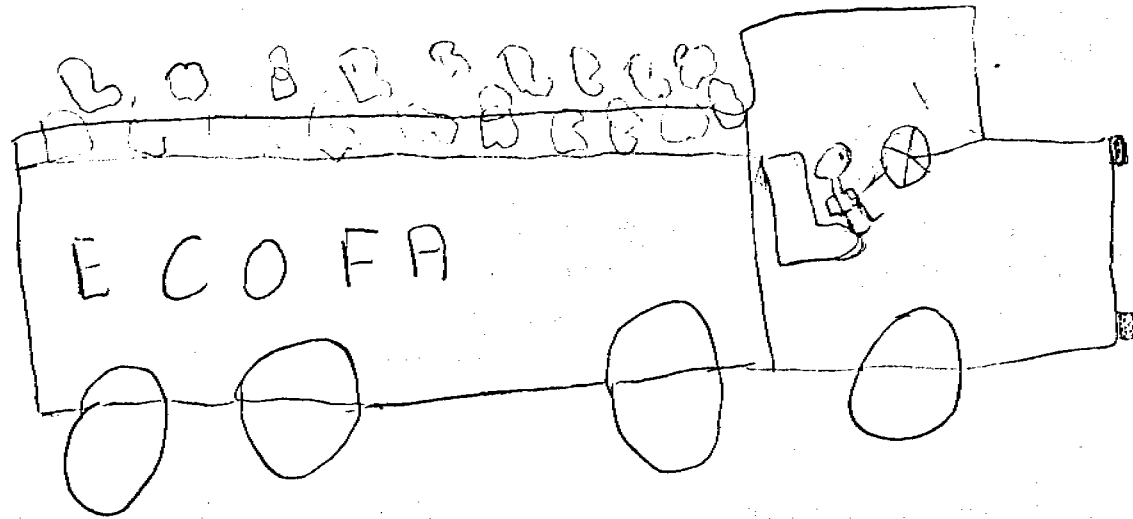
Abdoulaye AKANIDJI



8 cucu, te 28 dia (set 1999)



Pitaya Soelle.



IL BouDo-Diane

Conducteur N°33  
Tournage du 16.07.93  
Diffusion le 23 juillet + 12 août  
Thème : La salubrité et l'assainissement  
(Feeren)

- 1 - Générique
- 2 - Ballet : Bii ka um neda ye
- 3 - Chri/Mich.: Bonjour.
- 4 - Les enfants: Bonjour et bienvenu à Samandin
- 5 - Christian : Merci. Eh bien, Micheline, aujourd'hui, Espace Enfants et tous ses fidèles amis sont invités à Samandin, dans le secteur 7 de Ouagadougou. Et c'est vraiment dans la joie et dans la bonne humeur que nous sommes accueillis.
- 6 - Micheline : Effectivement, c'est un réel plaisir de se retrouver ici, dans cette cour avec beaucoup d'enfants de 4 écoles du secteur. Ils se sont mobilisés depuis quatre semaines pour offrir une émission dynamique, drôle, sur la salubrité et l'assainissement de leur quartier. Au cours de cette émission, nous discuterons, je crois, avec bien d'autres invités.
- 7 - Christian : Oh! oui, pour parler de ce sujet brûlant, deux mères de famille se sont jointes à nous ce soir. Il y a également des représentants de projet Unicef assainissement. qui nous expliqueront leur rôle et ce qu'ils entendent faire avec les habitants du quartier.
- 8 - Micheline : Nous aurons en plus des reportages et une séquence de pièce de théâtre sur le sujet.
- 9 - Christian : Youpi, j'aime les pièces de théâtre.
- 10 - Micheline : Qu'est ce que tu viens de dire pour commencer ta phrase ? Tu peux le reprendre pour moi ?
- 11 - Christian : J'ai dit, Youpi, pourquoi ?
- 12 - Micheline : C'est un mot magique, tu vas voir : You youpi
- 13 - Chant des enfants: You youpi allao
- 14 - Micheline : Tu vois! chaque fois que tu diras ce mot, les enfants de Samandin bougent. Alors essaye de maîtriser ton enthousiasme.

I .

- 15 - Micheline : Ouagadougou en 1993 est une très grande ville, mais une ville qui n'est pas propre. La conséquence d'une telle situation sur la santé de ses habitants, particulièrement des plus petits, est catastrophique. A travers le reportage que nous allons suivre, les enfants de Samandin, nous montrent leur quartier et leurs inquiétudes sur l'environnement qui leur est proposé pour vivre, jouer et grandir.
- 16 - REPORTAGE
- 17 - Micheline : Voilà, Samandin n'est pas plus sale qu'un autre quartier et les problèmes soulevés dans ce reportage se trouvent partout ailleurs. Alors Mme ..... pourquoi avoir choisi Samandin et qu'est ce que votre projet ?
- 18 - Mme :
- 19 - Micheline : Nous allons demander à une des mamans de nous dire comment elle reçoit ce reportage. Est ce que la saleté dans le quartier la touche ?
- 20 - Une maman, Mme NAYAONGUE Bernadette: Réponse
- 21 - Christian : Les enfants ont fait des dessins, nous allons les montrer, qu'en pensent elles ? Est ce vraiment un sujet préoccupant dans le secteur ?
- 22 - Micheline distribue aux mamans les dessins tout en disant les thèmes traités:
- 23 - Les mamans: Commentent les dessins et parlent du quartier (mooré-jula)
- 24 - Micheline : Je crois que les enfants ont dessiné ce qu'ils voient. A eux donc la parole, n'est ce pas, Christian ?
- 25 - Christian : D'accord, mais auparavant les filles font leur entrée en Tchekeba.
- 26 - Danse : Tchekeba.
- 27 - Micheline : Mais, mais, regarde avec quelle maladresse les garçons essayent de les imiter. Il faut qu'ils prennent des cours de danse...
- 28 - Christian : Vous êtes des élèves de Samandin A B C et de l'école privée Le Roy. Prenez vous soin de la propreté de votre école ? Comment faites vous ? (Poubelles, balayage etc...).
- 29 - Enfants : Réponses

- 30 - Micheline : Les ordures, vous les mettez où ?
- 31 - Enfants : Réponses
- 32 - Micheline : Vous êtes nombreux à l'école, comment faites vous pour faire pipi ou aller à la selle ?
- 33 - Enfants : Réponses
- 34 - Christian : Je sais que le problème des latrines est général et parfois, il n'y en a pas assez dans les écoles. Les mauvaises odeurs incommodent tout le monde. Mais vous, quelle est la situation dans votre école ?
- 35 - Enfants : Réponses
- 36 - Christian : A la maison, vous prenez soin de vos petits frères ou soeurs. Comment faites vous ?
- 37 - Enfants : Réponses
- 38 - Micheline : L'école, c'est le domaine des enfants et des enseignants. Si l'on vous demandait de faire des propositions pour améliorer, que diriez vous ?
- 39 - Enfants : Réponses
- 40 - Christian : Je suis sûr que vos suggestions seront entendus et tout à l'heure nous reviendrons sur comment faire. Pour l'instant, nous allons chanter et réciter. D'abord : Toto, tu es sale; un songe et un ballet.
- 41 - Récitation: Toto, tu es sale.
- 42 - Récitation: Un songe.
- 43 - Ballet : Salam
- II.
- 44 - Micheline : Le problème des ordures et de leur évacuation est très important et parfois source de conflit comme nous le montre d'ailleurs cet extrait de la pièce réalisée par des jeunes du secteur.
- 45 - Pièce de théâtre:
- 46 - Micheline : Cette séquence nous met au coeur du problème. Où mettez vous les ordures ménagères ? Faites vous comme l'enfant de la pièce ?
- 47 - Enfants : Réponses
- 48 - Christian : Attention Micheline. Ya! you!
- 49 - Enfants : You youpi allao!



- 50 - Micheline : Tu vois, je t'ai dit de maîtriser ton enthousiasme.
- 51 - Christian : Je n'ai rien fait, j'ai voulu seulement imiter le karatéka en faisant .....
- 52 - Micheline : Chut! ne dis surtout pas le mot.
- 53 - Christian : Bon. Eh bien maman Bernadette, comment les gens du quartier font ?  
En tant que mère de famille, êtes vous contente de la situation actuelle ?
- 54 - Maman Bernadette: Réponse
- 55 - Micheline : Mme ..... n'y a t'il pas danger pour la population, surtout en hivernage ?
- 56 - Mme : Réponse
- 57 - Micheline : Vos réponses, de même que l'enthousiasme des enfants montrent que l'espoir est permis. Alors faisons une belle pause culturelle avant d'envisager des solutions.
- 58 - Christian : Dans ce cas nous allons parler d'un de tes parents Mossis d'abord. Sinaré, raconte.
- 59 - Sinaré : Raconte
- 60 - Christian : Ah! ah! Piguilim...
- 61 - Les enfants: Piguilim, Piguilim
- 62 - Micheline : Bon, je ne t'en veux pas. Ecoutons plutôt colin-colin et la destinée.
- 63 - Chant : Colin-colin
- 64 - Chant : La destinée
- 65 - Christian : La propreté, c'est aussi quand les enfants lavent leurs habits. Samandin nous en fait témoignage à travers un ballet.
- 66 - Ballet : Mba ka fani ko
- 67 - Micheline : Cela nous montre que vous pouvez participer à la salubrité et à l'assainissement de votre quartier. Que proposez vous de faire ?
- 68 - Les enfants: Réponses
- 69 - Christian : Et vous, nos mamans ?
- 70 - Les mamans: Réponses
- 71 - Micheline : Le mot de la fin vous revient Mme.....

- 72 - Mme : Réponse
- 73 - Christian : Ah! quelle chaleur! avec toutes ces lampes.
- 74 - Chant : Ah! quelle chaleur!
- 75 - Micheline : Décidément, vous êtes plein de ressources et Christian n'y peut rien. Que nous proposez vous pour la fin ?
- 76 - Les enfants: Kooma Tara Kamba.
- 77 - Micheline : Alors, c'est sur cette danse que nous vous disons au revoir. Nous reviendrons vous voir pour vérifier que Samandin donne bien l'exemple.
- 78 - Danse : Kooma Tara Kamba
- 79 - Chri/Mich : Au revoir et à la semaine prochaine.
- 80 - Générique de fin.

**Le programme**  
**L'ENFANT** pour l'enfant

**une éducation**  
**pour la santé**  
**au service**  
**des enfants**  
**et de**  
**la communauté**  
**toute entière**

Pour tout renseignement  
sur le programme ou l'association  
adressez-vous à :

A.E.C./Epe 01 - B.P. 4076  
OUAGADOUGOU - 01/BF  
Tél. : 30-63-23

**aider les enfants**  
**à s'entraider**  
**partout**  
**dans le monde**



**Association**  
**Burkinabè**

**L'ENFANT** pour l'enfant  
**(AB/Epe)**

**Assainissement  
des équipements collectifs**

Fiche projet établie par J. BARRO  
en collaboration avec l'ONEA,  
finalisée par A. Manou-Savina

## FICHE PROJET

### FORMATION DES ARTISANS A LA CONSTRUCTION d'OUVRAGES d'ASSAINISSEMENT AMELIORES

#### SECTEUR 7 de OUAGADOUGOU

---

#### Le Contexte

1. La préparation du troisième projet pilote d'amélioration des conditions de vie à Ouagadougou comporte une composante assainissement. Parallèlement à ces études, un projet pilote est en cours dans le secteur 7 de la ville et a pour objectif d'initier, à la demande des communautés, des actions concernant l'amélioration du cadre de vie et d'établir une coopération entre les communautés et les autres acteurs institutionnels.

#### Les Objectifs

2. Habituellement les ménages font appel à des artisans pour la construction des équipements sanitaires sur leur parcelle. Le projet propose de former les artisans identifiés dans le secteur 7 à la construction de systèmes d'assainissement améliorés : latrine ventilée, latrine à chasse à faible volume d'eau et puisards. L'amélioration de l'état sanitaire sur les parcelles permettra de limiter les rejets d'eaux usées sur l'espace public et les caniveaux.

#### Les Conditions de Réalisation

3. Les artisans seront encadrés pour la formation par les ingénieurs du projet de démonstration en assainissement autonome de l'ONEA (se déroulant dans le secteur 2 et 16 de Ouagadougou) et le CREPA National dont la représentante fait partie de l'équipe du projet de démonstration.

4. Les ouvrages construits pour la formation des artisans se feront sur les sites suivants du secteur 7: Ecole Maternelle (2 blocs de 2 latrines), Dispensaire (réhabilitation de la latrine), Local UNICEF (réhabilitation de la latrine), Parcelles (1 latrine à chasse manuelle, 1 latrine ventilée, 1 puisard).

5. En mars 1993 le Plan Stratégique d'Assainissement des Eaux Usées de Ouagadougou a recommandé, afin de favoriser le développement de l'assainissement autonome, l'utilisation d'une partie de la taxe d'assainissement pour le financement des dalles de latrines et puisards et des conduits de ventilation. Ce principe sera appliqué pour la construction des ouvrages servant à la formation des artisans. De plus, l'ONEA prendra en charge les frais de formation des artisans et des formateurs ainsi que le financement des moules.

6. Les parents d'élèves financeront les travaux de terrassement et les apports de sables et de gravier.

7. L'UNICEF financera le complément constitué par des matériaux (gravier, ciment, fer, chevrons, toles et divers).

Budget et Plan de Financement

8. Le projet à un montant global de 1 692 000F CFA.

9. Répartition des Financements:

ONEA	600 000 FCFA	35%
Bénéficiaires	416 000 FCFA	25%
UNICEF	675 000 FCFA	40%
	<hr/>	
	1 691 000 FCFA	100%

## Programme de Formation des Artisans du Secteur 7

Test de Sélection

1. La formation commencera par un test de sélection des artisans pré-identifiés dans le secteur 7. Le test de sélection durera une journée et comprendra les étapes suivantes:

- (a) test théorique et pratique
- (b) délibération avec l'équipe de projet et sélection définitive des artisans

Formation Théorique

2. Pendant trois jours les artisans suivront une formation théorique selon le programme suivant:

- (a) jour 1
  - 8h-8h30 : . présentation du projet
  - . organisation administrative
  - 8h30-10h30 : . description des maladies liées au péril fécal  
et à l'hygiène du milieu
  - . modes de transmission
  - . les moyens de lutter contre les maladies
  - . caractéristique des latrines à fosses ventilées (VIP)
  - 10h30-12h
  - 13h-15h . étapes de construction
  - . méthode d'entretien des VIP
  - . coûts de construction
- (b) jour 2
  - 8h-9h : . projection du module de formation Banque mondiale sur les VIP et discussions
  - 9h-12h : . description et fonctionnement d'une latrine à chasse manuelle (TCM)
  - . étapes de la construction
  - . entretien et coûts
  - 13h-15h : . projection du module de formation Banque mondiale sur les TCM et discussions
- (c) jour 3
  - 8h-10h30 : . description d'une fosse septique, d'un puisard
  - . description des différents cas rencontrés pour la réhabilitation d'une latrine traditionnelle
  - 10h30-12h : . coûts des fosses septiques, puisards et réhabilitations
  - 13h-15h : . évaluation de la formation théorique

Formation Pratique

3. La formation pratique consistera dans la construction de différents types d'ouvrages indiqués au point 4 de la fiche de projet et durera environ 20 jours.

Evaluation

4. Une journée d'évaluation réunira les maçons pour visiter les ouvrages construits et en salle.

Devis des Quantités de Matériaux et des Coûts: Répartition par Intervenant

**Contribution de l'UNICEF**

Désignation	Unités	Quantités	Prix unitaires (FCFA)	Prix total (FCFA)
Briques de 15	u	130	125	16 250
Tôles ondulées	u	11	2000	22 000
Chevrons	ml	9	600	5 400
Briques de 10	u	430	110	47 300
Claustra pour conduits de ventilation	u	84	125	10 500
Ciment	tonne	3,5	60 000	210 000
Sable	6m3	4	22 500	90 000
Gravier	6m3	2	22 500	45 000
Fer TOR o 6	u	28	1 200	33 600
Fer TOR o 8	u	5	2 000	10 000
Fer TOR o 10	u	15	2 500	37 500
Fer d'attache	u	10	200	2 000
Pointes	paquet	1	500	500
Portes	u	5	15 000	75 000
Grillage anti-mouches	ml	6	2 000	12 000
Fil de fer	u	2	3 000	6 000
Tyrolienne	forfait		25 000	25 000
Divers				25 000
<b>TOTAL UNICEF</b>				<b>673 050</b>
			arrondis à	<b>675 000</b>
				=====

**Contribution de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA)**

Désignation	Unités	Quantités	Prix unitaires (FCFA)	Prix total (FCFA)
<b>Matériaux:</b>				
. Dalles VIP	u	1	19 000	19 000
. Puisard-TCM	u	3	6 000	18 000
. Cuvette siphon	u	1	7 000	7 000
. Tuyau de ventilation	u	126	125	15 750
<b>Moules:</b>				
. Briques	u	2	19 000	38 000
. Trou de défécation	u	4	12 000	48 000
. Trou de ventilation	u	4	12 000	48 000
. Pose-pieds	2	6	6 000	36 000
<b>Perdiems:</b>				
. 6 Maçons	semaine	4	6 000	144 000
. 2 Fabricants de dalles	jours	2	9 000	18 000
. 2 Formateurs	jours	26	4 000	208 000
<b>TOTAL ONEA</b>				<b>599 750</b>
			arrondis à	<b>600 000</b>
				=====



**Contribution des Bénéficiaires**

**Latrine familiale VIP**

- . Fouille
- . Matériaux de construction 85 000
- . Main d'oeuvre

**Latrine familiale à chasse manuelle**

- . Fouille
- . Matériaux de construction 75 000
- . Tuyaux PVC
- . Main d'oeuvre

**Puisard dans une concession familiale**

- . Fouille
- . Tuyau PVC 12 000
- . Matériaux de construction

**Réhabilitation de deux blocs de deux latrines à l'école maternelle**

- . Fouille de deux fosses
- . 1 000 briques de 15 125 000
- . Main d'oeuvre 50 000

**TOTAL DE LA CONTRIBUTION DES BENEFICIAIRES**

**416 000**

=====

FICHE PROJET  
ASSAINISSEMENT DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS: ECOLES ET MARCHES  
SECTEUR 7 de OUAGADOUGOU

Le Contexte

1. La préparation du troisième projet pilote d'amélioration des conditions de vie à Ouagadougou comporte une composante assainissement. Parallèlement à ces études, un projet pilote est en cours dans le secteur 7 de la ville et a pour objectif d'initier, à la demande des communautés, des actions concernant l'amélioration du cadre de vie et d'établir une coopération entre les communautés et les autres acteurs institutionnels.

Les Objectifs

2. Le secteur 7 compte trois écoles primaires publiques regroupant 1 786 élèves. L'assainissement en milieu scolaire est soit non fonctionnel soit insuffisant compte tenu du nombre d'élèves des écoles. On compte, en moyenne 99 élèves par classe et une latrine pour quelque 178 élèves. Les toilettes à chasse réservées aux enseignants ne sont pas fonctionnelles. Assainir l'environnement scolaire est une priorité avant la rentrée prochaine.

3. Les commerçants du marché de Kuken ont financé le début de la construction des fosses d'un bloc de latrines mais la construction est restée inachevée et sert aujourd'hui de lieu de dépôt pour les déchets du marché. Le bloc de 8 latrines du marché Nab-Raaba sont fonctionnelles mais très difficiles à vidanger car les murs de la latrine sont construits sur les dalles; le bloc de latrine devrait donc être réhabilité. La construction ou l'amélioration des sanitaires des deux marchés du secteur 7 est une priorité pour la santé publique. La réhabilitation des latrines du marché de Nab-Raaba est prévue en même temps que l'aménagement de la plateforme du marché.

Les Conditions de Réalisation

4. Les latrines seront construites par les artisans du secteur 7 ayant suivi la formation à la construction de latrines améliorées organisée en collaboration avec le projet d'assainissement autonome de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA). Les ingénieurs du projet assainissement autonome et la représentante du CREPA national de l'équipe du projet pilote superviseront les travaux de construction.

5. Les ouvrages à construire sont des latrines à double fosses ventilées sur les sites suivants:

- (a) Ecole Samandin B et C:
  - (i) 2 blocs de 4 latrines pour les élèves
  - (ii) 1 bloc de 4 latrines à réhabiliter pour les élèves
  - (iii) 2 latrines pour les enseignants
- (b) Ecole Samandin A
  - (i) 1 bloc de 6 latrines
  - (ii) 1 latrine pour les enseignants
- (c) Marché de Kuken
  - 1 bloc de 4 latrines à achever

6. Les parents d'élèves et les enseignants participeront au projet pour les travaux de terrassement et pour l'apport en matériaux. Leur participation pourra se faire soit sous forme de travail pour la fouille soit sous forme de rémunération à un puisatier ou tâcheron. Dans le premier cas le travail sera supervisé par les ingénieurs et les artisans et un délai pour creuser la

fouille sera fixé d'un commun accord entre artisans et parents d'élèves. Dans le deuxième cas les parents d'élèves devront s'organiser pour le paiement du ou des puisatiers. Les parents d'élèves s'organiseront aussi pour les achats de matériaux et la date limite pour l'apport des matériaux devra aussi être fixée d'un commun accord entre artisans et parents d'élèves afin de ne pas retarder le démarrage des travaux. La participation des bénéficiaires à l'assainissement du milieu scolaire et du marché est d'environ 20% du montant total du projet.

7. L'UNICEF financera le complément pour l'achat des matériaux (sable, gravier, fer, ciment, tôles, chevrons, divers) et les coûts de main d'oeuvre pour la construction des ouvrages.

#### Budget et Plan de Financement

8. Le budget total du projet est de

9. Le plan de financement se décompose comme suit (chiffres arrondis):

UNICEF	2 486 000 FCFA	80%
Bénéficiaires	677 000 FCFA	20%
Total	3 163 000 FCFA	100%
	=====	

## Détail des Contributions

Désignation	Samandin A	Samandin B et C	TOTAL ECOLES		Marché Kuken	TOTAL (écoles et marché)	
	Qtés	Qtés	Qtés	Prix (F CFA)	Qtés	Qtés (F CFA)	Prix
<u>Contribution UNICEF</u>							
Ciment(tonne)	3,3	5,2	8,5	510 000	2	10,5	630 000
Briques 15	960	2 050	3 010	376 250	650	3 660	457 500
Briques 10	610	980	1 590	174 900	380	1 970	216 700
Tôles	14	30	44	88 000	8	52	104 000
Chevrons	11	22	33	19 800	6	39	23 400
Fer attache	11	20	31	6 200	6	37	7 400
Pointes de 80 (paquet)	2	3	5	2 500	1	6	3 000
Portes	7	10	17	255 000	4	21	315 000
Grillage(m²)	3	11	14	28 000	2	15	30 000
Tyrolienne(forf.)				39 000			39 000
Claustras	196	392	588	73 500	112	700	87 500
Fer o 10	11	21	32	80 000	8	40	100 000
Fer o 6	25	42	67	80 400	16	83	99 600
Fer recuit	2	2,5	4,5	13 500	1	5,5	16 500
Sable(camion)					2	2	45 000
Gravier(camion)					1	1	22 500
Main d'oeuvre (forfait)				230 000			280 000
<b>TOTAL CONTRIBUTION UNICEF</b>				<b>1 977 050</b>			<b>2 477 100</b>
<u>Contribution Bénéficiaires</u>							
Fouille(m³)	61	76	137	205 500	24	161	241 500
Sable(cam.)	3,5	5	8,5	191 250	-	8,5	191 250
Gravier(cam.)	1	2,5	3,5	78 750	-	3,5	78 750
<b>TOTAL CONTRIBUTION BENEFICIAIRES</b>							<b>511 500</b>
La construction de la fosse pour la latrine inachevée (fouille et maçonnerie)							160 000

## SAMANDIN A

Contribution UNICEF

	Unités	Quantités	Prix Unitaires (F CFA)	Prix Total (F CFA)
Ciment	tonne	3,3	60 000	198 000
Briques 15	u	960	125	120 000
Briques 10	u	610	110	67 100
Tôles	u	14	2 000	28 000
Chevrons	ml	11	600	6 600
Fer attache	u	11	200	2 200
Pointes de 80	paquet	2	500	1 000
Portes	u	7	15 000	105 000
Grillage	m'	3	2 000	6 000
Tyrolienne	forfait			12 000
Claustras	u	196	125	24 500
Fer o 10	barre	11	2 500	27 500
Fer o 6	barre	25	1 200	30 000
Fer recuit	rouleaux	2	3 000	6 000
Main d'oeuvre	forfait			90 000
<b>TOTAL UNICEF</b>				<b>723 900</b>

Contribution Bénéficiaires

Fouille	m3	61	1 500	91 500
Sable	voyage	3,5	22 500	78 750
Gravier	voyage	1,2	22 500	27 000
<b>TOTAL BENEFICIAIRES</b>				<b>197 250</b>

SAMANDIN B et C

Contribution UNICEF

	Unités	Quantités	Prix Unitaires (F CFA)	Prix Total (F CFA)
Ciment	tonne	5,2	60 000	312 000
Briques 15	u	2 050	125	256 250
Briques 10	u	980	110	107 800
Tôles	u	30	2 000	60 000
Chevrons	ml	22	600	13 200
Fer attache	u	20	200	4 000
Pointes de 80	paquet	3	500	1 500
Portes	u	10	15 000	150 000
Grillage	m <sup>2</sup>	11	2 000	22 000
Tyrolienne	forfait			27 000
Claustras	u	392	125	49 000
Fer o 10	barre	21	2 500	52 500
Fer o 6	barre	42	1 200	50 400
Fer recuit	rouleaux	2,5	3 000	7 500
Main d'oeuvre	forfait			140 000
<b>TOTAL UNICEF</b>				<b>1 253 150</b>

Contribution Bénéficiaires

Fouille	m <sup>3</sup>	99	1 500	148 500
Sable	voyage	3,5	22 500	78 750
Gravier	voyage	2,5	22 500	56 250
<b>TOTAL BENEFICIAIRES</b>				<b>283 500</b>

MARCHE de KUKEN

Contribution UNICEF

	Unités	Quantités	Prix Unitaires (F CFA)	Prix Total (F CFA)
Ciment	tonne	2	60 000	120 000
Briques 15	u	650	125	81 250
Briques 10	u	380	110	41 800
Tôles	u	8	2 000	16 000
Chevrons	ml	6	600	3 600
Fer attache	u	6	200	1 200
Pointes de 80	paquet	1	500	500
Portes	u	4	15 000	60 000
Grillage	m <sup>2</sup>	2	2 000	4 000
Tyrolienne	forfait			7 000
Claustras	u	112	125	14 000
Fer o 10	barre	8	2 500	20 000
Fer o 6	barre	16	1 200	19 200
Fer recuit	rouleaux	1	3 000	3 000
Sable	camion	2	22 500	45 000
Gravier	camion	1	22 500	22 500
Main d'oeuvre	forfait			50 000
<b>TOTAL UNICEF</b>				<b>509 050</b>

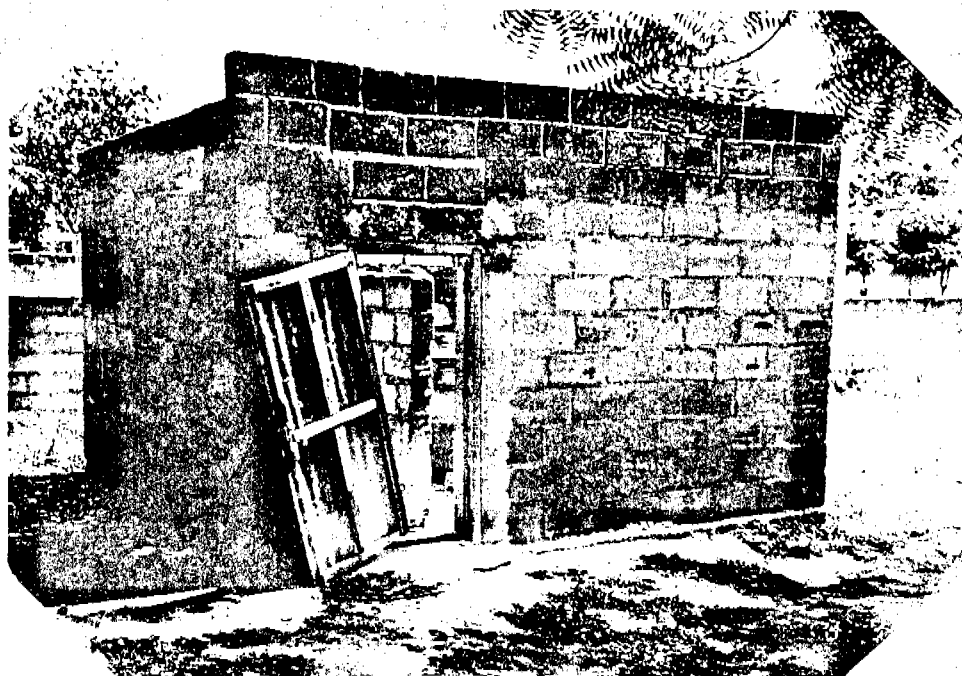
Contribution Bénéficiaires

Fouille	m <sup>3</sup>	24	1 500	36 000
---------	----------------	----	-------	--------

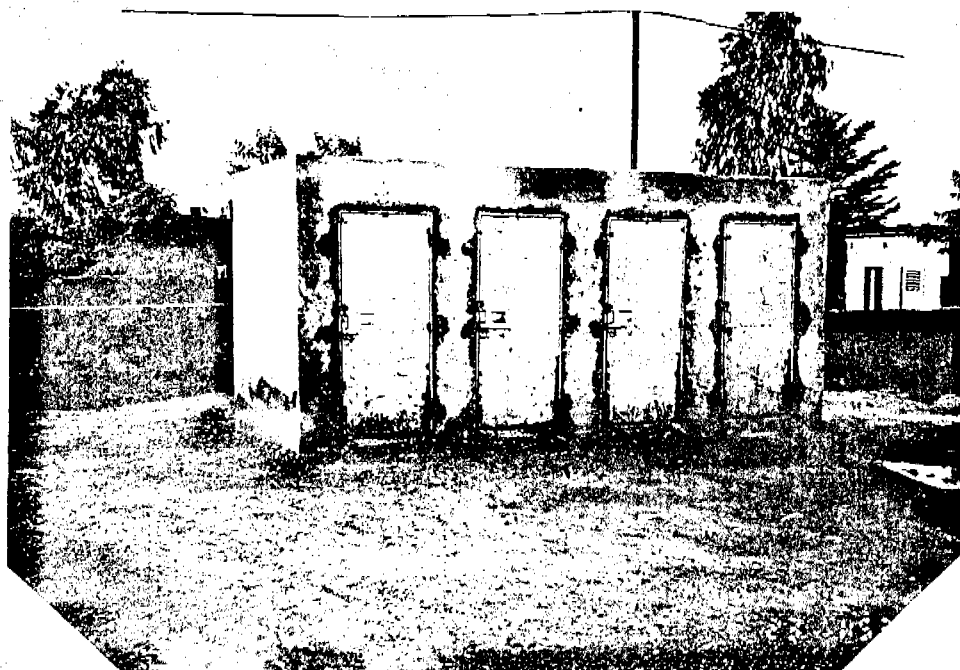
Les bénéficiaires avaient commencé la construction d'une latrine. Une cotisation avaient permis de réunir une somme de 160 000F CFA; cette somme a permis de faire la fouille et la maçonnerie de la fosse. La latrine est restée inachevé jusqu'à présent.

**TOTAL BENEFICIAIRES**

**36 000F CFA (et 160 000F CFA)**

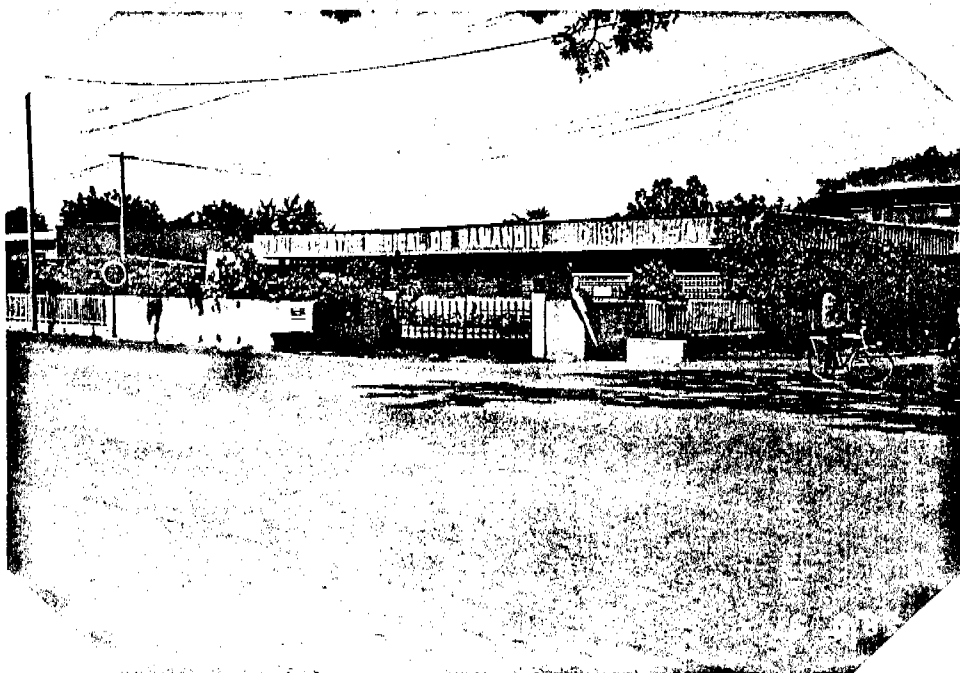


ECOLE SAMANDIN A: latrine traditionnelle à fosse étanche construite en 86-87 par l'Association des Parents d'Elèves. 6 cabines pour 600 élèves. Pas de toiture, pas de ventilation, une dalle en mauvais état. Les élèves refusent d'utiliser ces latrines à cause de leur mauvaise odeur et défèquent aux alentours.

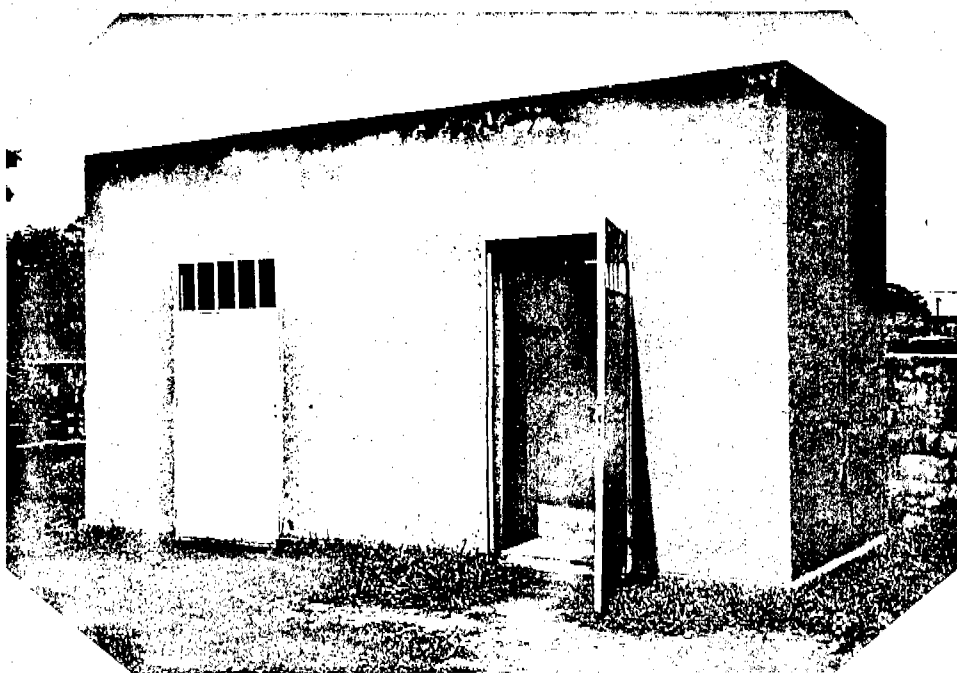


ECOLE SAMANDIN B ET C: 4 cabines, construites en 1984, non ventilées, non recouvertes, 1186 élèves.





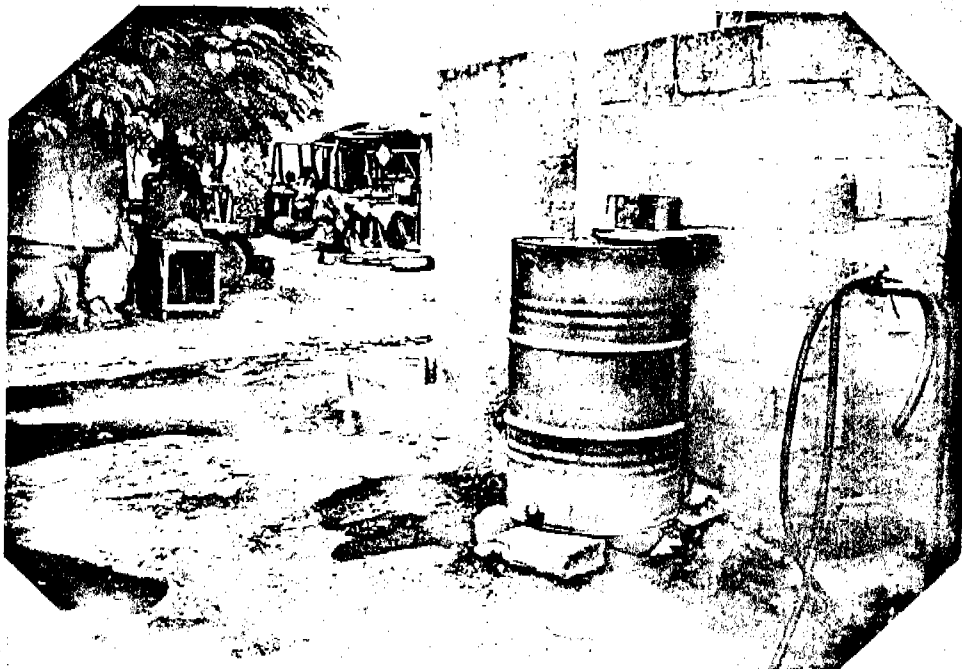
DISPENSARE DE SAMANDIN, construit par la coopération italienne et rénové en 1992.



Latrines du dispensaire: bloc de 4 cabines pour les malades. Pas de ventilation. Mauvaise odeur qui entraîne une réticence à leur utilisation.



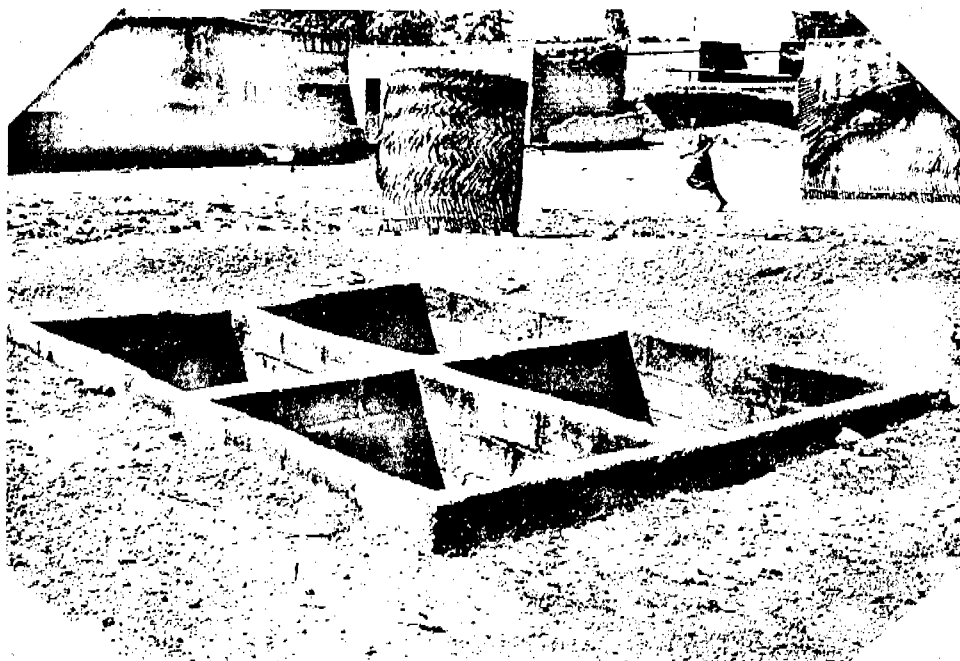
MARCHE DE NAB-RAAGA: Latrine de 8 cabines (4 pour les hommes, 4 pour les femmes). Les commerçants ont participé à la fouille, au paiement de la main-d'oeuvre. Appui de l'UNICEF et de la Division Economique pour le reste. Pas de toiture, pas de ventilation.



Point d'eau à l'entrée du bloc.



La latrine de Nab-Raaga est bien entretenue par un gardien (accès payant = 10F). Problème: fréquence des vidanges (2 fois tous les 45 jours), la fosse étant remplie par des déchets (boîtes de conserve et autres...) ne pouvant être aspirés par les camions vidangeurs. Les murs reposant sur les dalles, il faudrait abattre la superstructure.



MARCHE DE KUKEN YAAR: Fonds utilisés: recettes de l'attribution des places (5000 F/commerçant) lors de la création du marché en 1986 + cotisation supplémentaire d'un montant total de 25000 F. Travaux commencés en 1991, inachevés faute de moyens. Fosse de 4 x 3 x 3 mètres, parois maçonnées en briques pleines.

**Réhabilitation du marché  
de Nab-Raaga**

## Réhabilitation du Marché de Nab-Raaga

### 1. Identification des problèmes

L'état actuel du marché de Nab-Raaga et la nécessité de l'améliorer ont été évoqués dès les premières réunions conduites par l'équipe du projet. Interrogées sur la situation de l'assainissement dans leur quartier, les femmes de Samandin se sont attardées sur les principaux problèmes posés pour le bon fonctionnement de ce marché, en particulier:

- les nuisances causées par les eaux pluviales: le marché est situé sur une voie d'eau et devient impraticable lorsque la pluie tombe aux premières heures de la matinée;
- l'évacuation des ordures du marché: le bac du marché sert aussi aux habitants riverains, ou même à ceux plus éloignés qui disposent de brouettes; le service de la Voirie n'est pas assez fréquent et des dépôts d'ordure se forment aux alentours du bac. Lorsqu'il pleut, les ordures sont entraînées dans le marché;
- certains riverains du marché n'ont pas de latrines dans leur concession et déposent leurs excréta dans le bac à ordures.

Suite à cette réunion, l'équipe a cherché à savoir si une réhabilitation du marché constituait vraiment un besoin prioritaire et pouvait faire l'objet d'un projet à réaliser avec la participation des intéressés.

Au cours d'une première réunion avec le Bureau du Marché le 4 juin, les membres du Bureau ont confirmé les problèmes d'eaux pluviales et d'ordures ménagères cités plus haut, et ont insisté également sur:

- les problèmes posés par les vidanges des latrines (voir "assainissement des équipements collectifs");
- le manque d'éclairage du marché (crainte des vols). Ils recherchent un crédit pour mettre en place des poteaux électriques sur les deux côtés opposés du marché.

Les fonds dont dispose le Bureau sont alimentés par le paiement de l'utilisation des latrines du marché (10F l'entrée). Les recettes sont déposées à la Caisse Populaire par le gardien des latrines.

### 2. Premières actions

L'équipe du projet a pris contact avec la Commune et la Division Economique pour s'assurer que le marché de Nab-Raaga ne ferait pas l'objet d'un déguerpissement dans le cadre de l'étude (exécutée à la demande de la Division Economique par le bureau Afrique-Conseil) sur la restructuration des marchés de Ouagadougou.

La première action a été d'expliquer aux commerçants et commerçantes les méthodes de travail proposées par le projet et de constituer un "groupe de travail" (voir "groupes de travail") qui serait, en coopération avec le Bureau du Marché, les premiers interlocuteurs du projet et constituerait le lien nécessaire entre les commerçants, le projet et les services techniques.

Une première enquête succincte (21 juillet) a été menée avec le groupe de travail pour avoir une idée du nombre de vendeurs, du type d'activités et d'installations existantes sur le marché.

### 3. Amorce de la collaboration avec les Services Techniques et Faso Baara

Le 27 juillet l'équipe a organisé une première rencontre groupe de travail / directeur de la Division Economique / ingénieur de Faso Baara, qui a été suivie le 28 juillet d'une réunion et d'une visite du site.

Cette visite a permis d'identifier facilement les problèmes posés par les eaux pluviales en raison des pluies récentes tombées dans le Secteur. La proposition initiale de raccorder les futurs caniveaux du marché au collecteur principal du Secteur, bien qu'intéressante au niveau de son coût, a paru peu adaptée. En effet ce collecteur reçoit déjà des débits importants et pourraient difficilement en supporter d'autres sans provoquer d'inondations dans la zone. Ainsi les ingénieurs ont reconnu qu'il était nécessaire de canaliser directement les eaux de la zone du marché jusqu'au canal du Mogho Naaba. Au niveau du théâtre populaire, il a été constaté que le raccordement entre le canal et le collecteur principal a été mal fait: l'eau est rejetée dans la nature avant de rejoindre le canal.

Après cette visite, l'ingénieur de Faso Baara devait établir une première estimation des coûts de réhabilitation. Cette estimation a porté en premier lieu sur une seule alternative: plateforme pavée, d'un montant total de 98 millions FCFA. Les aménagements complémentaires de l'accès au marché: rechargement des rues venant de Bassawarga et de Ouezzin Coulibaly et construction d'un collecteur d'eaux pluviales venant de Bassawarga s'élevaient à environ 78 millions.

Il s'est avéré nécessaire de faire une analyse plus fine, de nombreux coûts pouvant être révisés à la baisse et d'étudier d'autres alternatives, moins coûteuses. Suite à une réunion Unité Technique de Coordination / responsables de l'équipe du projet / Direction de Faso Baara, il a été décidé que l'enveloppe pour la réhabilitation de la plateforme du marché ne devrait pas dépasser 25 millions FCFA, compte tenu du prêt total consenti par la Banque Mondiale pour cette première phase du projet pilote: enveloppe de US\$ 200000, qui doit être utilisée pour plusieurs types d'action.

Au cours de cette réunion, les procédures à suivre ont été clairement explicitées, en particulier en ce qui concerne les modalités de participation des bénéficiaires. Le travail effectué auparavant par l'agence Faso Baara, suite aux discussions avec l'équipe sur la recherche de solutions adaptées aux formes de participation souhaitées par la population, ne peut avoir de suite dans le cadre du prêt de la Banque Mondiale (voir "implication de la population").

#### 4. Lancement des opérations

En concertation avec les commerçants, la Mairie et le Haut Commissariat, il faudra effectuer un recensement nominatif de tous les commerçants du marché, chercher un emplacement provisoire pendant les travaux, choisir les options techniques d'aménagement, définir la répartition des contributions financières entre les bénéficiaires, le Haut Commissariat et le projet.

Une convention doit être signée entre le Projet Urbain et Faso Baara. Des conventions seront également établies avec les bénéficiaires (qui doivent s'engager à déménager pendant les travaux et à verser 10% du coût de l'aménagement de la plateforme du marché), et avec le Haut Commissariat (qui contribue aussi pour un montant de 10% et s'engage à prendre en charge les travaux d'aménagement de l'accès au marché: assainissement pluvial et rechargement des voies). La contrepartie devra être mobilisée avant l'appel d'offres.

Le 31 août (réunion UTC, Division Economique, Haut Commissariat) le Haut Commissariat a confirmé que le marché ne devait pas faire l'objet de déguerpissement, donné son accord de principe sur ce projet, et s'est engagé à prendre en charge la contrepartie définie plus haut. Pour le financement de l'accès du Marché, le Haut Commissariat devra attendre le budget 94. En tenant compte du délai d'approbation, on peut prévoir l'exécution des travaux en mars.

La première étape: recensement des commerçants du marché était en cours de préparation début septembre.

#### 5. Concertation entre partenaires

Chacune des étapes est discutée avec les partenaires: commerçants (ou leurs représentants), services techniques, équipe du projet et Unité Technique de Coordination. En l'absence d'une cellule de suivi du projet pilote au sein du Secteur (voir "groupes de travail"), le responsable administratif est tenu au courant de toutes les activités.

Les premiers contacts entre ces différents partenaires ont montré l'intérêt de mettre tout en oeuvre pour en assurer la continuité. Chaque partie donne son avis, ses conseils, expose ses préoccupations, comprend les contraintes et cherche à y apporter des solutions. Par exemple, les conseils du Secrétaire Général du Haut Commissariat seront pris en compte:

- pour le recensement, limiter les risques de litige en faisant participer un représentant de la Commune et un représentant du Haut Commissariat, penser à inclure une question sur le lien (parenté ou autre) entre l'attributaire de la place et celui qui l'occupe effectivement;
- dans les réunions de sensibilisation, expliquer que la contribution financière n'implique pas une suppression des taxes, l'expérience ayant montré que si les bénéficiaires participent au coût des investissements, ils montrent par la suite des réticences à payer les taxes par la suite parce qu'ils considèrent que l'équipement leur appartient.

Les propositions et les préoccupations du groupe de travail seront également prises en compte dans toute la mesure du possible (voir "implication de la population")

Le groupe de travail a compris les méthodes d'approche et montre son souci, jusqu'à présent, de ne rien faire sans l'avis des commerçants et sans tenir informées aussi bien les autorités traditionnelles que l'Administration.

L'équipe du projet se trouve actuellement dans une situation délicate où tout faux pas est interdit: il faut veiller à ne pas donner de fausses promesses et à fournir des explications qui ne seront pas contredites au moment de l'exécution des opérations. Le dialogue entamé avec les futurs bénéficiaires doit se poursuivre. Un extrait du compte-rendu d'une Assemblée Générale tenue par l'équipe du projet au marché peut donner une idée de ce dialogue et de l'impact qu'il peut avoir sur l'implication des bénéficiaires:

"Un commerçant a voulu savoir quel type d'aménagement était retenu pour le marché. Réponse de l'équipe: "Il n'y a pas de type d'aménagement arrêté. Les techniciens viendront faire le plan et ensuite un bureau d'études fera des propositions d'aménagement qui vous seront remises". Plusieurs commerçants ont posé des questions où se dénotait une inquiétude de se voir chasser du marché, en particulier les femmes qui vendent à l'air libre. Certains se sont référés à ce qui s'est passé pour le Grand Marché Rood Woko.

Réponse de l'équipe: "Avant les travaux, il y aura un Recensement de tous les commerçants. Ce recensement sera fait en présence de vos responsables. Lorsque nous viendrons pour le recensement, ce seront vos représentants qui seront devant nous pour nous dire qui et qui occupe tel et tel hangar. Ainsi à la fin du recensement, le technicien indique sur le plan du marché les hangars et les noms des occupants. S'il arrivait que des commerçants viennent nous voir au local pour se faire recenser, nous les renverrons chez vos responsables afin qu'ils les reconnaissent et qu'ils donnent leur accord. Le travail fini, vous aurez une copie du plan du marché, des hangars avec leurs propriétaires. Et si quelqu'un nous demande où est son hangar, nous lui indiquons avec précision son hangar sur le plan. La Division Economique aura une copie du plan ainsi que la Mairie. Comment pourrez-vous alors perdre vos places?"

A ce stade de la réunion, nous avons remarqué que le climat s'était détendu. Le dernier intervenant a dit ceci:

"Si nous avons bien compris, cela veut dire que si un matin nous vous voyons débarquer avec 20 ou 25 personnes munies de pioches sans rien nous dire, nous vous tabasserons". Tout le monde a ri.

Avant que les commerçants ne se dispersent, un membre du groupe de travail a demandé aux commerçants de réfléchir à leurs formes de participation. La responsable des femmes en a profité pour exhorter les femmes à sortir systématiquement lorsqu'elles seront convoquées aux réunions. Elle demande en outre à chacune de s'exprimer librement et de poser toutes les questions d'éclaircissement afin d'éviter la désinformation qui se forme dans les "causettes"...



**2. Séances d'information sur le fonctionnement et l'entretien des latrines,** dispensées par l'équipe d'animation assistée des ingénieurs du projet de démonstration ONEA et du projet pilote, avec les supports didactiques élaborés par le projet de démonstration, à l'intention:

- i. pour les latrines scolaires
  - du personnel enseignant;
  - du bureau de l'Association des Parents d'Elèves (APE);
  - des gardiens des écoles,
- ii. pour les latrines du marché
  - des bureaux des marchés;
  - des groupes de travail formés dans le cadre du projet pilote;
  - des gardiens des latrines du marché,
- iii. pour la latrine du dispensaire
  - personnel de santé
  - Comité de Santé
  - gardien du dispensaire

Les maîtres seront chargés ensuite de diffuser cette information auprès de leurs élèves, les gardiens des latrines du marché à leurs clients, le personnel de santé auprès de leurs malades. Des affiches (portant sur l'usage de ces latrines) seront disposées à l'intérieur de chaque cabine.

**3. Mise en place d'un système de gestion efficace:**

- i. pour les écoles: responsabilisation des enfants et des maîtres, organisation des équipes de nettoyage quotidien, engagement du bureau de l'Association des Parents d'Elèves à assurer les vidanges en gardant un fonds spécial pour l'entretien des latrines;
- ii. pour les marchés: système de recouvrement des droits d'entrée garantissant la constitution d'un fonds spécial pour l'entretien des installations.



Deux marchés fonctionnent dans le Secteur 7: le plus important est le marché de Nab-Raaga (ci-dessus), dans l'ancien quartier de Samandin...



...le marché de Kuken Yaar, de création plus récente se trouve dans la zone 4.



Situé sur la voie de ruissellement des eaux pluviales, le marché de Nab-Raaga se transforme en borbier à la saison des pluies...



...et les commerçants savent qu'il est inutile d'ouvrir leur boutique de bonne heure le matin lorsque la pluie est tombée à la fin de la nuit.



Il a plu cette nuit. Ces commerçantes ramassent du sable dans la rue qui longe le marché...



...pour le répandre sur leur place de vente dans le marché afin de combler les flaques d'eau qui mettraient du temps à s'assécher.



Dans le cadre du projet, les commerçants ont constitué un groupe de travail, élu démocratiquement, pour participer à la réhabilitation du marché. Photo prise devant le local du Bureau du Marché.



L'Equipe du Projet a pris contact avec la Division Economique et Faso Baara. Les ingénieurs travailleront en étroite collaboration avec le groupe de travail du marché et l'équipe du projet. Ici, première visite du site.



Dans le cadre du projet, les commerçants ont constitué un groupe de travail, élu démocratiquement, pour participer à la réhabilitation du marché. Photo prise devant le local du Bureau du Marché.



L'Equipe du Projet a pris contact avec la Division Economique et Faso Baara. Les ingénieurs travailleront en étroite collaboration avec le groupe de travail du marché et l'équipe du projet. Ici, première visite du site.